RÉFLEXIONS TACTIQUES

N° SPÉCIAL
2014

OPÉRATION SERVAL

LE RETOUR DE LA MANŒUVRE AÉROTERRESTRE DANS LA PROFONDEUR

Quels facteurs de succès?
Quels défis à relever pour demain?

ARMÉE DE TERRE

Sommaire

3 **Lettre introductive**
Général Jean-François PARLANTI

4 **Actes du colloque**
Colonel ® François MIRIKELAM
(traduction en anglais – translate in English)

20 **Mot d'accueil**
Général Jean-François PARLANTI

22 **Allocution d'ouverture**
Mme la députée Patricia ADAM
(traduction en anglais – translate in English)

27 **Le cadre politico-militaire**
Amiral Edouard GUILLAUD
(traduction en anglais – translate in English)

PREMIÈRE TABLE RONDE

" Les facteurs de succès dans la manœuvre aéroterrestre "

Président de table ronde
M. le député Philippe NAUCHE

36 **Comment façonner les facteurs de succès en amont de l'engagement ?**
Général de corps d'armée Bertrand CLEMENT-BOLLEE

40 **Comment le chef tactique combine les facteurs de succès en fonction de la réalité du terrain et de l'adversaire ?**
Général Bernard BARRERA

43 **La coordination forces conventionnelles – forces spéciales**
Général Didier BROUSSE

47 **Témoignage d'un chef de corps engagé dans l'opération *Serval***
Colonel François-Marie GOUGEON

51 **DÉBAT LIBRE AVEC LA SALLE**

55 **Allocution**
M. Claude BARTOLONE
(traduction en anglais – translate in English)

SECONDE TABLE RONDE

" Les défis pour préparer le succès des interventions aéroterrestres futures "

Président de table ronde
M. le député Christophe GUILLOTEAU

59 **Le défi de la maîtrise du temps opérationnel**
Général Patrick BRETHOUS

63 **Le défi de l'interaction forces aériennes – forces terrestres**
Général de corps aérien Thierry CASPAR-FILLE-LAMBIE

67 **Le défi de l'interaction avec les partenaires européens**
Général François LECOINTRE

69 **Ouverture prospective**
M. Etienne de DURAND

71 **DÉBAT LIBRE AVEC LA SALLE**

74 **Allocution de clôture**
Général d'armée Bertrand RACT MADOUX
(traduction en anglais – translate in English)

80 **BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS**

Avertissement

Ce numéro spécial de Réflexions tactiques est la retranscription des interventions prononcées lors du colloque co-organisé par le CDEF et le CEIS le 4 décembre 2013 sur le thème « Opération Serval. Le retour de la manœuvre aéroterrestre dans la profondeur ».
Les articles de ce numéro spécial ont pour vocation l'enrichissement de la réflexion doctrinale. Ils ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une position officielle.

Tous droits de reproduction réservés. La reproduction des articles est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

Lettre introductive

Général Jean-François PARLANTI,
directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces

« La plupart des gens n'accumulent pas d'expérience. Ils subissent au cours de leur vie une série d'évènements qui traversent leur système sans être assimilés. Les évènements ne se transforment en expérience que lorsqu'ils sont digérés, que l'on y a réfléchi, qu'on les a relié à des schémas généraux et synthétisés ».

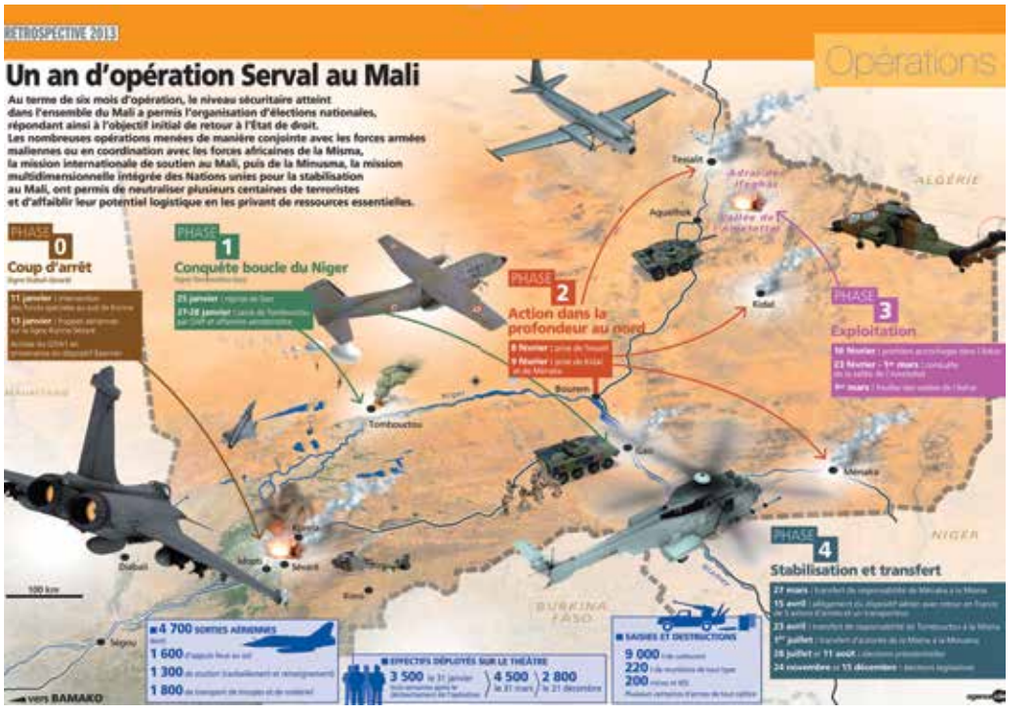
Henri Mintzberg*

Le colloque annuel de l'armée de Terre qui s'est tenu à l'Assemblée nationale le 4 décembre 2013 a fait la part belle aux acteurs de l'opération *Serval* (mandat 1), du niveau stratégique au niveau tactique, de la montée en puissance fulgurante au passage de relais à la MINUSMA.

Comme l'a précisé le CEMA lors de son intervention d'ouverture, *Serval* ne constitue pas LA référence mais UNE référence. Cette opération sous commandement national nous permet néanmoins de mesurer la performance opérationnelle de nos forces dans un contexte très exigeant et sous le regard intrigué de nos alliés.

Au-delà du processus de retour d'expérience institutionnel, l'objectif de ce colloque était donc de recueillir les témoignages sur cette offensive aéroterrestre exceptionnelle et d'animer la réflexion autour des facteurs de succès et des défis identifiés dans le nouveau Concept d'emploi des Forces (CEF), document cadre de notre stratégie générale militaire. Ceci permettra en outre d'éclairer l'effort d'adaptation doctrinale et capacitaire que l'armée de Terre conduit dans le cadre du nouveau modèle d'armée *Cap 2020.*

Nous adressons tous nos remerciements à Monsieur Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, à M^me^ Patricia Adam, présidente de la Commission de la Défense nationale et des forces armées, ainsi qu' aux élus de la représentation nationale, d'avoir cette année encore présidé, hébergé et participé à nos travaux.



Source : infographie parue dans la revue Armées d'aujourd'hui n° 385, décembre 2013-janvier 2014

* Citant Saul Alinsky dans "des managers, des vrais, pas des MBA". Editions d'organisations, page 302.

Conference proceedings

Operation *Serval*. The return of deep attack operations by land and air forces

SUMMARY BY Maître François MIRIKELAM (Reserve Colonel at the CDEF)

This special report summarises the talks and debates that took place at the conference held on the 4th of December 2013 at the National Assembly. The statements recorded within provide an account of the discussions held and should not be construed as an official position.

INTRODUCTION

Early in 2013, armed terrorist groups (ATGs) made up of several movements launched an offensive to the south of the bend in the Niger River. They were targeting the town of Sevare and, shortly thereafter, the capital city Bamaka (200 kilometres away). Thus they threatened the very existence of the Republic of Mali and regional security in West Africa. The President of Mali asked France for help.

On the 11th of January, the President of France - invoking article 51 of the Charter of the United Nations relative to the legitimate use of self-defence - decided to send French troops to the assistance of this friendly country, and to help it recover its sovereignty and its territorial integrity.

Five hours later, Malian forces – with helicopter support provided by France's Special Operations Command (COS) – launched a counter-attack in Konna-Mopti (4,000 kilometres from Paris). On the 13th of January, a deep attack operation was carried out by four Rafale fighter jets from the airbase in Saint-Dizier.

From the 12th to the 15th of January, the first joint tactical group (JTG) was formed from land forces pre-positioned in Chad and Côte d'Ivoire, and from Guépard (rapid reaction) units. In the following weeks, three other joint tactical groups, an airmobile group and a brigade command team were set up and deployed to Mali.

In all, 4,500 ground troops were deployed in record time. Meanwhile, the Air Force carried out deep attacks on forty or so pre-identified targets.

By force of movement, speed and surprise - the Chief of Staff of the French Army used the term 'lightning attack' - operation *Serval*, in barely three

Actes du colloque

Opération *Serval*. Le retour de la manœuvre aéroterrestre dans la profondeur

Synthèse par le Colonel ® François MIRIKELAM

Ces actes sont le fruit des interventions et débats du colloque qui s'est déroulé le 4 décembre 2013 à l'Assemblée nationale. Les propos cités dans ce numéro spécial rendent compte de la réflexion ainsi engagée et ne sauraient être interprétés comme une quelconque position officielle.

INTRODUCTION

Dans les premiers jours de l'année 2013, les Groupes armés terroristes (GAT) composés de plusieurs mouvances lancent une offensive au Sud de la boucle du fleuve Niger. Ils visent alors la ville de Sévaré et à brève échéance la capitale Bamako (à 200 kilomètres), menaçant ainsi l'existence même de la République du Mali et la sécurité régionale de l'Afrique de l'Ouest. Le Président du Mali demande l'aide de la France.

Le 11 janvier, le Président de la République, se fondant sur l'article 51 de la Charte des Nations unies relatif à la légitime défense, décide d'apporter le secours de la France à ce pays ami et de l'aider à recouvrer sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Cinq heures plus tard, l'action se concrétise par un coup d'arrêt à Konna-Mopti (à 4 000 kilomètres de Paris) mené par les forces maliennes épaulées par les hélicoptères des forces spéciales (COS) puis le 13 janvier dans la profondeur par quatre Rafale partis de leur base de Saint-Dizier.

Du 12 au 15 janvier, le GTIA n° 1 est constitué à partir de forces de l'armée de Terre pré-positionnées au Tchad et en Côte d'Ivoire ainsi que d'éléments provenant du dispositif d'alerte Guépard. Dans les semaines qui suivent, trois autres GTIA, un groupement aéromobile (GAM) et un PC de brigade sont constitués et projetés au Mali.

Au total 4 500 soldats des forces terrestres sont projetés en un temps record. L'armée de l'Air effectue des frappes dans la profondeur sur une quarantaine d'objectifs pré-identifiés.

Fondée sur le mouvement, la vitesse et la surprise (le chef d'état-major de l'armée de Terre évoque la fulgurance), l'opération *Serval* a permis, en à peine trois mois (du 11 janvier à fin avril 2013), aux forces franco-africaines d'assurer la reconquête du Nord du territoire malien, de la boucle du Niger jusqu'à la frontière algérienne, et de réduire

considérablement la capacité de nuisance des GAT. Cette période de trois mois correspond à la phase dynamique de l'opération *Serval* sur laquelle les débats du colloque ont porté.

Elle s'apparente, selon les termes du général Patrick Brethous, chef du CPCO, à une « chevauchée fantastique » dans un territoire désertique, vaste et hostile. Elle a donné lieu à des combats durs et exigeants dans Gao et autour de l'Adrar des Ifoghas face un ennemi fanatisé et aguerri. Les forces françaises y ont montré leur valeur professionnelle, leur résistance physique et leur courage.

Au cours des opérations dans l'Adrar des Ifoghas, les bases d'entraînement des GAT ont été détruites, les poches de résistance réduites, plusieurs dizaines de tonnes d'armes et de munitions ont été récupérées et les flux logistiques ont été coupés.
Début mai, a débuté la phase du « passage de relais » aux forces armées maliennes et à la Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) tandis que le Mali a pu le 11 août 2013, procéder dans de bonnes conditions à l'élection d'un nouveau président, Ibrahim Boubacar Keita.
Du point de vue stratégique, cette opération *« a balayé quelques idées reçues et jugement définitif »* comme le souligne Etienne de Durand : *« nous évoquions voilà peu la fin des interventions terrestres, le coût disproportionné des forces pré-positionnées en Afrique, la prévalence du multilatéral [...] ».*

Sur le plan militaire, *Serval* est, à bien des égards, une opération exemplaire. Elle constitue une référence pour les forces terrestres en matière de manœuvre aéroterrestre dans la profondeur, utilisant des modes d'action inusités depuis longtemps, en rupture avec la contre-insurrection menée durant de nombreuses années en Afghanistan. *« Cette opération offensive a mis en exergue, outre l'attitude attendue à agir dans l'espace terrestre quelle que soit la durée, des modes d'action successifs ou simultanés très variés, allant du raid blindé au combat à pied en passant par l'opération aéroportée »* (général Jean-François Parlanti, CDEF).

J. LEMPIN © ECPAD

Opération Doro, environs de Gao, mars 2013.

Operation Doro, near Gao, March 2013.

months (from the 11th of January to the end of April 2013), enabled French and African forces to recover northern Mali from the bend in the Niger River to the Algerian border, and to considerably reduce the armed terrorist groups' capacity for harm. This three-month period made up the dynamic phase of operation Serval, which the conference debates.

General Patrick Brethous, chief of the Centre for Planning and Conducting Operations (CPCO), described it as an "incredible descent" into a vast and hostile desert region. It involved some tough, hard fighting in Gao and around the Adrar des Ifoghas, against a fanatic and war-hardened enemy. The French forces demonstrated professionalism, physical endurance and courage.

During the operations in the Adrar des Ifoghas, the training camps of the armed terrorist groups were destroyed, pockets of resistance were broken up, several dozen tons of weapons and ammunition were recovered and supply chains were cut off.

At the start of May, the handover to the Malian forces and to the United Nations Multidimensional Integrated Stabilisation Mission in Mali (MINUSMA) began; on the 11th of August 2013, Mali was able start the process of electing a new president, Ibrahim Boubacar Keita.

From a strategic point of view, the operation *"swept aside several popular misconceptions and rigid opinions",* as Etienne de Durand pointed out: *"just a short while ago, we were talking about putting an end to ground-force interventions, the disproportionate cost of troops pre-positioned in Africa, the prevalence of multilateral action [...]."*

From a military point of view, *Serval* was, in many respects, an exemplary operation. It set the standard for the conduct of deep attack operations by land and air forces, employing modes of action that have not been used for a long time and that are completely different to the counter-insurgency strategy implemented in Afghanistan for years. *"Besides the expectation that land forces would be deployed for however long it took, this offensive involved a broad variety of successive or simultaneous modes of action, from armoured raids to ground combat and airborne operations"* (General Jean-François Parlanti, CDEF).

Ground forces played a decisive and difficult role. But while this successful operation testifies to the army's ability to rapidly deploy forces far beyond France's borders and to be the first to enter a theatre, it also reveals a number of problems relating, in particular, to capability.

1. SUCCESS FACTORS

• A clear, legitimate and legal military intervention

The political objective set by the President of France for the French armed forces was clear: destroy the armed terrorists groups, free the occupied Malian territories and then hand over to the United Nations Mission and the Malian forces. The clarity of the objective - which was underlined by several politicians (Patricia Adam) and military leaders (General Bertrand Clément-Bollée, Commander of the French Land Forces) - facilitated the actions of our troops.

France's intervention was conducted in accordance with article 51 of the Charter of the United Nations and with four Security Council resolutions. It had the backing of the European Union, despite the lack of engagement of the 27 Member States. Patricia Adam said it was a "just war" in that it had *"a legitimate leader and legitimate goals, and employed proportionate means [...]. Realism therefore combined with ethics and the universal determination to prevent totalitarianism."*

The approval and support of the French people and of the international community throughout the operation also contributed to its success; as did the enthusiastic reception that the Malian people gave to the military units deployed.

• A global strategy

Operation *Serval* was accompanied by political and diplomatic action. The CPCO (Centre for Planning and Conducting Military Operations) adapted the tempo of the military to that of the political process.

La force terrestre y a joué un rôle déterminant et difficile.
Mais si ce succès atteste de la capacité de l'armée de Terre à se projeter en un temps record loin du territoire national, à entrer en premier sur un théâtre, il révèle aussi un certain nombre de difficultés, notamment capacitaires.

1. LES FACTEURS DE SUCCÈS

• Une intervention militaire claire, légitime et légale

L'objectif politique fixé par le Président de la République aux forces armées françaises était clair : détruire les groupes armés terroristes, libérer les territoires maliens occupés et passer le relais à la mission des Nations unies et aux forces maliennes.
C'est d'abord la clarté de l'état final recherché, soulignée par plusieurs intervenants politiques (Mme Patricia Adam) comme militaires (général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée) qui a facilité l'action de nos forces.

L'intervention française s'est déroulée sous couvert de l'article 51 de la Charte des Nations unies et de quatre résolutions du Conseil de sécurité. Elle a bénéficié du soutien de l'Union européenne à défaut de l'engagement des 27 États membres. Mme Patricia Adam l'a qualifié de « guerre juste » en ce qu'elle comporte *« un chef légitime, des buts légitimes, des moyens proportionnés [...]. Le réalisme rejoint ainsi la morale et la volonté universellement partagée de faire barrage au totalitarisme ».*

L'adhésion et le soutien de la Nation comme de la communauté internationale tout au long de l'opération, ont été également un des facteurs de succès. Il en va de même de l'accueil enthousiaste que la population malienne a réservé aux unités engagées.

• Une stratégie globale

L'opération *Serval* a été accompagnée d'une manœuvre politique et diplomatique. Le CPCO, organe de commandement du chef d'état-major des armées, a adapté le tempo militaire à celui du politique.

Le cas malien montre, comme le souligne le CEMAT, *« les bénéfices que l'on peut attendre d'une stratégie globale visant d'une part à mobiliser des troupes partenaires pour agir et d'autre part à former puis à accompagner sur le terrain des forces locales ayant vocation à assumer de façon autonome la défense et la sécurité de leur propre pays ».*

O.DEBES © armée de Terre

Sécurisation de Tombouctou par le 1er RIMa et la prévôté malienne (février 2013).
Securing of Timbuktu by the 1st RIMa and the Malian military police (February 2013).

• Le recours à une boucle décisionnelle courte

Le temps opérationnel de l'opération *Serval* a pu être maîtrisé grâce aux spécificités du processus politique de décision français. Il tient en premier lieu, comme le souligne l'amiral Edouard Guillaud, *« au lien opérationnel direct entre le chef des armées et le CEMA [...] »*. C'est, en effet, au cours de conseils de défense et de conseils restreints de défense que sont proposées par le CEMA au Président de la République et au Ministre de la Défense les options militaires stratégiques pouvant déboucher sur une décision. Tel fut le cas de l'opération *Serval*.

Puis le système de commandement coopératif et stratégique français ainsi que la réactivité et le professionnalisme de nos forces armées ont permis de concrétiser sans délais les décisions politiques.
Au plan stratégique, le commandement de l'opération *Serval* a été assuré par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) à Paris. Mais, ainsi que le révèle le général Patrick Brethous, les trois niveaux classiques de commandement (stratégique, opératif et tactique) ont, pour des raisons opérationnelles concrètes, été « écrasés », le CPCO assurant dans un premier temps le contrôle des opérations tactiques avant de transférer cette responsabilité au niveau opératif (théâtre).

Pour les forces aériennes, l'armée de l'Air a organisé pour la première fois une chaîne de commandement et de contrôle C2 air unique avec ses moyens propres regroupant notamment le Centre national des opérations aériennes (CNOA) de Lyon Mont-Verdun et le JFACC AFCO (*Joint Forces Air Component Command* de l'Afrique Centrale et Ouest). Pour le général de corps aérien Thierry Caspar-Fille-Lambie, le recours à *« un C2 Air unique permet de tirer la quintessence des moyens aériens offensifs, et de faire travailler un aéronef sur plusieurs phases de l'opération interarmées au cours d'une même mission ».* Ce C2 unique centralisé a permis de commander et de coordonner jusqu'à 74 aéronefs dont, des avions américains, placés pour la première fois sous contrôle opérationnel d'une autre nation.

N-N. RICHARD © armée de l'air

Mirage 2000D en zone sahélienne.
Mirage 2000Ds in the Sahel Area.

As the Chief of Staff of the French Army pointed out, the operation in Mali clearly demonstrated *"the benefits that can be expected of a global strategy aiming, one, to mobilise partner troops and, two, to provide on-the-ground support for local forces so that they can independently ensure the defence and security of their own country."*

• A short decision-making chain

The actual duration of operation *Serval* was kept under control, thanks to the specific nature of France's political decision-making process and, as Admiral Édouard Guillaud pointed out, *"the direct operational link between the President of France and the Chief of the Defence Staff [...]."* During meetings of the Defence Council and of the Select Defence Council, the Chief of the Defence Staff presents strategic military options to the President and to the Minister of Defence, which can lead to a decision being taken. This is what happened with operation *Serval*.

Then, thanks to France's cooperative and strategy-oriented command system, and the responsiveness and professionalism of its armed forces, the political decisions made were implemented without delay.

From a strategic point of view, operation *Serval* was coordinated by the Centre for Planning and Conducting Military Operations (CPCO) in Paris. But, as General Patrick Brethous revealed, the three traditional levels of command (strategic, operational and tactical) were "crushed" for practical operational reasons; the CPCO took control of tactical operations initially, before handing over the responsibility to the operational level (theatre).

For the first time ever, the air force set up a single command and control (C2) structure for air operations, using its own resources. It included the National Air Operations Centre (CNOA) in Lyon Mont-Verdun and the Joint Forces Air Component Command of Central and West Africa (JFACC AFCO). According to Air Marshal Thierry Caspar-Fille-Lambie, *"a single C2 structure for air operations enables optimum use of offensive air power and allows a given aircraft to be involved in several phases of a joint force operation, during the course of a mission."* The single, centralised C2 structure was able to command and coordinate up to 74 aircraft, including American planes, which, for the first time ever, were placed under the operational control of another country.

• Excellent knowledge of the environment and forward planning

One of the factors of success was the excellent knowledge of the local environment. According to the Chief of Defence Staff, this knowledge derives from *"our historic experience of Africa, our pre-positioned forces and the fact that our intelligence activities have been focused on the area for several years."*

General Patrick Brethous pointed out that the planning phase had been completed for several months, even several years. Based on the strategic guidelines in the 2008 White Paper, a strategy for the Sahel was drawn up in 2009, as well as advance plans. In 2010, a plan providing for the deployment of a reinforced joint tactical group in the Adrar des Ifoghas was devised by army staff.

Several training exercises were performed in 2011 and 2012, covering the projection of combat and intelligence power from France and the identification of armed terrorist groups through army units on the ground.
In Senegal, a command post was set up at operational level, ready to take up arms immediately in the event of a military operation.
In summer 2013, a regional campaign plan was established and France's Chief of Defence Staff presented it to his counterparts in Mauritania, Mali, Burkina-Faso, Niger and Chad. According to General Patrick Brethous, *"whoever observes, directs, decides and acts faster than the enemy will always have the advantage, as he will have the most essential element on his side: initiative."*

• The predominant role of pre-positioned forces

The pre-positioning of French forces in Chad, Côte d'Ivoire and Gabon was decisive when it became necessary to intervene extremely fast. On the 11th of January, several Mirage 2000 fighter jets took off from N'Djamena; on the 12th, the 'porpoises' of the 21st Marine Infantry Regiment and the 'legionnaires' of the Foreign Cavalry Regiment flew into Bamako from Chad and formed a joint tactical group with elements that had arrived by road from Côte d'Ivoire.

Operation *Serval* clearly demonstrated the advantages brought by pre-positioned French troops. As Admiral Edouard Guillaud (Chief of Defence Staff) said: *"Clearly, without their support, we would not have been able to stop the attack on Douentza in time and rout the armed terrorist groups: we would have had to proceed differently and more slowly, and the cost in human lives would certainly have been much higher."*

• Une excellente connaissance du milieu et une planification amont

L'un des facteurs de succès a été l'excellente connaissance du milieu. Elle a résulté, selon le chef d'état-major des armées, *« de notre expérience historique de l'Afrique, de nos pré-positionnements et d'un renseignement orienté sur la zone depuis plusieurs années ».*

Le général Patrick Brethous rappelle que la planification avait été préparée depuis plusieurs mois voire plusieurs années. Sur la base des aspects stratégiques du Livre blanc de 2008, un plan stratégique Sahel avait été élaboré dès 2009 ainsi que des planifications à froid. En 2010, un plan prévoyant l'engagement d'un GTIA renforcé dans l'Adrar avait été conçu par l'EMO Terre.

Plusieurs exercices d'entraînement avaient été réalisés en 2011 et 2012, qu'ils s'agissent de projection de moyens de chasse et de renseignement à partir de la France ou d'entraînements à l'identification des GAT avec des unités terrestres au sol.
Au Sénégal, un PC de niveau opératif avait été constitué, prêt à être armé en cas de déclenchement d'une opération.

Lors de l'été 2013, un plan de campagne régional avait été établi et présenté aux chefs d'état-major des armées régionales (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger, Tchad) par le CEMA français. Pour le général Patrick Brethous, *« celui qui observera, orientera, décidera et agira plus vite que l'adversaire possédera toujours l'ascendant car il aura conservé l'essentiel : l'initiative »*.

• Le rôle prépondérant des forces pré-positionnées

Le pré-positionnement de forces françaises au Tchad, Côte d'Ivoire et Gabon a été décisif pour répondre à l'impératif d'une intervention extrêmement réactive. Le 11 janvier, des Mirages 2000 décollaient de N'Djamena, le 12, les marsouins du 21e Rima et les légionnaires du REC rejoignaient Bamako par la voie aérienne à partir du Tchad et formaient un GTIA avec des éléments venus, par la route, de Côte d'Ivoire.

L'opération *Serval* a permis de prendre la pleine mesure de l'intérêt des forces françaises pré-positionnées. L'amiral Edouard Guillaud (CEMA) en fait le constat : *« C'est clair, sans ces points d'appui, nous n'aurions pu, dans ces délais, arrêter l'offensive des GAD à Douentza, et les mettre en déroute : nous aurions dû faire différemment et nous l'aurions fait plus lentement, avec un prix du sang certainement plus lourd à payer ».*

La France a bénéficié également du pré-positionnement d'un groupement de forces spéciales dans la région qui connaissait le terrain, les acteurs et l'adversaire. Ce groupement bénéficiait, selon le général Didier Brousse (EMAT), *« d'un retour d'expérience de plusieurs années de déploiement à Sévaré et de la cohérence d'un détachement aux capacités opérationnelles très larges, autorisant des modes d'action très diversifiés ».* Le recours aux forces pré-positionnées a enfin permis de disposer de militaires déjà acclimatés aux conditions

J. LEMPIN © ECPAD

Arrivée et déploiement à Bamako d'une colonne de véhicules du groupement *Licorne* en provenance de Côte d'ivoire (15 janvier 2013).

Arrival and deployment in Bamako from Côte d'Ivoire of a column of Licorne bn TF vehicles (15th January, 2013).

locales et connaissant le milieu. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 place d'ailleurs le dispositif pré-positionné au cœur du modèle d'armée et de la stratégie de prévention des crises.

- **La pertinence des dispositifs d'alerte Guépard, Rapace et Tarpon**

L'opération *Serval* a exigé une réactivité maximale à l'armée de Terre. Les dispositifs d'alerte Guépard, Rapace et Tarpon, récemment réorganisés, ont prouvé à cette occasion toute leur pertinence dans leur substance comme dans leur dimension.
Le dispositif Guépard a permis de projeter près de 200 hommes, 48 heures seulement après la décision du Président de la République, et a fourni l'ossature des 3 GTIA déployés ainsi que 60 % des hommes engagés. Les forces terrestres disposent en perma-nence de l'équivalent d'une brigade inter-armes en alerte pendant six mois.

Les unités impliquées sont donc en mesure d'être engagées de façon inopinée. Cette brigade suit une préparation opérationnelle spécifique, orientée, réajustable en fonction des planifications en cours.

Pour le général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée, la « mise en condition avant alerte » du dispositif Guépard en fait le sas d'entrée des opérations non planifiées : *« J'ai, sans état d'âme, utilisé la 3e Brigade mécanisée, tout simplement parce qu'elle était prête, tant par le sérieux de sa préparation à sa prise d'alerte que par son expérience opérationnelle gagnée depuis dix ans sur tous les théâtres d'engagement, au même titre que toutes les brigades des forces terrestres ».*

Le Livre blanc reprend ce concept sous le nom d'Echelon national d'urgence (ENU) regroupant 5 000 hommes en alerte qui permettra la constitution de la Force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes projetables à 3 000 kilomètres du territoire national dans un délai de 7 jours.

France also received support from pre-positioned Special Forces who were familiar with the area, the local people and the enemy. According to General Didier Brousse (Army Staff), these Special Forces benefited from: *"the experience of several years of deployment in Sevare and the coherence of a detachment with extensive operational capabilities, allowing for many different courses of action."*

Lastly, the pre-positioned forces were already acclimatized to local conditions and were familiar with the area. Moreover, the 2013 White Paper on defence and national security puts pre-positioned forces at the heart of the military model and the crisis prevention strategy.

- **The relevance of the Guépard, Rapace and Tarpon rapid reaction systems**

Operation *Serval* demanded maximum responsiveness from the army. The recently reorganised Guépard, Rapace and Tarpon rapid reaction systems clearly demonstrated their relevance throughout the operation, in terms of both substance and size.

Thanks to the Guépard system, almost 200 men were deployed just 48 hours after the French President made his decision. They were the core component of the three joint tactical groups deployed, and accounted for 60% of the troops engaged.

The army always has the equivalent of a joint forces brigade on high alert for periods of six months. The units involved are ready to deploy at any time, without prior notice. This brigade undergoes specialized operational training, which can be adjusted according to current plans.

For Commander of the French Land Forces Bertrand Clément-Bollée, the fact that the Guépard units are "on high alert" means that they are often deployed first in unplanned operations: *"I had no hesitation in using the 3rd Mechanised Brigade, simply because it was ready. It had been fully prepared to go into action at very short notice and had ten years of operational experience in several theatres, just like any other army brigade."*

The White Paper provides for the development of a national emergency reaction force, consisting of 5,000 men on high alert. It will be used, where necessary, to create a joint rapid reaction force of 2,300 men, deployable within seven days to theatres up to 3,000 kilometres from France.

• The involvement of all operational staff

The army mobilised its entire operational staff to carry out a fast-paced, joint forces operation with a view to regaining control of the Adrar des Ifoghas and securing the area to the south of the bend in the Niger River.

Thus a wide array of missions were deployed, involving many capabilities: airborne operations, armoured reconnaissance, dismounted combat, ground-to-ground and air-to-ground fire support, airmobility, special forces, combat engineering, dog handling, intelligence, command support and logistics.

This was possible because of the decision set forth in the White Paper to maintain all land forces (while keeping costs at a reasonable level) and because, as General Bertrand Clément-Bollée pointed out, all of the above capabilities were already available within both the rapid reaction and the relief systems. Therefore, according to General Bertrand Ract Madoux (Chief of Staff of the French Army), the effectiveness of the joint force combat operations was guaranteed by the complementarity of the different capabilities deployed: light, medium and armoured forces.

Operation *Serval* also demonstrated the relevance of a new combat approach based on the army's infantry, cavalry and light aviation units, supported by artillery and engineering units.

• The quality of training and of operational experience

As there was very little time between the alert and deployment of the forces, it was not possible to prepare them specifically for the Malian theatre of operations.

However, they had excellent general training and experience on the ground: battlefield inoculation, instruction in combat shooting and combat casualty care; officers had learned how to act independently and to take on responsibility. General Bernard Barrera, Commanding Officer of the *Serval* Brigade, explained that, while he held himself entirely responsible for the consistency of the action taken and for the safety of his men, he chose to delegate responsibility to his tactical officers in the field. It was therefore up to the latter to achieve the required objectives within the specified timeframe, using existing resources. In addition, the use of support troops was governed by a principle of subsidiarity, which was one of the keys to success.

• Un engagement de l'ensemble du spectre opérationnel

L'armée de Terre a engagé l'ensemble de ses fonctions opérationnelles pour mener une manœuvre interarmes combinant un rythme élevé avec le contrôle des zones reconquises : conquête de l'Adrar des Ifoghas et sécurisation de la boucle du Niger.
Un large éventail de missions mobilisant de nombreuses capacités a été ainsi déployé : opération aéroportée, reconnaissance blindée, combat débarqué, appui feu sol-sol et air-sol, aéromobilité, forces spéciales, combat du génie, cynotechnie, renseignement, appui au commandement, logistique.

Cela a été rendu possible par le choix évoqué dans le Livre blanc de maintenir la totalité des capacités terrestres à coût raisonnable et parce que, comme le constate le général Bertrand Clément-Bollée, toutes les capacités étaient présentes dans le dispositif d'alerte comme dans celui des relèves. L'efficacité du combat interarmes a aussi été garantie, selon le général d'armée Bertrand Ract Madoux (CEMAT), par la complémentarité de capacités différenciées entre les forces légères, médianes et blindées.

L'opération *Serval* a enfin démontré la pertinence d'un nouveau trinôme de mêlée : infanterie, cavalerie, aviation légère de l'armée de Terre avec les appuis associés de l'artillerie et du génie.

Ghislain MARIETTE © ECPAD

« L'armée de Terre a engagé l'ensemble de ses fonctions opérationnelles pour mener une manœuvre interarmes ».

"The French Army engaged all of its warfighting functions to conduct a combined arms maneuver".

• La qualité de la préparation et de l'expérience opérationnelle

La brièveté des délais entre la mise en alerte et la projection n'a pas permis de préparer spécifiquement les forces terrestres au théâtre d'opérations malien.
Elles ont bénéficié de la qualité de leur préparation opérationnelle générique et de l'expérience de terrain acquise : aguerrissement, instruction sur le tir de combat et le secourisme de combat et, pour les chefs, l'apprentissage de l'autonomie et la prise de responsabilité.

Le général Bernard Barrera, commandant la Brigade *Serval*, explique que, s'il s'est considéré comme le seul responsable de la cohérence d'ensemble et de la vie de ses hommes, il a, à l'inverse fait le choix de responsabiliser ses chefs tactiques dans l'exécution. Il leur revenait ainsi d'atteindre l'effet à obtenir dans des délais fixés, avec des moyens connus. Ils disposaient également d'une subsidiarité dans l'emploi des appuis. Cette subsidiarité fut l'une des clés du succès.
Comme le souligne le CEMAT, la plupart des unités engagées avaient auparavant connu en Afghanistan l'expérience du feu, du combat interarmes, de l'emploi des appuis interarmées et acquirent un solide degré d'aguerrissement physique, mental et moral.

À l'instar des autres GTIA, les 830 hommes du GTIA n° 3 avaient suivi une préparation opérationnelle rigoureuse réalisée au quotidien dans les régiments et de manière interarmes dans les centres d'entraînement. Ils ont fait preuve d'une endurance et d'une efficacité remarquables en dépit du rythme très soutenu des opérations, de la rigueur du climat, de la rusticité des conditions de vie et de l'âpreté des combats. Son chef en témoigne : *« les efforts réalisés depuis plusieurs années sur l'aguerrissement ont payé. La capacité à durer et à endurer des conditions extrêmement rudimentaires garantit la force morale des unités, la cohésion collective et la force morale des individus ».* Le général Bernard Barrera insiste sur ce point : *« bien formé en école, bien entraîné en centre et en garnison, le soldat français est un soldat courageux qui n'a pas peur du feu. La préparation opérationnelle constitue la meilleure garantie voire notre assurance vie au même titre que les équipements ».*

• La logistique : prouesses et tensions

Le Mali est un pays enclavé, avec de très faibles capacités aéroportuaires et un réseau routier dégradé (seulement 5 ponts) et des distances immenses (les 1 200 kilomètres séparant Bamako de Gao et les 600 kilomètres séparant Gao de Tessalit se parcourent chacun en trois jours).
L'opération *Serval* a montré toute l'efficacité du dispositif de soutien. En à peine cinq semaines, 360 gros-porteurs, 50 vols de passagers et quatre navires ont acheminé plus 4 500 hommes et leurs matériels, cinq hôpitaux de campagne de niveau 2 et 19 000 tonnes de fret (soit plus de volume que la France en a rapatrié d'Afghanistan en une année). 61 % de cette projection a été assurée par voie aérienne.

La rapidité de la manœuvre, les élongations très importantes (six jours sont nécessaires pour effectuer un aller-retour entre Gao et Tessalit) et la dureté du climat comme du terrain ont contraint le commandement à faire des choix, à arbitrer constamment entre les capacités à projeter et les besoins immédiats sur le terrain. Comme l'explique le général Grégoire de Saint-Quentin, commandant les opérations spéciales, un équilibre a été recherché en permanence entre les moyens tactiques et la logistique. Ainsi pour les combats de la 2e phase, la force a été définie en fonction des capacités logistiques de soutien : 1 800 hommes à Tessalit ou dans les Adrars, à 1 800 kilomètres de Bamako, exigeaient 20 tonnes d'eau par jour.

As the Chief of Staff of the French Army pointed out, most of the units engaged had already been to Afghanistan and had experience of fire fights, combined arms combat and the use of joint forces support. They were well-prepared for battle, physically, mentally and emotionally.

Like the other joint tactical groups, the 830 men in joint tactical group number three had undergone rigorous operational training on a daily basis, both in their regiments and in training centres (in a combined arms setting). They demonstrated remarkable endurance and efficiency, despite the sustained pace of operations, the tough climate, the rustic living conditions and the fierce fighting. Their commander testified that *"the years of battle inoculation training really paid off. Such an ability to withstand and endure extremely rudimentary conditions ensures that the individual and collective morale remains high and that everyone pulls together."* General Bernard Barrera insisted on the following: *"French soldiers are well-educated in school and well-trained in specialised centres and in their garrisons. They are brave and are not afraid to fight. Operational training is the best guarantee of safety and, like good equipment, can even be regarded as a life insurance policy."*

• Logistics: the feats and challenges

Mali is an enclaved country, with very little airport capacity, a poor road network (with only five bridges) and huge distances (it takes three days to cover the 1,200 kilometres between Bamako and Gao, or the 600 kilometres between Gao and Tessalit).

Operation *Serval* showed just how efficient the support system was. In barely five weeks, 360 large aircraft, 50 passenger flights and four ships transported over 4,500 men and their equipment, five level two field hospitals and 19,000 tons of freight to Mali (more than France brought back from Afghanistan in a year). 61% of these people and goods were deployed by air.

Given the speed of the manœuvre, the very long journey times (a return trip from Goa to Tessalit takes six days) and the harsh climate and terrain, the command staff were obliged to make certain choices and to constantly juggle between the capabilities to be deployed and immediate needs on the ground. General Grégoire de Saint-Quentin, special operations commander, explained that they were continually trying to strike a balance between tactical requirements and logistics. Hence for phase two, the combat force was defined according to the logistical support available: 1,800 men stationed 1,800 kilometres from Bamako in Tessalit or the Adrars des Ifoghas required 20 tonnes of water per day.

Ravitaillement de la colonne blindée du sous GTIA Tombouctou qui fait route vers Arouane.
Resupplying the armor column of the Timbuktu combined arms company team en route to Arouane.

The logistics involved in meeting the needs of the French forces, supporting the Chad intervention force in Mali (FATIM) and delivering some of the arms and ammunitions seized to the Malian armed forces (FAMA) in Timbuktu presented a daily challenge.

The long distances and the dynamics of the operations stretched the logistics system to its limits, as General Patrick Brethous remarked: *"[...] to the limits of our ability and to breaking point for a few weeks, especially in regard to sensitive supplies like fuel and medical care. The risks were assessed and resolved, thanks to the short decision-making chain. So it was not only the enemy that dictated our actions, but the logistical issues too [...]."* Water (10 litres per day and per person), fuel and ammunition were a daily priority for General Bernard Barrera.

But despite the initial logistical inadequacies and the fast pace of the operations, there was no breakdown in support or in the provision of supplies.

• The invaluable support of our western and African allies

Without the help of their western and African allies, the French forces would not have been able to act so effectively. Over 50% of freight was transported by American, Canadian, British, German, Danish and Belgian aircraft.

Les flux logistiques ont constitué un défi quotidien pour subvenir aux besoins de la brigade française, soutenir les forces armées tchadiennes d'intervention au Mali (FATIM), transporter vers Tombouctou une partie des arsenaux saisis pour les remettre aux forces armées maliennes (FAMA).

Ces élongations et la dynamique des opérations ont entraîné un étirement du dispositif logistique comme le souligne le général Patrick Brethous : *« [...] au maximum de nos possibilités et en limite de rupture durant quelques semaines, notamment dans les domaines les plus sensibles du carburant et de la santé. Ces risques ont été évalués et assumés grâce à un processus décisionnel en boucle courte. Ce n'est donc pas seulement l'ennemi qui a dicté notre manœuvre, c'est aussi la logistique [...] »*. L'eau (10 litres par jour et par homme), le carburant et les munitions ont constitué les priorités quotidiennes du général Bernard Barrera.

Mais en dépit du sous dimensionnement logistique initial et du rythme élevé de la manœuvre, il n'y a pas eu rupture ni du soutien ni sur le plan capacitaire.

• Le soutien précieux de nations alliées, occidentales et africaines

Sans l'aide de leurs alliés occidentaux et africains, les forces françaises n'auraient pas été en mesure d'intervenir avec une telle efficacité. Plus de 50 % du fret a été opéré par les moyens de transport aérien de nos alliés américains, canadiens, britanniques, allemands, danois et belges.

Les contingents africains, dont le contingent tchadien, ont fourni une contribution essentielle à l'opération. Au total une douzaine de pays africains se sont mobilisés. D'autres les ont rejoints depuis au sein de la MINUSMA. C'est ainsi que M^me^ Patricia Adam constate : *« Que nous le voulions ou non, l'interdépendance est non seulement une obligation du fait des contraintes budgétaires et du redéploiement américain, mais aussi d'ores et déjà une réalité sans laquelle l'opération Serval n'aurait pas été ce qu'elle a pu être ».*

• Une doctrine claire et appropriée

Pour nombre d'intervenants, c'est l'application de principes de doctrine simple et claire, enrichis de retours d'expérience et actualisés d'évolution tactique qui a également contribué au succès.
Le général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée considère que le premier facteur de succès réside *« dans la capacité à tous les niveaux de commandement et d'exécution d'apprendre, de restituer et d'appliquer une doctrine claire et d'en décliner ses principes sur le théâtre avec une intelligence de situation qui caractérise le soldat français ».*

Le CDEF a accompagné ce besoin par la publication fin 2012 d'une doctrine d'emploi des forces terrestres en zone désertique et semi-désertique.
Les états-majors de la Brigade ont toujours suivi une approche, un raisonnement capacitaire, une méthode refusant la prise de risque non nécessaire, les impasses et la mise en danger inutile des soldats. Les officiers d'état-major ont appliqué la doctrine d'emploi privilégiant la combinaison interarmées et interarmes au plus bas niveau, la manœuvre, en s'appuyant sur le feu. Le commandant de la brigade a veillé au respect des principes fondamentaux : pas un pas sans renseignement, sans liaison, sans appui, sans renfort possible, sans logistique.

Pour le général Bernard Barrera, *« nous avons combattu comme nous nous sommes entraînés conformément aux principes de la doctrine même si les distances et les conditions d'engagement différaient de celle de l'Afghanistan ou des camps de l'Est de la France ».*

• Pratique de l'interarmées jusqu'aux niveaux le plus bas et décentralisation du commandement

L'opération *Serval* a souligné l'efficacité de l'intégration interarmées. La reconquête rapide du Nord du Mali et la destruction des formations ennemies sont le fruit de l'action combinée des forces terrestres conventionnelles, des forces spéciales, des forces aériennes, avec un fort appui renseignement interarmées, interservices et interalliés.

Cette intégration interarmées a été réalisée au niveau du sous-GTIA voire de la section renforcée témoigne le colonel François-Marie Gougeon : *« aujourd'hui, l'intégration interarmées intervient au niveau du lieutenant, voire plus bas. Nos lieutenants et nos capitaines disposent désormais d'un éventail de capacités et doivent savoir en combiner les effets ».*

The African contingents (including the Chadian contingent) made a vital contribution to the operation. In all, a dozen African countries took part. Others have since joined the MINUSMA, prompting Patricia Adam to say: *"Whether we like it or not, interdependence is not only an obligation (given the budgetary constraints and the redeployment of American forces), but it is also now a reality, without which operation Serval would not have achieved what it did."*

• A clear and firmly established doctrine

Many believe that the implementation of a clear and straightforward doctrine, enhanced through feedback and updated in line with tactical changes, also contributed to the success of the operation.
Bertrand Clément-Bollée, Commander of the French Land Forces, believes that the chief factor of success lies in *"the ability, at all levels of command and execution, to assimilate, reproduce and apply a clear doctrine and to implement the underlying principles in the theatre, with the situational intelligence characteristic of French soldiers."*

The CDEF responded to this need by publishing, in late 2012, a doctrine for the deployment of land forces in desert and semi-desert environments.

The Brigade staff always adopted a strategy, a capability management approach and a method that avoided unnecessary risk-taking, stalemates and the needless endangerment of soldiers' lives. The staff officers implemented a force commitment doctrine that encouraged the use of combined forces and combined arms at the lowest level (manœuvres), and relied on fire support. The Brigade commander made sure that the following principles were observed: not a move without information, communication, support, back-up and logistics.

General Bernard Barrera stated that *"we fought like we trained, complying with the doctrine even though the distances and the battlefield conditions were different to those in Afghanistan and in the camps in eastern France."*

• The use of combined forces from the lowest level up, and the decentralisation of command

Operation *Serval* highlighted the efficiency of joint force integration. The rapid recovery of northern Mali and the destruction of enemy positions resulted from the combined action of the conventional ground forces, the Special Forces and the air forces, with strong intelligence support from all forces, services and allies.

This joint force integration was implemented at sub-JTG level, and even within the reinforced section says Colonel François-Marie Gougeon: *"nowadays, we are seeing joint force integration at lieutenant level and even below. Our lieutenants and captains now have a great deal of capability at their disposal and must know how to use it effectively."*

As Admiral Edouard Guillaud remarked, *"asymmetric warfare obliges us to innovate in order to surprise, to surprise in order to destabilise and to maintain the initiative in order to deeply disorganise the enemy. Also, on the ground, local initiative and therefore the decentralisation of command are crucial."* General Bernard Barrera confirmed this when he chose to delegate responsibility to his tactical officers in the field. "It was up to them to achieve the required objectives within the specified timeframe, using existing resources. In addition, the use of support troops was governed by a principle of Subsidiarity [...]." This Subsidiarity was one of the keys to success.

• The ability to combine rusticity with high technology

Operation *Serval* underlined the very high level of technicality of some of the army's equipment and material. At the height of the operation, 1,448 combat vehicles (more than 450 of which were armoured) and 800 other vehicles were deployed.
The most recent equipment - the VBCI, the CAESAR canon and the Tiger helicopter - all proved to be particularly suited for the combat conditions in the Malian theatre, and were decisive assets. Their very strong and accurate firepower often made the difference.
Nevertheless, we did not depend on technology alone. In Goa and the valleys of the Adrar des Ifoghas, our soldiers went on foot to root the terrorists out of hiding, carrying loads of 30 to 50 kilos and facing temperatures of up to 60° or 65°C on the mountain ridges.

• The control of force

The effective control of force requires accurate firepower, relevant intelligence and a responsive decision-making process, based on a chain of responsibilities and rules of engagement that are adapted for the pattern and pace of the manœuvre. As Admiral Édouard Guillaud proudly pointed out, *"no collateral damage was caused during the operation."*

2. THE CHALLENGES OF ORGANISING FUTURE AIR-GROUND INTERVENTIONS

Operation *Serval* provided a lot of invaluable information for the future. It also revealed the improvements needed in several areas.

Comme le relève l'amiral Edouard Guillaud, *« la guerre asymétrique impose d'innover pour surprendre, de surprendre pour déstabiliser et de conserver l'initiative pour désorganiser en profondeur. En outre, sur le terrain, l'initiative locale et donc la décentralisation du commandement sont indispensables »*. Ce que confirme le général Bernard Barrera lorsqu'il a fait le choix de responsabiliser ses chefs tactiques dans l'exécution : *« Il [leur] revenait ainsi d'atteindre l'effet à obtenir dans des délais fixés, avec des moyens connus. Ils disposaient également d'une subsidiarité dans l'emploi des appuis [...] »*. Cette subsidiarité fut l'une des clés du succès.

• La capacité de conjuguer rusticité et haute technologie

L'opération *Serval* a confirmé le très haut niveau de technicité de certains équipements et matériels de l'armée de Terre. Au plus fort de l'opération, 1 448 engins dont plus de 450 blindés et 800 véhicules de tous types ont été déployés.
Les matériels les plus récents, le VBCI, le canon CAESAR et l'hélicoptère Tigre, se sont révélés particulièrement adaptés au combat sur le théâtre malien et ont constitué une plus-value déterminante. Leur capacité de feu puissante et précise a souvent permis d'emporter la décision.
Pour autant, tout n'a pas été misé sur la seule technologie. C'est à pied que les fantassins chargés de 30 à 50 kg, par des températures extrêmes de 60° à 65 °C sur les lignes de crête, sont allés « au contact » pour débusquer les terroristes notamment dans Gao et dans les vallées de l'Adrar des Ifoghas.

• La maîtrise de la force

La maîtrise de la force suppose des feux précis, des renseignements pertinents, un processus décisionnel réactif qui s'appuie sur une chaîne de responsabilités et des règles d'engagement adaptées au rythme de la manœuvre. Comme le souligne l'amiral Édouard Guillaud pour s'en féliciter, *« aucun dommage collatéral n'est à déplorer depuis le début de l'opération »*.

2. LES DÉFIS POUR PRÉPARER LES INTERVENTIONS AÉROTERRESTRES FUTURES

Si l'opération *Serval* a été riche d'enseignements pour l'avenir, elle a aussi permis d'identifier des marges de progrès nécessaires dans plusieurs domaines.

• Des déficits capacitaires et matériels

En mettant en lumière certaines carences des forces armées françaises, l'opération *Serval* a, selon Etienne de Durand *« souligné la vétusté de nos matériels, qui ont parfois deux fois l'âge de ceux qui les servent »*.
L'étendue du théâtre d'opérations a mis en exergue la faiblesse des capacités de transport logistique tactique, aérien (avion, hélicoptères lourds) et logistique terrestre (véhicules de transport logistique : VTL-R, porteurs de chars).

L'opération *Serval* a aussi montré l'insuffisance des moyens de renseignement aéroporté. Le CEMA rappelle ainsi que *« cinq Atlantique 2 et deux drones MALE ne permettent pas d'assurer une permanence dans la longue durée, ce qui est pourtant essentiel dans ce type de conflit où personne n'est capable de prévoir un terme »*. Le concours de nos alliés américains et britanniques s'est révélé indispensable dans ce domaine.

• Les défis de l'interaction interarmées

Le premier défi réside dans un renforcement des relations entre forces spéciales et forces conventionnelles. Cela suppose pour le général Didier Brousse la satisfaction de conditions en amont : le respect de la notion d'expertise de milieu, l'accroissement de l'interopérabilité technique entre forces spéciales et forces conventionnelles en matière d'hélicoptères, de vecteurs de mobilité terrestre et des moyens de commandement et des systèmes d'information, l'augmentation des entraînements en commun.

Le second défi repose dans une amélioration de l'interaction entre les forces aériennes et les forces terrestres. Cela impose pour le général de corps aérien Thierry Caspar-Fille-Lambie de penser ensemble l'optimisation des moyens dès la planification et la projection stratégique, de conduire ensemble avec ou sans le niveau opératif, d'opérer ensemble et de s'appuyer sur les concepts et les doctrines qui doivent être améliorés par le retour d'expérience (Retex) dans une vision d'emploi commune des outils.

• Capability and equipment deficits

Etienne de Durand argued that operation *Serval* *"underlined the obsolescence of our equipment, which is often twice as old as those using it."* The scale of the theatre of operations underscored the inadequacy of our tactical logistic transport capability, both in the air (aeroplanes, heavy helicopters) and on the ground (logistic transport vehicles, such as the VTL-R and tank carriers).

Operation *Serval* also revealed the shortage of airborne intelligence-gathering equipment. The Chief of the Defence Staff observed that *"five Atlantique 2 aircraft and two MALE drones are not enough to provide intelligence continuously over an extended period of time, which is nevertheless necessary in this type of conflict with no foreseeable end."* The assistance of our American and British allies was vital in this area.

• The challenges of joint force interaction

The biggest challenge lies in strengthening the relationship between Special Forces and conventional forces. To achieve this, General Didier Brousse argued that conditions must be met beforehand: expert knowledge of the specific environment must be taken into consideration, technical interoperability between the Special Forces and the conventional forces must be stepped up (helicopters, ground mobility vehicles and command and information systems), and there should be more joint force training.

The next challenge lies in improving interactions between air forces and ground forces. According to Air Marshal Thierry Caspar-Fille-Lambie, this will mean examining together how to optimise resources from the planning and strategic projection stages, coordinating action together (either with or without the operational level), working together and complying with principles and doctrines (which must be improved through feedback, with a view to sharing the use of equipment).

Ghislain MARIETTE © ECPAD

« Les matériels les plus récents se sont révélés particulièrement adaptés au combat sur le théâtre malien et ont constitué une plus-value déterminante ».

"The most up-to-date materiel was discovered to be particularly suited to combat on the Malian theater and was a determining asset".

• Better sharing of intelligence information between forces

The efficiency of the "observation, orientation, decision and action" (OODA) loop was particularly undermined by the limited means of transmission, scattered resources and the inadequate availability of aerial intelligence-gathering systems.
According to several of the participants, the OODA loop must be shortened to keep pace with operations and to provide the right information to the right person at the right time.

Air Marshal Thierry Caspar-Fille-Lambie agreed: *"to take the enemy by surprise, we must shorten as far as possible the time it takes to process, interpret, verify and act on information received, and to integrate it into our various weapon systems."*
But doing this will mean using common tools and a common language. The special operations command (COS) and the special air forces already do this and therefore have a shared and improved vision of air-land operations (through Air-Land Integration). Only joint training will produce the rigour and the discipline needed to use such tools. From now on, any exercise that is not connected with the C2 structure for air operations is "meaningless".

• The challenge of keeping operational experience up to date

The conflict confirmed the fact that military engagements are now much tougher because of the extremism and the methods of the enemy.
Top-notch operational training guarantees success on the ground: the land forces must be able to train at the highest possible level. According to Chief of Staff Bertrand Ract Madoux, the challenge over the next few years will be to *"make optimum use of the carefully-controlled resources that the country allocates to defence, in order to ensure that the most frequently used capabilities are also the best prepared."*

Not only must we keep this operational experience up to date, but we must also take into account "breathing space" requirements. It is difficult to strike a balance between meeting the demands of modern-day operations and providing rehabilitation and training for future operations.

• The challenge of interacting with European and African partners

Some European countries gave their support to operation *Serval* in the theatre itself.
In addition, the European Union invested in the European Union Training Mission in Mali (EUTM-Mali), the initial purpose of which was to train four Malian battalions to recover northern Mali.

• Un meilleur partage interarmées du renseignement

L'efficacité de la boucle « observation-orientation-décision-action » (OODA) a été particulièrement tributaire de moyens de transmissions limités, de ressources éparpillées et de l'insuffisante permanence des moyens de renseignements aéroportés.
Cette séquence doit, de l'avis de plusieurs des intervenants, être raccourcie pour permettre de suivre le tempo des opérations et de fournir au bon interlocuteur le bon renseignement au bon moment.

Le général de corps aérien Thierry Caspar-Fille-Lambie partage ce constat : *« pour prendre l'adversaire de vitesse, il nous faut raccourcir au maximum le temps qui s'écoule entre la détection d'une information, son traitement, son interprétation, sa vérification, la décision qui en découle et son intégration dans les différents systèmes d'arme ».*
Mais ce défi nécessite l'emploi d'outils et d'un langage commun. Ces moyens existent déjà pour le COS et les forces spéciales Air, qui leur permettent de partager une vision consolidée de la manœuvre aéroterrestre dans le cadre de l'*Air-Land Integration*. Seul l'entraînement commun générera la rigueur et la discipline nécessaires à l'emploi de ces outils. Dès lors, tout exercice déconnecté du C2 Air devient un « non-sens ».

• Le défi de l'entretien de l'expérience opérationnelle

Les combats menés ont confirmé le durcissement des engagements du fait de la radicalisation des adversaires et de leurs modes d'action.
Une préparation opérationnelle de qualité est le gage du succès sur le terrain : les forces terrestres doivent pouvoir s'entraîner au meilleur niveau. L'enjeu des prochaines années consistera pour le général d'armée Bertrand Ract Madoux à *« utiliser à bon escient les ressources comptées que la Nation consacre à son outil défense afin de s'assurer que les capacités les plus utilisées soient les mieux préparées ».*

Cette expérience opérationnelle doit non seulement être entretenue mais elle doit aussi tenir compte des impératifs de « respiration ». C'est un équilibre difficile à préserver entre les exigences des opérations d'aujourd'hui et celles de remise en condition et de formation pour les opérations de demain.

• Le défi de l'interaction avec les partenaires européens et africains

L'opération *Serval* a ainsi pu bénéficier, sur le théâtre, de l'appui de certains pays européens.

L'Union Européenne s'est notamment investie dans la mission de formation de l'Union européenne au Mali (en anglais *European Union Training Mission in Mali* ou EUTM-Mali) dont le but initial consistait à former quatre bataillons maliens destinés à assurer la reconquête du Nord du Mali.

Au déclenchement de l'opération *Serval*, il est très vite apparu qu'il ne s'agissait plus d'entraîner ces quatre bataillons mais de reconstruire entièrement l'armée malienne et sa chaîne de commandement.

L'Union européenne a su alors procéder à une adaptation rapide et pertinente du concept de l'opération. 22 états membres de l'Union ont choisi de contribuer à la mission EUTM-Mali. Celle-ci est devenue, comme le souligne le général François Lecointre, chef de la mission EUTM Mali, un objet politique par lequel nos alliés européens ont vu la possibilité de manifester leur bonne volonté et leur appui spontané à la France.

Cette opération qui n'implique pas l'usage de la force a bénéficié d'un fort degré d'acceptabilité chez nos partenaires européens et permis d'engager ceux-ci dans une action durable en Afrique.

Mais de cet engagement européen, plutôt centré sur le soutien à l'opération *Serval*, Mme Patricia Adam en tire le constat qu'il *« n'existe que deux catégories de pays et donc d'armée : les Nations qui acceptent d'exposer leurs hommes à la mort lorsque l'enjeu le mérite et les autres ».*

Pourtant si *« rien de ce qui se passe en Afrique n'est pas sans conséquence pour l'Europe »*, Mme Patricia Adam en conclut alors *« [...] qu'il faut y penser pour renforcer notre autonomie stratégique, non pas pour l'affaiblir. Car c'est bien cette autonomie dans l'interdépendance qui nous confère ce rôle désormais ».*

• L'armée de Terre sera-t-elle toujours capable de réaliser l'opération *Serval* dans 5 à 10 ans ?

La réponse à cette question n'est pas évidente selon Étienne de Durand. Il considère en effet que la réduction continue des forces opérationnelles terrestres à 66 000 hommes devrait pousser l'armée de Terre jusqu'à ses limites.
Il en est de même des carences capacitaires qui ne sont toujours pas résolues alors que *« la Loi de programmation militaire est exécutée sous tension extrême du point de vue budgétaire, des gels de crédit sont d'ores et déjà évoqués ».*

At the start of operation *Serval,* it very quickly became clear that training these four battalions would not be enough. The entire Malian army, including its chain of command, would have to be rebuilt.

So the European Union effected a rapid and appropriate adjustment of the concept behind the operation. 22 Member States decided to participate in the EUTM-Mali mission, which, as General François Lecointre (Commander of the Mission) pointed out, became a political object used by our European allies to demonstrate their goodwill and their spontaneous support for France.

The operation - which did not involve the use of force - was widely accepted by our European partners and offered an opportunity to engage them in sustainable action in Africa.

However, this European engagement was essentially focused on supporting operation *Serval* and Patricia Adam concluded that *"there are only two types of country and therefore two types of military: those which are willing to risk the lives of their men when the situation requires it, and those which are not."*

However, if *"nothing that happens in Africa is without consequence for Europe",* then, as Patricia Adam concluded *"[...] we need to think about it to strengthen, rather than weaken, our strategic autonomy. Because it is this autonomy - exercised within a framework of interdependence - which lays this responsibility on us from now on."*

• Will the army still be capable of conducting an operation like *Serval* in 5 or 10 years' time?

According to Étienne de Durand, the answer to this question is unclear. He believes that the continuous cuts in ground forces, which will ultimately reduce numbers to 66,000, will push the army to its limits.

The capability shortfall, which has still not been addressed, will have the same effect, while *"the enactment of the military planning law is subject to extreme financial pressure, with the possibility of a credit freeze already being evoked."*

On top of that, how will we cope with more distant or better-armed enemies in the future?
Étienne de Durand argued that *"high-intensity scenarios are not, nevertheless, consigned to the past. [...] Potential enemies are increasingly competent and well armed [...]."* At the same time, our capabilities are slowly declining.

He believes that, as far as capabilities are concerned, operation *Serval* should not be used as an exclusive benchmark for the future: the French and allied forces must continue to innovate and to build a network comprising both very new and very old equipment, while the future *"should see the partial but very real disengagement of the United States. The latter will now intervene in a support capacity, providing essential assistance in the areas of intelligence and even logistics but no longer having a huge presence on the ground unless their vital interests are threatened."*

To conclude, Étienne de Durand expressed his hope that operation Serval will not be a *"swan song and that, consequently, it will serve as a call for vigilance – budgetary vigilance in the short term and strategic vigilance in the longer term."*

CONCLUSION

Our success in Mali has nothing to do with either chance or luck. Opération *Serval* highlighted the capability of our military to project forces far beyond France's borders, and the professionalism of the French armed forces. From an operative and tactical point of view, it confirmed a return to basics and underscored the challenges of conducting a deep attack operation, in which the complementarity and coordination of land forces, Special Forces and air forces are vital.

Serval also demonstrated the lessons that the army has drawn from its experience in Afghanistan, the validity of certain decisions in terms of doctrine/feedback, equipment and training since 2008, and the ability of units and officers to depart from a commitment scheme from one operation to another. This testifies to the maturity of training in the army.

Au surplus, qu'en sera-t-il demain face à un adversaire plus lointain ou mieux armé ?

Étienne de Durand considère que *« les scénarios de haute intensité n'appartiennent toutefois pas au passé. [...] Le niveau de compétence et d'armement des adversaires potentiels s'élève [...]. »* Or, dans le même temps, nos capacités déclinent lentement.

Il estime que les capacités de l'opération *Serval* ne peuvent constituer le seul modèle d'avenir : les armées françaises et alliées devront continuer à innover et à mettre en réseau un mélange de matériels très nouveaux et très anciens alors même que l'avenir *« devrait être marqué par le désengagement partiel mais tout à fait réel des États-Unis. Ceux-ci interviendront désormais en deuxième rideau, indispensables dans la fourniture du renseignement voire de la logistique mais se gardant d'une présence massive, au sol en particulier, sauf si leurs intérêts vitaux sont menacés ».*

Étienne de Durand conclut qu'il souhaite que l'opération *Serval* ne constitue pas un *« chant du cygne, et qu'en conséquence elle serve d'appel à la vigilance – vigilance budgétaire à court terme et vigilance stratégique à plus long terme ».*

CONCLUSION

Nos succès au Mali ne relèvent ni de la chance, ni du hasard. L'opération *Serval* a mis en lumière la capacité de nos armées à se projeter loin du territoire national et le professionnalisme des forces françaises. Du point de vue opératif et tactique, elle a confirmé le retour aux fondamentaux et mis en relief les défis d'une manœuvre aéroterrestre dans la profondeur où la complémentarité et la coordination forces terrestres - forces spéciales - forces aériennes prend tout son sens.

Serval a montré également tout le bénéfice que l'armée de Terre avait tiré de ses engagements récents, notamment de son expérience en Afghanistan, la validité de certains choix en termes de doctrine/retex, d'équipement et d'entraînement effectués depuis 2008, ainsi que la capacité des unités et des chefs à se départir de certains schémas d'une opération à l'autre, qui témoigne d'une certaine maturité de la formation dans l'armée de Terre.

Alors que le CEMA a rappelé cet invariant : *« demain comme aujourd'hui, c'est au sol que se gagneront les guerres »* et que le rôle des forces terrestres demeure primordial, le général d'armée Bertrand Ract Madoux ajoutait que ce sont elles qui au-delà de l'intervention peuvent *« intégrer leur action avec celle des organisations internationales et des agences humanitaires dans une approche globale, combinant le renforcement de la sécurité, la restauration de la gouvernance et le développement économique. Elles seules peuvent maintenir un climat sécurisant en éteignant les crises aiguës qui surgissent inévitablement au cours de ces processus, parfois très longs, de transformation. Elles maintiennent en effet, avant de se retirer, une présence rassurante et impartiale, permettant d'accompagner les ultimes étapes du redressement ».*

Pour autant, les défis à venir restent entiers, notamment le défi capacitaire. Il est double souligne l'amiral Edouard Guillaud : *« Il s'agit d'abord d'entretenir les synergies interarmées développées en OPEX et de concevoir la mise en condition des forces dans un cadre interarmées. Il s'agit ensuite, sur les plans matériel et doctrinal comme dans l'esprit, de penser l'organisation, l'emploi et le soutien des capacités pour être en mesure de fournir au pouvoir politique des capacités de combat et de soutien immédiatement disponibles, y compris sur des théâtres et dans des conditions de mise en œuvre imprévus et inédits ».*

While the Chief of the Defence Staff pointed out the invariable fact that *"both now and in the future, wars will be won on the ground"* and that land forces still play a vital role, General Bertrand Ract Madoux added that the land forces are able – outside the scope of the military intervention - to *"integrate their action into that of international organisations and humanitarian agencies, as part of a global approach combining the strengthening of security, the restoration of governance and economic development. The land forces alone can maintain a reassuring environment by snuffing out the acute crises that inevitably occur during these transition processes which, in some cases, are very long. Before they withdraw, they provide a reassuring and impartial presence that facilitates the final stages of the recovery process."*

Yet significant challenges still lie ahead, in terms of capability for example. This is a dual challenge, argued Admiral Edouard Guillaud: *"First of all, we must maintain the synergies developed between the forces during external operations and create a combined forces rehabilitation programme. Secondly, as far as equipment, doctrine and mindset are concerned, we need to rethink the organisation, use and support of capabilities in order to be able to provide the political authorities with immediately available combat and support capabilities, including in unforeseen and unprecedented theatres and deployment conditions."*

Mot d'accueil

Général Jean-françois PARLANTI directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs,
Messieurs les officiers généraux
des armées françaises et étrangères,
amis et alliés,
Messieurs les préfets,
Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de prendre la parole en tant que nouveau directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces en charge de l'organisation de ce colloque.

Ce colloque se déroule sur un rythme annuel. Je tiens à remercier tout particulièrement, au nom de l'armée de Terre, M^me^ la Présidente de la Commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, M^me^ la députée Patricia Adam et son directeur de cabinet, M. Gwenaël Jezequel, pour l'accueil réservé, encore cette année, au cœur de la représentation nationale. Après avoir évoqué l'an passé la sauvegarde des populations et la fonction stratégique de protection, le sujet porte aujourd'hui sur la fonction d'intervention et ce qui a fait l'actualité du début de l'année 2013, l'opération *Serval* et singulièrement sa phase initiale offensive qui a illustré le retour de la manœuvre aéroterrestre dans la profondeur.

Mais, en préambule, permettez-moi d'avoir une pensée pour nos sept camarades qui sont tombés pour la France lors de cette phase. Cette manœuvre s'est effectuée dans un cadre interarmées comme toujours, dont l'audace, la réactivité, la performance des femmes et des hommes engagés sur le terrain aux ordres de leurs chefs ont permis d'atteindre les objectifs stratégiques fixés par le Président de la République, dans des délais compatibles avec les attentes du niveau politique. Cette opération offensive a mis en exergue, outre l'aptitude attendue à agir dans l'espace terrestre quelle que soit la durée, des modes d'action successifs ou simultanés très variés, allant du raid blindé au combat à pied en passant par l'opération aéroportée.

Ce sont ces modes d'action qui ont permis, par leur combinaison et celle de leurs effets tactiques, d'une part, de maîtriser strictement l'empreinte au sol, avec un volume de force finalement modeste au regard des élongations des territoires à couvrir et des objectifs fixés, et d'autre part, d'aller chercher les adversaires, organisés et déterminés comme ils l'étaient, là où ils se trouvaient, au travers d'actions décisives. À ces effets sur l'ennemi s'est ajouté un effet d'entraînement, de capacité à mobiliser les contingents africains de la sous-région, avec le partage assumé des risques.

La mise en lumière de la pertinence des choix d'organisation, de formation, d'entraînement, de capacité, pertinence justifiant les efforts à venir, tout comme la mise en lumière des enseignements à prendre en compte, notamment en termes d'amélioration à apporter pour les opérations futures, voilà ce qui devrait être abordé par nos conférenciers et au cours des débats auxquels vous êtes cordialement invités à participer.

Je tiens à saluer les officiers alliés dont la présence témoigne de leur intérêt pour la performance opérationnelle de nos armées et de l'importance de nos travaux pour relever à plusieurs les défis constitués par nos interventions de demain. Je remercie MM. les députés Philippe Nauche et Christophe Guillloteau, tous deux rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur l'opération *Serval,* d'avoir accepté de présider nos deux tables rondes. M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, a accepté d'assurer le haut patronage de ce colloque et nous fera l'honneur d'intervenir entre ces deux tables rondes. Les conclusions de ce colloque seront prononcées par le chef d'État-major de l'armée de Terre, le général Bertrand Ract Madoux.

Mais sans plus attendre, j'ai l'honneur de céder la parole à M^me^ la députée Patricia Adam dont l'intervention sera immédiatement suivie de celle de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées, qui nous fait également l'honneur de sa présence et qui précisera le cadre de l'engagement opérationnel de nos armées.

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Allocution d'ouverture

Z. BONCOURRE © armée de Terre

Madame la députée Patricia ADAM, Présidente de la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale

Général,
General,
Amiral,
Admiral,
chers collègues parlementaires, chers amis,
fellow Parliament Members, dear friends,
Mesdames et Messieurs les officiers,
officers,

I am delighted to welcome you here once more with my fellow Members of Parliament. It is my great pleasure to open this conference. The Defense Committee visited Mali last April. Its report concluded that Operation *Serval* was a legitimate intervention on the part of France in support of a friendly nation, and that France, in spite of numerous challenges, achieved overwhelming military victory and showed its determination to fight against terrorism. I can assure you that anywhere we visited as Members of Parliament, MPs of friendly countries shared with us their admiration of the operation you led.

In the first half of this year, the Minister of Defense came almost every week to debrief the Defense Committee, both at the National Assembly and the Senate, on Operation *Serval*. Each time, Jean-Yves Le Drian expressed his admiration for the skillful maneuver as well as for the toughness and professionalism of our troops committed in Mali. It was a great moment for national cohesion, and I was proud to take part in it.

Now allow me to deliver some lessons that I personally drew from Operation *Serval*, without undermining the conference agenda.

Je suis une nouvelle fois ravie de vous accueillir ici avec mes collègues parlementaires. J'ouvre ce colloque avec grand plaisir. La Commission de la Défense s'est rendue au Mali en avril dernier. Son rapport a conclu qu'avec l'opération *Serval* la France est intervenue légitimement au profit d'un Etat ami et qu'elle a su, malgré d'importants défis, y remporter une victoire militaire indéniable, montrant sa détermination à lutter contre le terrorisme. Je peux vous assurer que partout où nous nous sommes déplacés en tant que parlementaires, nous avons reçu de nombreux témoignages de parlementaires de pays amis qui nous ont fait part de leur admiration à l'égard de l'opération que vous avez menée.

Au premier semestre de cette année, le Ministre de la Défense est venu quasiment chaque semaine présenter à la Commission de la Défense, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, un point de situation sur l'opération *Serval*. Le Ministre a, à chaque fois, exprimé son admiration pour l'intelligence de la manœuvre, la rusticité et le professionnalisme de nos soldats engagés au Mali. Face à lui, les députés étaient unanimes à exprimer leur soutien à l'égard de nos soldats. Cela a été un grand moment de cohésion nationale auquel j'ai été fière de présider.

Je vous livrerai à présent, sans vouloir empiéter sur les travaux de ce colloque, quelques enseignements que je tire à titre personnel de l'opération *Serval*.

O. RAVENEL/© armée de l'air

BA 105 d'Evreux, 14 janvier 2013. Un C17 de la Royal Air Force embarque des militaires français à destination du Mali.

BA 105 of Evreux, 14th January 2013. French soldiers embark on a Royal Air Force C17 destined for Mali.

Il faut d'abord réaliser, à mon avis, que l'intervention au Mali constitue une guerre dont le bien-fondé ne peut faire de doute et qui permet à la France de regagner le terrain perdu précédemment en termes d'influence, y compris au sein de l'Alliance atlantique, où notre pays doit garder la position originale qui fait sa particularité. J'y reviendrai. Il s'agit aussi d'une « guerre juste » : un chef légitime, des buts légitimes, des moyens proportionnés, la guerre utilisée comme dernier recours et des chances raisonnables de succès. Le réalisme rejoint ainsi la morale et la volonté universellement partagée de faire barrage au totalitarisme. Au Mali, la France est moins isolée que jamais. Il y a eu unanimité au Conseil de sécurité de l'ONU, pourtant échaudé par le précédent libyen.

Voyez la participation des Européens, certains, comme nos amis britanniques, ont apporté, dès le déclenchement de l'opération, une aide logistique appréciable. Ils nous ont fourni un avion de transport C17 deux jours seulement après le début de l'opération et entamé un cycle de rotations permanentes. D'autres, tels que les Néerlandais, ont finalement décidé d'intervenir en force, apportant avec leurs hommes des moyens aéromobiles bienvenus. Et bien sûr, les Américains n'ont pas hésité à nous appuyer en moyens logistiques et de renseignement, leur apport a été décisif.

Sans l'aide de nos alliés, nos forces n'auraient pas été en mesure d'intervenir avec une telle efficacité. Que nous le voulions ou non, l'interdépendance est non seulement une obligation du fait des contraintes budgétaires et du redéploiement américain, mais aussi d'ores et déjà une réalité sans laquelle l'opération *Serval* n'aurait pas été ce qu'elle a pu être.

Les contingents africains ont fourni une contribution essentielle à l'opération *Serval*. Cela mérite d'être souligné. J'ai une pensée particulière pour le contingent tchadien, qui a rempli les missions les plus risquées

In my opinion, we must first realize that the intervention in Mali is a war whose legitimacy cannot be doubted, and which enables France to regain the ground that was lost in terms of influence, including within the Atlantic Alliance, where our country must maintain its own unique position. I shall come back to this point.

This is also a "righteous war", involving a legitimate ruler, legitimate goals, tailored means, and war being waged as a last resort, with reasonable chances of success. Thus realism is reconciled with morals and the will – shared on a universal basis – to stand in the way of totalitarianism. In Mali, France is less isolated than ever. There was unanimous approval of the UN Security Council, even if the latter had been a little shaken by the Libyan precedent.

We just have to look at the contribution of European countries; some of them, like our British friends, provided valuable logistical assistance from the start of the operation. They provided us with a C-17 transport airplane that started a permanent turnaround cycle a mere two days after the operation was launched. Others, like the Dutch, finally decided to deploy forces, providing valuable air mobile assets together with their troops. And of course, the US did not hesitate to provide logistical and intelligence support, it was a key contribution.

Without our allies' assistance, our forces would not have been able to intervene with such efficiency. Whether we like it or not, interdependence is not only a necessity, due to budget constraints and US redeployment, but it is also already a reality without which Operation *Serval* would not have been the success it was.

The African contingents provided crucial contribution for Operation *Serval.* This should be emphasized. I am speaking in particular of the Chadian contingent who performed the most hazardous missions and suffered the heaviest losses (27 killed and 70 wounded). As regards the Malian soldiers, they fought better than the portrayal given by the media. I would also like to pay them tribute. Operation *Serval* will be recorded in military history, and History itself I am sure. It was made necessary by the strategic mistakes that were made before; but we came within a hair's breadth of a major

geopolitical disaster if Bamako had fallen. But we must remain cautious: there are terrorist sleeper cells which may awaken at any time, especially if the political and security context allows it. Consequently, victory will be gained on the political plane, or it will not be gained at all.

This successful operation sheds light on the responsiveness and professionalism of our forces. For twenty years French forces have had at their disposition a proven warning system that is perfectly complementary to our prepositioned support points close to our areas of interest. The 2008 White Paper did not give Africa enough consideration. History reminded us that this friendly continent shares one of our borders. The 2013 White Paper has corrected this.

The success of Operation *Serval* is proof of the relevance and responsiveness of the French chain of responsibilities. But the sequencing between political decision, logistical projection and tactical efficiency was achieved so rapidly and efficiently thanks to the solidity of our political institutions and the readiness of forces and HQs.

Everyone knows the critical capabilities on which our success depended: first and foremost it is the "system of men" made up of well-trained, well-equipped combat troops with competent leaders and a clear mandate. This vigilance must be conserved in the military program law that we adopted last week. I can also assert that what made the essential difference was the use of state-of-the-art equipment, designed for high-intensity warfare. Without armored vehicles or VBCI infantry fighting vehicles, Caesar guns and perhaps above all Tigre helicopters, the mission would have been accomplished, but we would have suffered many more human losses. This could have resulted in a very different outcome for the operation.

African operations conducted in pick-ups and Bermuda shorts belong to bygone days. The opponent is much tougher, persistent and organized today. I would like to pay tribute here to the medical department, with the French forward support concept deserving a particular mention; it was extremely valuable in maintaining morale and confidence. Here, too, we could see its value on the terrain. Here is not the place spark controversy, however, so I shall simply mention how, paradoxically, the only weak link during this period was an element of administration. In particular, I am alluding to the failure of the Louvois system, which took up a lot of our time within the National Assembly.

et qui a payé le prix du sang le plus élevé (27 soldats tués et 70 blessés). Quant aux soldats maliens, ils se sont mieux battus qu'on ne l'a entendu dans les médias. Je tiens aussi à leur rendre cet hommage. L'opération *Serval* entrera dans les annales de l'histoire militaire et l'Histoire tout court je pense. Elle a été rendue nécessaire par les erreurs stratégiques commises précédemment ; mais il s'en est fallu de peu que survienne une catastrophe géopolitique majeure si Bamako était tombée. Il convient toutefois de rester prudent. Des cellules terroristes dormantes peuvent se réveiller à tout moment, surtout si le contexte politique et sécuritaire le permet. Par conséquent, la victoire sera politique ou ne sera pas.

Cette réussite opérationnelle met en lumière la réactivité et le professionnalisme de nos forces. Les militaires français disposent depuis vingt ans d'un système d'alerte éprouvé qui complète parfaitement le réseau de nos points d'appuis prépositionnés au plus près de nos zones d'intérêt. Le Livre blanc de 2008 avait négligé un peu trop l'Afrique. L'histoire nous a rappelé que ce continent ami constituait notre frontière immédiate. Le Livre blanc 2013 a corrigé cette analyse. La réussite de l'opération démontre la pertinence et la réactivité de la chaîne française des responsabilités militaires mais cet enchaînement entre décision politique, projection logistique et efficacité tactique a pu être réalisé de manière aussi rapide et efficace grâce à la solidité à la fois de nos institutions politiques et de la préparation des forces et des états-majors.

Chacun connaît les capacités critiques sur lesquelles a reposé ce succès. En premier lieu, le « système d'hommes » que forme une troupe combattante, bien commandée, bien équipée, bien entraînée et disposant d'un mandat clair, autant de vigilances qu'il conviendra de conserver dans la Loi de programmation militaire que nous avons adoptée la semaine dernière. Je remarque aussi que ce qui a fait la différence, c'est l'utilisation de matériels haut de gamme, réputés propres à la guerre de haute intensité. Sans les blindés, les VBCI, le

J.R. DRAHI © armée de Terre

Le succès a reposé en premier lieu sur « le système d'hommes que forme une troupe combattante, bien commandée, bien équipée, bien entraînée et disposant d'un mandat clair [...] ».

Success was primarily due to the "system of men created by a combatant force that is well commanded, well-equipped, well-trained and has a clear mandate [...]".

Arnaud ROINE © ECPAD

« Je veux ici rendre hommage au service de santé dont le concept français du soutien de l'avant force l'admiration ».

"I would like to pay my respects to the medical service, and the French concept of forward support which must be admired".

canon CAESAR et peut-être surtout les Tigre, nous aurions sans doute rempli cette mission mais nous aurions dû assumer certainement bien plus de pertes. Ce qui aurait peut-être changé beaucoup de choses à la finalité de cette opération. L'époque n'est plus aux opérations africaines en camion découvert et en bermuda. L'adversaire est beaucoup plus dur, tenace et organisé. Je veux ici rendre hommage au service de santé dont le concept français du soutien de l'avant force l'admiration. Il n'est pas pour rien dans le maintien du moral et de la confiance. Là aussi, nous avons pu l'éprouver sur le terrain. Ce n'est pas ici le lieu cependant de polémiquer, aussi je ne ferai pas mention d'un paradoxe de situation où, finalement, le seul maillon qui ait dysfonctionné durant cette période est celui d'une partie de l'administration. Je pense notamment à l'échec « Louvois » qui a occupé nombre de nos travaux au sein de l'Assemblée nationale. Le ministre s'est d'ailleurs exprimé hier à Varces sur le sujet, je n'y reviendrai pas.

Engagée au moment même où la Commission du Livre blanc de la Défense clôturait les travaux, l'opération *Serval* a rappelé quelques vérités vieilles comme la guerre. J'en retiens trois. D'abord, que la première force d'une armée est de pouvoir intervenir vite et donc de faire face à l'urgence. Ensuite, que rien de ce qui se passe en Afrique n'est sans conséquence pour l'Europe. Pour les armées françaises, il en résulte une tradition ancienne, aujourd'hui mise au service des Africains. Ce savoir-faire a été précieux lors de l'opération *Serval*. Il fallait corriger l'erreur stratégique du Livre blanc précédent. La troisième vérité enfin est qu'il n'y a que deux catégories de pays et donc d'armées : les Nations qui acceptent d'exposer leurs hommes à la mort lorsque l'enjeu le mérite et les autres. La volonté politique française n'a pas été sans effets ni conséquences et

The Minister mentioned the problem yesterday in Varces, and so there is no need to come back to the topic.
Launched at the very moment when the Defense White Paper committee was finishing its work, Operation *Serval* reminded us of some truths that are as old as war. I will select three of them.
First, the major asset of armed forces is an ability to intervene quickly and therefore to face emergencies.

Second, everything that occurs in Africa has consequences for Europe. For French forces it is their age-old tradition, which today can be used in support of Africans. Their knowledge proved to be valuable in Operation *Serval*. The strategic mistake of the previous White Book had to be corrected.
Last, the third truth is that there are only two categories of countries, and consequently of armies: the nations that are ready to risk the lives of its soldiers when the cause is deemed worthwhile, and the others. The French political will was not without effects or consequences, and I would like to pay homage to the memory and sacrifices of the Army soldiers killed in action in Mali and those who returned home wounded.
It is time now to conclude this introduction. I would like to mention again some of the conditions of victory.

First, in this particular area, everything is of a political nature, from beginning (the decision to intervene) to end (the outcome of a process that legitimizes the new political power): the intervention of the armed forces is only one means of action, which is used as a last resort, when all others have failed. A clear political mandate is crucial to perform operations adequately.

Second, from a legal and even a moral point of view, our country intervened in support of a friendly country with which we have no economic ties, but cultural ties established throughout a rich, age-old history that has not been without its complications. This is in contrast with some aspects of the past, and this is a good thing. In my opinion, this is a good sign not only for the future of French-African relationships, but also for the relations between African states. Beyond the scope of the French initiative, a dozen African states have become involved; others have done the same since then, within the MINUSMA framework. This is a turning-point in history and I believe this to be another very positive aspect of Operation *Serval*. These countries have also decided that the Mali situation concerns them and the issue of terrorism on their territory is a threat to their security.

Last, let me say a few words about the European dimension. I do not believe in a common destiny of Western countries, but rather in the convergence of interests. Nowadays, alliances are temporary ones, because there is no specific threat or identified enemy. France has no enemy. But we have some opponents, who target our nationals or other French interests. In Mali, the issue has already been evoked, especially by the media: where was Europe? Where was NATO? And yet, has there been in the last twenty years a theater of operations where intervention was more legitimate? France is a NATO member; it is pointless to question it. However, France should throw its weight into it, in order to strengthen our strategic autonomy, and not weaken it. It is this autonomy within interdependence which gives us that role which is now a central one.

This was what I wanted to say to you in a few words. I wish you a fruitful conference and thank you.

je rends bien sûr hommage à la mémoire et aux sacrifices des soldats de l'armée de Terre tombés au combat en terre malienne et à ceux qui sont revenus blessés.

Je souhaiterais, pour conclure, revenir sur certaines conditions de la victoire. D'abord, en la matière, tout est politique, du début (la décision d'intervenir) à la fin (l'aboutissement d'un processus de légitimation du nouveau pouvoir) : l'intervention armée n'est qu'un moyen d'action, qui n'est employé qu'en dernier recours, quand tous les autres ont échoué. La clarté du mandat politique est primordiale pour la bonne conduite des opérations. Ensuite, juridiquement et même moralement, notre pays intervient au bénéfice d'un pays ami, avec lequel il n'a pas d'intérêts économiques mais des liens culturels tissés au cours d'une histoire riche et ancienne, quelquefois difficile. Cela tranche avec un certain passé, et c'est heureux. J'y vois un signe, non seulement pour l'avenir des relations franco-africaines, mais également pour les relations entre les États africains.

Au-delà de l'action de la France, une douzaine de pays africains se sont mobilisés ; d'autres les ont rejoints depuis, au sein de la MINUSMA. C'est historique et je crois qu'il s'agit d'un autre élément très positif de l'opération *Serval*. Ces pays ont considéré que la situation au Mali était aussi leur histoire et que la question du terrorisme sur leur territoire constituait un élément de danger pour leur sécurité. Enfin, il me faut évoquer la dimension européenne. Je ne crois pas à l'existence d'une communauté de destin entre pays occidentaux mais simplement à une convergence d'intérêts. De nos jours, les alliances sont provisoires, faute de menace précise et d'un ennemi bien identifié. La France n'a pas d'ennemi mais il existe des adversaires qui s'en prennent à nos ressortissants ou à d'autres intérêts français. Au Mali, la question a été posée, surtout dans les médias : où se trouvait l'Europe ? Où se trouvait l'OTAN ? Et pourtant, a-t-il existé depuis vingt ans un théâtre d'opération où nous étions plus légitimes à intervenir ? Nous faisons partie de l'OTAN. Il serait vain de revenir là-dessus. En revanche, il faut y penser pour renforcer notre autonomie stratégique, non pas pour l'affaiblir. Car c'est bien cette autonomie dans l'interdépendance qui nous confère à nous ce rôle désormais central.

Voilà en quelques mots ce que je voulais vous dire. Je vous remercie et vous souhaite d'excellents travaux.

Le cadre politico-militaire

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Amiral Edouard GUILLAUD, chef d'état-major des armées

Madame la Présidente,
Madam Chairperson,
Mesdames et Messieurs les députés,
Members of the National Assembly
Mon Général,
General officers,
Mesdames, Messieurs,
Ladies and Gentlemen,

Les propos liminaires ont posé le cadre de mon intervention. Je salue l'initiative de l'armée de Terre et remercie le général Bertrand Ract Madoux de me donner l'occasion de m'adresser à vous pour vous donner ma vision des opérations, au-delà de l'opération *Serval*.

La Loi de programmation militaire 2014-2019, dont le projet est en cours d'examen, détermine nos capacités futures dans tous les domaines, que ce soit en termes de format, d'équipement, de préparation opérationnelle et de soutien. La fonction intervention est l'une des fonctions les plus dimensionnantes et la plus affectée par la révision de nos capacités, avec une évolution sensible du contrat opérationnel. Le retour d'expérience et les conclusions que nous en tirons sont donc indispensables.

Chaque opération est d'ailleurs une épreuve de vérité qui valide tout ou partie de nos choix et guide notre adaptation. Discerner une tendance profonde, une mutation durable, un dénominateur commun est cependant difficile et même plutôt risqué.
L'examen de nos engagements opérationnels récents augure de la diversité de ceux à venir à l'horizon 2025, celui du Livre blanc. J'ai bien dit « augure » et non pas « préfigure » : c'est leur diversité qui est la caractéristique à retenir.

Par l'étendue des missions couvertes, de l'entrée en premier à la stabilisation, par l'ampleur et la variété des moyens et des modes d'action impliqués, de *Serval* à la MINUSMA en passant par EUTM, notre

The opening statement (by Madam Chair Patricia Adam) has set the scope for my own address. I welcome the initiative of the Army, and thank General Bertrand Ract Madoux for giving me an opportunity to speak to you, so that I can give you my view of current operations, beyond Operation *Serval.*

The 2014-2019 military program law, the draft of which is currently being discussed, determines our future capabilities in all areas, in terms of size, equipment, readiness and sustainment. The intervention function is one of the most critical in terms of size and is the one that is most affected by the reviewing of our capacities, due to substantial changes in the operations contract. Lessons learned and conclusions drawn are therefore crucial.

Moreover each operation is a "litmus test" which validates all or part of our choices and guides our adaptation effort. However, it is difficult, even hazardous, to distinguish an in-depth tendency, a long-term radical change or a common denominator. A review of our recent operational commitments gives us an insight into the diversity of those that will occur by the year 2025, which is the White Paper's horizon. I used the word "insight" and not "foresight": the key element to remember is their diversity.

Our engagement in Mali covers a wide range of missions, from first entry to stabilization, and involves a wide scope and variety of assets and courses of action, from Serval to MINUSMA (UN mission in Mali) and the EUTM training mission. However, this engagement can be regarded as one reference among others, in the same way as Afghanistan, the Central African Republic or Libya.

Therefore it is a reference for the army, whose contribution to this air-land operation was and still is a crucial one, just like the part it played in the success of our forces. Again the army paid a heavy toll; the death of seven of our soldiers reminds us of this fact. I would like to pay tribute respectfully to their memory.

More generally, operations in Mali are becoming a reference for all our forces, whether special or conventional: ground and aviation operations are performed within a joint framework and within the multinational context of close cooperation – rather than coalition – with our African, north-American and European partners.

It is within this overall perspective that I wish to address you today. I shall refer to Serval to draw lessons of a wider scope, and to tell you how I envision the nature and framework of our future interventions.

The *Serval* operation has 3 major features which are all favorable elements.

- First feature: clearly defined objectives, supported by a strong political determination and by national and international public opinion.
- Second feature: the *Serval* framework, initially a national operation, launched and commanded by France which provided from the outset the greatest number of troops and continues today to provide almost all combat support assets.
- Third feature: excellent knowledge of the environment, prior to engagement, resulting from our historical experience in Africa, from our prepositioned assets, and from intelligence focused on the area for several years.

However, our military successes in Mali are not the results of luck or chance.

Once again, *Serval* demonstrated the capacity of our armed forces to deploy far from the homeland, as well as a first-entry capacity; here I'm speaking about the blocking action performed on January 11th by our special forces and air force assets. I am also referring to the air raid on January 13th, when 4 Rafales taking off from mainland France landed in Chad after

engagement au Mali peut donc être considéré comme une référence parmi d'autres, au même titre que l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire ou la Libye.

C'est donc une référence pour l'armée de Terre dont la contribution à cette opération aéroterrestre fut et reste majeure, tout comme sa part au succès de nos armes. Elle y a, une fois encore, payé le prix du sang. Les sept soldats morts sont là pour nous le rappeler. Je tenais à saluer leur mémoire.

Plus généralement, les opérations au Mali deviennent une référence pour l'ensemble de nos forces, qu'elles soient spéciales ou conventionnelles. L'action au sol et près du sol s'inscrit dans un cadre interarmées, et dans le cadre multinational d'une coordination – non pas une coalition – étroite avec nos partenaires africains, nord-américains et européens.

C'est dans cette perspective globale que je voulais inscrire mon propos. Je m'appuierai sur l'opération *Serval* pour dégager des enseignements de portée plus générale, et vous dire ce que je perçois de la nature et du cadre de nos interventions futures.

Serval présente trois caractéristiques majeures qui sont autant d'éléments favorables :

- la clarté des objectifs, soutenus par une forte détermination politique et par l'opinion publique nationale et internationale ;
- le cadre de l'opération, initialement nationale, déclenchée et commandée par la France, qui a fourni au départ l'essentiel des troupes et encore maintenant la quasi-totalité des appuis ;
- une excellente connaissance du milieu, dès avant l'engagement, résultat de notre expérience historique de l'Afrique, de nos prépositionnements et d'un renseignement orienté sur la zone depuis plusieurs années.

Pour autant, nos succès militaires au Mali ne relèvent ni de la chance, ni du hasard.

L'opération *Serval* a, une fois encore, démontré la capacité de nos armées à se projeter loin du territoire national et à entrer en premier sur un théâtre. Je veux parler du coup d'arrêt du 11 janvier porté par nos forces spéciales et nos forces aériennes. Je veux également parler du raid aérien du 13, où quatre Rafale partis de métropole ont atterri au Tchad après avoir détruit 16 objectifs dans le Nord du Mali. Je veux enfin parler de la montée en puissance de la composante terrestre qui, dès le 15 janvier, quatre jours après le déclenchement de l'opération, débute la reconquête du Nord. Nous pourrions également évoquer les opérations aéroportées de Gao puis Tombouctou, moins d'un mois et demi après.

Serval a aussi démontré la capacité de nos armées à mener des combats exigeants, dans des conditions difficiles : élongations logistiques considérables, infrastructures rudimentaires, températures extrêmes, ennemi déterminé – et même fanatisé.

Serval a enfin démontré la cohérence de nos armées et l'étendue de leur savoir-faire, gages d'initiative et de liberté d'action pour l'autorité politique comme pour le chef militaire.

Source : infographie parue dans la revue Armées d'aujourd'hui n° 380, mai 2013

Nos succès au Mali tiennent en fait à la conjonction de facteurs propres aux armées françaises. J'en retiens six au niveau stratégique et quatre au niveau opérationnel.

6 facteurs stratégiques de succès :

1er facteur : la réactivité de notre processus de décision. Elle tient au lien opérationnel direct entre le chef des armées et le CEMA, qui se traduit par les conseils de défense et les conseils restreints de défense, et à l'intégration de tous les volets nécessaires à la préparation et à l'exécution d'une mission : relations internationales, renseignement, planification et conduite. Le 11 janvier, le Président de la République a décidé d'intervenir sur la base d'un renseignement aussi exact, précis et complet que possible ; l'action s'est concrétisée 5 heures plus tard à 4 000 kilomètres de Paris.

2e facteur : un dispositif prépositionné au plus près de nos zones probables d'intervention. Le premier jour, nos Mirage 2000 décollaient de N'Djamena. Les marsouins du 21e RIMa et les légionnaires du REC rejoignaient Bamako le lendemain, eux aussi à partir du Tchad, renforcés par des éléments de Côte d'Ivoire dans la nuit du 14 au 15 janvier. Le 15, nous démarrions la reconquête avec ce qui restait des forces armées maliennes. C'est clair, sans ces points d'appui, nous n'aurions pu, dans ces délais, arrêter l'offensive des GAD à Douentza, et les mettre en déroute : nous aurions dû faire différemment et nous l'aurions fait plus lentement, avec un prix du sang certainement plus lourd à payer.

destroying 16 targets in the north of Mali; and also to the buildup of the land component which, as of January 15th, four days after the operation was launched, started recapturing the northern areas. We shall not neglect to mention the airborne operations over Gao and Timbuktu, less than a month and a half later.

Serval also demonstrated the capacity of our armed forces to conduct challenging combat operations in difficult conditions: considerably extended logistical distances, rudimentary infrastructure, extreme temperatures, and a determined, even fanatical, enemy.

Lastly, *Serval* demonstrated the coherence of our armed forces as well as the wide range of their skills, allowing initiative and freedom of action for political authorities and military commanders.

Our success in Mali was due to the combination of factors which are specific to the French armed forces. I will mention 6 of them at strategic level, and 4 at operational level.

6 strategic factors of success:

- 1st factor: the responsiveness of our decision-making process. This is due to the direct operational link – through the defense committees and special defense committees – between the Chief of the Armed Forces and the Chief of the Defense Staff, and the integration of all levers necessary for the preparation and execution of a mission: international relations, intelligence, planning and conduct. On January 11th, the French President decided to intervene on the basis of intelligence that was as accurate, precise and thorough as possible; the forces were in action 5 hours later, 4,000 km away from Paris.
- 2nd factor: a prepositioned layout in the vicinity of possible areas of intervention. On the first day, our Mirage 2000 took off from N'Djamena. The troops from 21st RIMa (a Marine infantry battalion) and members of REC (Foreign Legion tank battalion) reached Bamako the next day, also arriving from Chad, reinforced by elements from Côte d'Ivoire during the night of 14th/15th January. On the 15th, we launched the reconquest operation with what remained of the Malian armed forces. It goes without saying that without those forward bases we would not have been able to block the GAD offensive in Douentza or rout them so quickly: we would have been obliged to proceed differently, and more slowly, and would undoubtedly have suffered greater losses.

J.R. DRAHI © armée de Terre

Qualité de la préparation opérationnelle. Groupe de combat du 35e RI en progression dans le village de combat de Joeffrecourt au CENZUB.
Quality of readiness training. A 35th RI combat group advances in the urban terrain training site of Joeffrecourt (CENZUB).

- 3rd factor: the aptness of our immediate response systems, Guépard, Rapace and Tarpon, which are significant in nature and size: with 2,300 troops, the FIRI (joint rapid reaction force) set out in the White Paper is roughly equal to the strength that we wanted to deploy when launching the operation.

- 4th factor: the quality of readiness which allows us to commit immediately, and without prior training, a full-fledged force complete from staff to front-line combatant, together with all support contributors. You are of course aware of the important role of readiness in the military program law, as the Minister of Defense mentions it regularly.

- 5th factor: a complete army model. The *Harmattan* operation was air-sea heavy, with decisive engagement of the helicopter bn TF from the sea; *Serval* is air-land. *Harmattan* was NATO-led, *Serval* is under national C2. We are conducting *Serval* with a high level

3e facteur : la pertinence de nos dispositifs de réaction immédiate Guépard, Rapace et Tarpon. Pertinence en nature et en volume : j'observe qu'avec 2 300 hommes, la FIRI du Livre blanc représente à peu près l'effectif que nous envisagions de projeter pour le lancement de l'opération.

4e facteur : la qualité de la préparation opérationnelle qui permet d'engager, sans délai ni mise en condition préalable, une force complète, de son état-major aux combattants de première ligne, sans oublier tous les acteurs du soutien. Vous savez d'ailleurs à quel point la Loi de programmation militaire y attache de l'importance. Le Ministre de la défense le rappelle régulièrement.

5e facteur : un modèle d'armée complet. *Harmattan* était à dominante aéromaritime avec un engagement décisif du groupe aéromobile depuis la mer ; *Serval* est aéroterrestre. *Harmattan* était otanienne d'une certaine façon ; *Serval* est sous commandement national. Nous la conduisons à ce niveau d'exigence et de responsabilité - en tant que nation cadre - parce que nous avons les capacités pour le faire. Sans cette palette complète de nos capacités militaires, l'autonomie stratégique est une incantation, pas une réalité.

6e facteur : la rapidité de l'action - vous diriez sans doute la « fulgurance » - qui a reposé sur une manœuvre audacieuse combinant simultanéité des actions, opportunité tactique et prise de risque calculée - avec des intervalles assumés. Pour les avoir défendus en conseil de défense, ces risques ont été parfaitement compris par l'ensemble des membres du conseil de défense et du Gouvernement. Cette manœuvre a validé dans les faits la finesse du travail de ciblage, avec une identification précise de l'ensemble des centres de gravité ennemis.

4 facteurs opérationnels à présent.

Ils sont tous la conséquence d'une forte culture expéditionnaire et d'un engagement continu.

1er facteur : la faculté d'adaptation du soldat français. Le soldat français compose avec les populations, coopère avec les forces locales, s'adapte aux contraintes du terrain et n'essaie pas d'adapter le terrain à ses propres contraintes. C'est un atout opérationnel de portée stratégique, en termes de crédibilité comme de légitimité. C'est un atout reconnu à l'étranger, en Afrique en particulier. À l'interopérabilité technique s'est ajoutée l'interopérabilité culturelle. L'engagement quotidien de nos DIO au Sénégal et au Gabon a conditionné la qualité de la préparation des contingents africains en amont.

2e facteur : la capacité de conjuguer rusticité et haute technologie. La rusticité est indispensable : nos soldats l'ont éprouvée, sac au dos sous 60 degrés, avec un soutien logistique calculé et fourni au plus juste durant l'offensive dans le Nord, pendant les combats des Adrars. L'apport de la technologie est évident, pour le renseignement, la protection du combattant, la rapidité et la sûreté des mouvements et la précision des feux. Il donne l'ascendant, y compris face à des

O.DEBES © armée de Terre

Faculté d'adaptation du soldat français. Echange entre le chef de section, l'armée malienne et la population de Tin Taylou dans le cadre des missions de sécurisation de Tombouctou.

The French soldier's capacity to adapt. Exchange between the platoon commander, the Malian Army and the population of Tin Taylou as part of the Timbuktu securing missions.

of expectation and responsibility (France is the framework nation) because we have the required capabilities. Without that wide range of our military capabilities, strategic autonomy is but wishful thinking and not fact.

- 6th factor: the speed of action – you might say the "lightning speed"– which relied on a bold maneuver requiring simultaneousness in action, tactical opportunity and controlled risk-taking – including the control of non-assigned areas. This maneuver gave real substance to the high-precision target preparation, with accurate identification of all enemy centers of gravity.

Now for the 4 operational factors.

All are a result of strong expeditionary culture and ongoing commitment.

- 1st factor: the French soldier's ability to adapt. French soldiers deal with the population, cooperate with local authorities, adapt to terrain limitations and do not attempt to adapt the terrain to their own limitations. This is a warfighting asset carrying strategic weight in terms of credibility and legitimacy. This asset is acknowledged in foreign countries, in Africa in particular.
  Cultural interoperability was added to technical interoperability. The daily commitment of our DIOs (training detachments) in Senegal and Gabon has improved the quality of the African contingents' readiness ahead of operations.

- 2nd factor: a capacity for combining ruggedness and advanced technology.
  Ruggedness is indispensable: our soldiers experienced it when carrying their rucksacks while the temperature rose to 60°C with just enough logistical support during the offensive in the north and fighting in the Adrars.

  There have been obvious enhancements provided by technology in the areas of intelligence, soldier's protection, rapidity and security in movements and accuracy of fires. It helps our forces prevail, including when they are confronted with asymmetric enemies. The engagement of army aviation and air force components has demonstrated this fact.

  The question is not to choose between ruggedness and technology, but to strike a balance between a permanent race

for technical sophistication, which is growing more and more costly, and meeting operational requirement fairly, a requirement that should be tailored to the present combat conditions and be financially sustainable. The principle of differentiation targets equipment, readiness training and the commitment of forces.

- 3rd factor: operating on a joint basis down to the lowest levels.
  Special forces and conventional forces, integration of land and air combat support: there are numerous examples. Asymmetric warfare requires innovation to achieve surprise, as well as surprise to destabilize the enemy, and retaining the initiative to cause disruption deep in the enemy's disposition.
  Moreover, in the field, local initiative and therefore decentralization of command are crucial. During Operation Pamir, the ground engagement was conducted at Bn TF level; during *Serval*, at company team level, or even reinforced platoon level.

- 4th and last factor: mastering force, which requires accurate fires, but also early availability of the necessary intelligence, as well as a responsive decision-making process, relying on a chain of responsibilities and ROEs tailored for the tempo of the maneuver. This control relies on the human factor, in other words on the moral strength of men in the field. No collateral damages have been recorded since the operation started.

This is what *Serval* has revealed about our armed forces' assets. Let us keep them in mind and develop them.

On the other hand, some capability weaknesses appeared, first as regards equipment.
The availability of technical elements was critical, concerning the Tigre helicopter for example.

Our air transportation assets (strategic and tactical transport airplanes, utility helicopters) are still undersized. Consequently, freedom of action was limited, and we needed to proceed differently. 61% of the deployment was performed by air, and 53% of the freight was conveyed by our partners.

ennemis asymétriques. L'engagement des composantes aéromobiles et aériennes l'a parfaitement illustré. La question n'est pas celle du choix entre rusticité et technologie, mais celle d'un équilibre entre la course permanente au raffinement technique, un raffinement au coût de plus en plus prohibitif, et la juste satisfaction du besoin opérationnel, un besoin adapté aux conditions de combat du moment et soutenable d'un point de vue financier. C'est bien ce que vise le principe de différenciation pour l'équipement, la préparation opérationnelle et l'engagement des forces.

3e facteur : la pratique de l'interarmées jusqu'aux niveaux les plus bas. Forces spéciales et forces conventionnelles, intégration des appuis terrestres et aériens : les exemples sont nombreux. La guerre asymétrique impose d'innover pour surprendre, de surprendre pour déstabiliser et de conserver l'initiative pour désorganiser en profondeur. En outre, sur le terrain, l'initiative locale et donc la décentralisation du commandement sont indispensables. À Pamir, l'engagement terrestre était conduit au niveau du GTIA ; à *Serval*, au niveau du sous-GTIA, voire de la section renforcée.

4e facteur : la maîtrise de la force, qui suppose des feux précis mais aussi, en amont, la mise à disposition du renseignement nécessaire, et un processus décisionnel réactif qui s'appuie sur une chaîne de responsabilité et des règles d'engagement adaptées au tempo de la manœuvre. Enfin, cette maîtrise repose sur le facteur humain, c'est-à-dire sur les forces morales de ceux qui sont sur le terrain. Aucun dommage collatéral n'est à déplorer depuis le début de l'opération.

Voilà ce que *Serval* a démontré des atouts de nos armées. Gardons-les à l'esprit. Développons-les.

En contrepartie, des fragilités capacitaires ont été confirmées, d'abord au plan matériel.

Certaines disponibilités techniques ont été critiques, pour le Tigre par exemple.

Nos moyens de transport aérien restent sous-dimensionnés : avions de transport stratégique ou tactique, hélicoptères de manœuvre. Conséquence : une liberté d'action contrainte, et l'obligation de faire autrement. 61 % de la projection a été assurée par voie aérienne et 53 % du fret a été transporté par nos partenaires.

Autre fragilité, le volume de notre flotte de ravitaillement en vol, toujours dimensionnant pour la durée de l'action de nos chasseurs. Après les premières semaines, nos alliés ont assuré 70 % du besoin.

A.JEULAND © armée de l'Air

« Autre fragilité, le volume de notre flotte de ravitaillement en vol, toujours dimensionnant pour la durée de l'action de nos chasseurs ».

"Another weakness was our in-flight refueling fleet, which always affects the duration of our fighters' action".

Dernière fragilité matérielle : l'insuffisance des moyens de renseignement aéroporté. Cinq Atlantique 2 et deux drones MALE ne permettent pas d'assurer une permanence dans la longue durée, ce qui est pourtant essentiel dans ce type de conflit où personne n'est capable de prévoir un terme. Là encore, le concours de nos alliés américain et britannique a été bienvenu, parfois décisif.

Serval a également souligné des marges de progrès dans deux domaines en particulier.

Le premier domaine concerne l'élaboration du renseignement à fin d'action. Le terrain a imposé ses contraintes : dilution des moyens, délais de déploiement, difficultés de communication. Contrairement à l'Afghanistan où nous étions « clients » d'un renseignement global, *Serval,* parce que nous sommes en national, nous a montré le caractère stratégique de la boucle « Observation-Orientation-Décision-Action » (OODA), et le chemin à suivre pour la rendre optimale en fonction du besoin de l'utilisateur. Il s'agit bien de la raccourcir en permanence pour suivre le tempo des opérations et fournir au bon interlocuteur le bon renseignement, au bon moment.

Le deuxième axe d'effort consiste à accroître notre agilité et notre mobilité sur le terrain pour ne pas subir le rythme de l'adversaire : il se déplace vite et voyage léger. Avec des moyens comptés et la nécessité de couvrir rapidement des élongations importantes, c'est une adaptation nécessaire, dans l'ensemble de la bande sahélo-saharienne. Le combat engagé au Mali contre le terrorisme est une mission de longue haleine et à l'échelle de la région. Les maîtres mots sont mobilité et logistique adaptée. Les engagements conduits dans le cadre de l'OTAN ne peuvent servir de référence dans ce cas : les standards des Balkans ont leurs limites en termes de souplesse ou de réactivité.

Another weakness was the number of in-flight refueling aircraft, always a determining factor for our jet fighters. After the first few weeks, our allies provided 70% of requirements.

One last equipment weakness was insufficient airborne intelligence assets: 5 ATL2 and 2 MALE UASs is not enough to provide long-term presence, which however was crucial in this type of conflict, where it is impossible to foresee the duration of the operation. Here again, assistance from US and British allies was a valuable and sometimes decisive asset.

Serval also highlighted the progress made in 2 areas in particular.

- The development of intelligence for action. The terrain imposed certain constraints: the dilution of resources, deployment time, difficulties in communications.
  Unlike Afghanistan, where we were "consumers" of overall intelligence, *Serval* was a national operation and showed us the strategic character of the "observation – direction – decision – action" (OODA in French) loop, and the path to follow to optimize it, according to the user's requirements. The aim is to constantly make it shorter in order to keep up with the pace of operations, and to provide the right user with the right intelligence at the right moment.

- A second effort to focus on is to increase our agility and mobility in the field, to avoid being dependent on the opponent's pace: the latter moves fast, with little equipment. Due to limited assets and a need to quickly cover large distances, adaptation was necessary in the whole area of the Sahel-Sahara strip.

  The fight launched in Mali against terrorism is a long-term mission, to be carried out region-wide. The key words are mobility and tailored logistics. Engagements within a NATO context cannot be used as a reference in this case; the Balkan references are limited in terms of flexibility and responsiveness.

Operations in Mali in the long term combine diverse and complementary courses of action, depending on the phases of the intervention. All these scenarios, or part of them, will be repeated in the future, without any doubt.

It is clear that the White Paper fixes a high level of ambition: the capacity to intervene alone if necessary, preferably in a coalition, over the whole spectrum of operations, from coercion to “crisis management”.
It is also evident that instability is a key feature of our priority areas of interest: Mashriq, the Sahel-Sahara strip, Africa in general, the Middle East, and the Persian Gulf.

The hardest is perhaps still to come: CBRN threat, ballistic threat, and denial of maritime, air and space areas. Syria, where we were ready to intervene last September, features all of these threats. Cyberspace is already a battlefield. In the short and medium term, the asymmetrical opponent is still the most likely, in all the shapes he may assume, from the most rudimentary to the most complex: hybridization of threats, a dangerous combination of insurgency, trafficking and terrorism is already a reality.

Except in the event of a major international crisis in Europe, North Africa, or the Middle East, the shifting of the center of gravity of American interests towards Asia is forcing Europe to face its responsibilities. And in Europe, our military capabilities still place us in prime position today.

Therefore we will be bound to lead other interventions of the *Serval* type, requiring first entry and defeating the enemy, before handing things over to others. In operations of this type, we shall intervene most often within a coalition, in order to share the war effort as well as establish their legitimacy. That requirement is bound to increase. In some cases the coalition itself will accomplish the mission. But NATO’s vocation is not to intervene everywhere in all aspects of crisis resolution, while the European Union finds it difficult, to say the least, to play a full part in the missions relevant to its sphere of interest and competence. In some other cases, the mission itself will determine the coalition, with an ad hoc configuration that takes two realities into account: our Western partners’ growing reluctance to commit armed forces, and the emergence of new international ambitions. In all cases and insofar as possible, coalitions will be supported by regional organizations and will integrate the local armed forces. Interoperability will be more open and complex, and will be a major challenge.

Les opérations au Mali combinent dans la durée des modes d’action différents et complémentaires en fonction des phases de l’intervention. Tout ou partie de ces scénarios se reproduira, c’est une certitude.

Je constate que le Livre blanc exprime un niveau d’ambition élevé, celui d’être en mesure d’intervenir seuls si nécessaire, en coalition de préférence, sur toute la gamme des opérations, de la coercition à la gestion de crise. Je constate également que l’instabilité caractérise nos zones d’intérêt prioritaires : le Machrek, la bande sahélo-saharienne, l’Afrique en général, le Proche et le Moyen Orient, le Golfe.

Le plus dur est peut-être à venir : menace NRBC, menace balistique, déni d’accès aux espaces maritime, aérien et spatial. La Syrie, où nous étions prêts à intervenir en septembre, concentre toutes ces menaces. Le cyberespace constitue déjà un champ de bataille. À court et à moyens termes, l’adversaire asymétrique reste le plus probable, sous toutes ses formes, de la plus rudimentaire à la plus complexe : l’hybridation des menaces, cet amalgame dangereux entre insurrection, trafics et terrorisme est déjà une réalité.

Sauf déclenchement d’une crise internationale majeure en Europe, en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen Orient, le déplacement du barycentre des intérêts américains vers l’Asie met les Européens face à leurs responsabilités. En Europe, nos capacités militaires nous placent aujourd’hui encore en première position.

Nous serons donc amenés à commander d’autres interventions de type *Serval*, exigeant de notre part d’entrer en premier et de réduire l’ennemi, avant de passer la main à d’autres. Dans les opérations de ce type, nous interviendrons le plus souvent en coalition, pour partager l’effort de guerre et asseoir leur légitimité. Cette nécessité ne peut que s’amplifier. Dans certains cas, c’est la coalition qui fera la mission. Mais l’OTAN n’a pas vocation à agir partout, dans tous les volets de la résolution d’une crise, tandis que – et c’est un euphémisme - l’Union Européenne peine à prendre toute sa part dans les missions qui relèvent de sa sphère d’intérêt et de ses compétences. Dans d’autres cas, c’est la mission qui fera la coalition, avec une configuration *ad hoc* tenant compte de deux réalités : la réticence croissante de nos partenaires occidentaux à engager la force armée, et l’émergence de nouvelles ambitions internationales. Dans tous les cas et autant que possible, les coalitions s’appuieront sur les organisations régionales et intégreront les forces armées locales. L’interopérabilité, plus ouverte, plus compliquée, sera un enjeu majeur.

Nos interventions seront toujours interarmées parce qu'aucune de nos composantes ne dispose en propre de toutes les capacités nécessaires. L'action au sol restera, c'est une évidence, déterminante, et le rôle de l'armée de Terre primordial : demain comme aujourd'hui, c'est au sol que se gagneront les guerres. *Serval* rappelle qu'il faut être prêt à agir dès le premier jour et à combattre tout en se déployant. Nous n'aurons pas toujours le temps de nous préparer. Notre action au sol visera donc une empreinte optimisée, aussi bien en volume que dans le temps. La réactivité, la polyvalence et la mobilité seront les atouts majeurs de nos forces terrestres.

En conclusion, quels sont nos défis capacitaires ?

Les réorganisations à venir - et les déflations associées - devront préserver, autant que possible, l'outil de combat qui permet à la France de gagner. Pour nos armées en général, et pour l'armée de Terre en particulier, le défi capacitaire est double. Il s'agit d'abord d'entretenir les synergies interarmées développées en OPEX et de concevoir la mise en condition des forces dans un cadre interarmées. Il s'agit ensuite, sur les plans matériel et doctrinal comme dans l'esprit, de penser l'organisation, l'emploi et le soutien des capacités pour être en mesure de fournir au pouvoir politique des capacités de combat et de soutien immédiatement disponibles, y compris sur des théâtres et dans des conditions de mise en œuvre imprévues et inédites.

Je vous remercie et vous souhaite une excellente après-midi de travail.

Our interventions will always be organized on a joint basis, because none of our components has all the necessary military capabilities of its own. There is no question that action on the ground will always be decisive, and the role played by the army a crucial one: tomorrow, like today, it will be on the ground that wars will be won. Serval reminds us that we should be ready to act on the first day, and fight in the course of deployment. We will not always have the time to prepare ourselves. Our action on the ground will aim to achieve an optimized footprint, both in volume and time. Responsiveness, versatility and mobility will be the main assets of our ground forces.

To conclude, what are our capability challenges?

The reorganization to come – and its associated reductions – must, insofar as possible, preserve the combat power that enables France to win. For our armed forces in general, and for our army in particular, the capability challenge is of a dual nature. First and foremost we must maintain the joint synergies developed in overseas operations and subsequently design readiness training of forces within a joint framework. Next, as regards equipment and doctrine, as well as in spirit, we should envision organization, employment of resources and their sustainment so that we can provide the political power with combat power and support that is readily available, including on unexpected and completely new theaters and operating conditions.

Thank you.

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Comment façonner les facteurs de succès en amont de l'engagement ?

Général de corps d'armée
Bertrand CLEMENT-BOLLEE,
commandant les forces terrestres

PREMIÈRE TABLE RONDE

Je suis très honoré de pouvoir témoigner aujourd'hui devant un parterre de spécialistes de l'engagement interarmées, avide des clés de compréhension du succès de cette épopée *Serval* qui restera sans nul doute une référence en matière d'engagement opérationnel. C'est pour cela qu'il convient aujourd'hui de poursuivre, à travers ce colloque, l'étude de ses enseignements qui s'additionnent à bien d'autres leçons apprises au cours des opérations précédentes.

L'engagement opérationnel au sein des forces armées françaises et plus particulièrement des forces terrestres constitue d'abord une potentialité conditionnée par notre contrat opérationnel, défini par le Livre blanc 2013. Une simple lecture des attendus capacitaires des différents scénarios d'engagement montre que nous devons conserver un spectre capacitaire complet. Les conditions d'emploi et de réactivité de l'Échelon national d'urgence (ENU) imposent en permanence l'entretien et la certification des capacités opérationnelles d'un « équivalent *Serval* » en termes de volume de forces sur l'hypothèse d'engagement la plus difficile. Pour le quotidien de l'armée de Terre, l'engagement opérationnel représente une réalité permanente. Un simple balayage des opérations en cours montre à la fois la diversité des contextes d'engagement et la dispersion des théâtres des opérations. Pour le préparateur opérationnel, cette réalité est d'une exigence absolue. Qui faut-il préparer ? Que faut-il préparer ? Comment faut-il le préparer et se préparer ? Au sortir de l'été 2012, nos forces terrestres étaient engagées massivement en Afghanistan depuis cinq ans et nous venions de prendre en compte la décision d'accélération du retrait de nos soldats de la force de coalition. Ainsi, après cinq années d'opérations de combat de contact appuyées par une logistique de stationnement, nous entamions, sous la pression, une opération logistique majeure de désengagement, protégée par des opérations de combat. Des opérations de nature totalement différente restaient à conduire sur le même théâtre avec les mêmes références. Dans ce contexte de prégnance des opérations en Afghanistan, a surgi l'opération *Serval* dans toute sa brutalité, sa fulgurance, avec des différences notoires ne serait-ce qu'en termes d'élongation, de milieu physique et humain, de tempo et de contexte. Et pourtant, sans préparation d'ampleur visible, *Serval* marque avant tout un succès tactique éclatant, menant à la désorganisation des GAD. Objectivement, elle constitue aussi un exploit, avec des modes d'action inusités depuis longtemps, en rupture totale avec nos « habitudes afghanes » accumulées à tous les niveaux de responsabilités depuis de nombreuses années. Tout ceci nous a rappelé une fois de plus, en pleine réflexion sur le nouveau Livre blanc, ce qui doit rester une obsession du chef militaire et du responsable politique : ne pas perdre les guerres de demain en sacrifiant tout sur l'autel des urgences du moment.

Il y a évidemment de nombreux facteurs de succès, qui n'entrent pas tous dans le champ de mes responsabilités de COMFT. L'existence d'un état final politique recherché parfaitement clair ne se révèle pas toujours simple à définir mais il facilite considérablement l'action du militaire. L'adhésion et le soutien de la Nation présentent également une grande importance. Mais pour les facteurs de succès qui me reviennent, j'en retiens 5, que je développerai successivement.

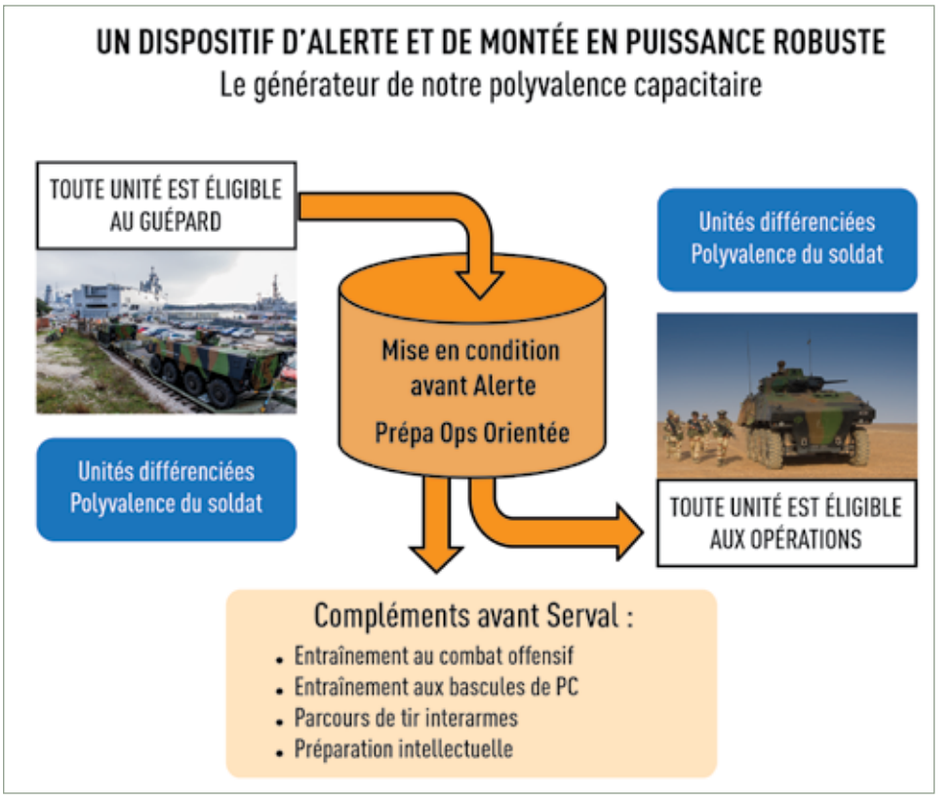
Le premier d'entre eux réside dans la capacité à tous les niveaux de commandement et d'exécution d'apprendre, de restituer et d'appliquer une doctrine claire et d'en décliner ses principes sur le théâtre avec une intelligence de situation qui caractérise le soldat français. Il s'agit donc de penser l'action future et non de définir des canevas pétris de certitudes ou bien de dérouler une *check list* décorrélée des réalités du théâtre, bref de s'enfermer dans un carcan inhibiteur. Il convient donc, sans perdre la mémoire historique, d'actualiser de manière raisonnée des principes de doctrine simples, enrichis de retour d'expérience et actualisés des évolutions tactiques permises par la technique, de la connaissance des évolutions des milieux et des contextes, laissant aux chefs leur part d'initiative avec cependant les garde-fous non négociables : pas un pas sans renseignement, sans appuis, sans forces en réserve, sans capacité d'évacuation médicale, sans un soutien logistique minimum.

Le deuxième facteur de succès tient à l'entretien d'un modèle capacitaire apte à répondre au spectre des missions défini par notre stratégie nationale. C'est la boîte à outils des forces projetables. Conforté par le Livre blanc 2013, le choix effectué en 2008 de maintenir la totalité des capacités terrestres à coût somme toute raisonnable au vu de son aptitude à répondre à l'ensemble du spectre, a constitué une clé du succès du déclenchement de l'opération *Serval*. Par le jeu des forces dites tournantes, il permet d'alimenter le vivier des forces de souveraineté et des forces pré-positionnées dans lequel seront puisés les primo intervenants de la crise. Toutes les capacités étant présentes dans le dispositif d'alerte, il s'est avéré possible d'employer la quasi-totalité des moyens requis dans la phase de coercition, avec les modes d'action adaptés, opération aéroportée par exemple, puis d'effectuer les ajustements capacitaires tant en cours de mandat qu'à chaque relève. La relève était quant à elle permise par la suffisance numérique du modèle. Ceci n'exonère pas de réfléchir à gagner en fluidité opérationnelle par une plus grande plasticité des organisations en cours de mission. Ce choix d'entretenir tout le spectre, même à l'état échantillonnaire pour certaines capacités, reste déterminant au vu de nos ambitions de défense.

Arnaud ROINE © ECPAD

« Pas un pas sans renseignement, sans appuis, sans forces en réserve, sans capacité d'évacuation médicale, sans un soutien logistique minimum ».

"Not a step taken without intelligence, combat support, reserve forces, MEDEVAC capability and a minimum of logistic support".



L'entretien d'un dispositif robuste de montée en puissance des forces en alerte constitue le troisième facteur de succès. Comme l'a montré l'opération *Serval,* nous avons construit un modèle éprouvé d'alerte, le fameux Guépard, avec des principes simples. Nous l'avons enrichi d'une mise en condition avant alerte, véritable parcours d'activités de préparation opérationnelle, collectives et individuelles, faisant de ce Guépard le sas d'entrée des opérations non planifiées. J'ai, sans état d'âme, utilisé la 3e Brigade mécanisée, tout simplement parce qu'elle était prête, tant par le sérieux de sa préparation à sa prise d'alerte que par son expérience opérationnelle gagnée depuis dix ans sur tous les théâtres d'engagement, au même titre que toutes les brigades des forces terrestres. Enfin, nous devons maintenir ce cadre de préparation opérationnelle orientée, ré-ajustable au gré des planifications opérationnelles en cours, qui va de l'exercice ciblé à la seule préparation intellectuelle des chefs en fonction du degré de sensibilité de ces planifications. Ainsi, le dernier exercice de certification du module Guépard avant la prise d'alerte du 28 septembre dernier par la brigade de relève était opportunément ciblé sur la Centrafrique.

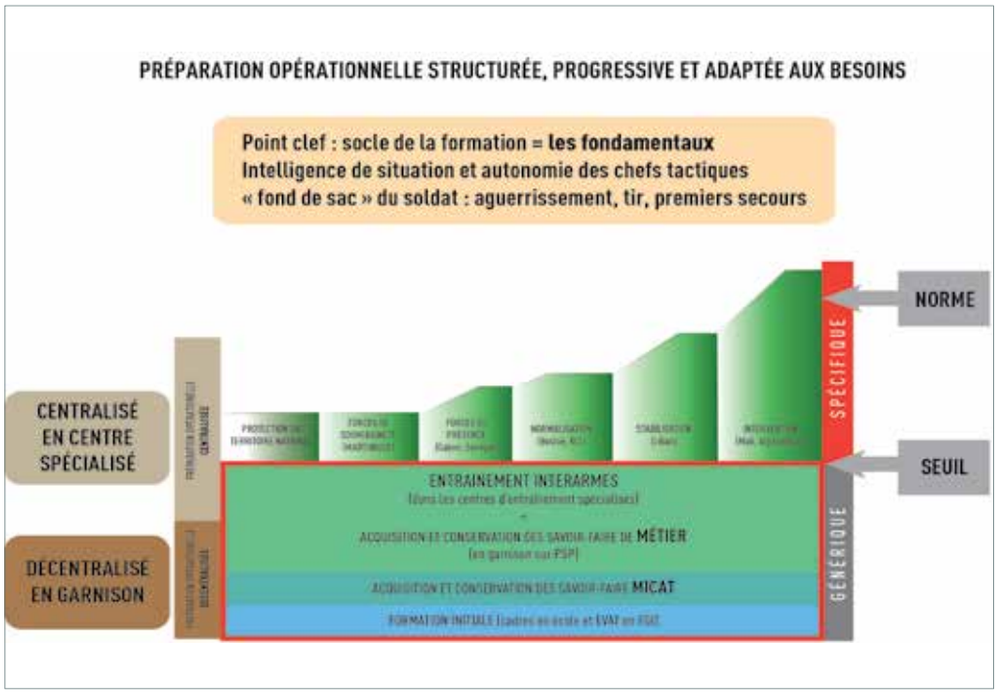
Cette préparation opérationnelle spécifique à la prise d'alerte ne constitue cependant que le complément d'un système très construit de préparation opérationnelle. Nos moyens et nos choix nous ont conduits à ne pas chercher à tout savoir faire au plus haut niveau, à tout moment, pour tout le monde. Il s'agit désormais de savoir en faire suffisamment pour tous et de porter au top niveau du théâtre considéré seulement ceux de nos soldats qui seront désignés pour y intervenir. À coûts totalement maîtrisés et modestes pour la plus-value capacitaire délivrée, dans un contexte de ressources très contraintes, notre système de préparation opérationnelle représente un facteur fondamental de succès, qui s'inscrit dans une perspective de long terme, eu égard au temps nécessaire pour façonner un commandant de force *Serval* à partir d'un élève officier. Il s'agit de parcours normés et cohérents du combattant individuel jusqu'au commandant de PC HRF OTAN, avec des seuils quantitatifs et des normes qualitatives à atteindre.

Ce parcours équilibré entre ce qui doit être conduit en garnison et dans nos centres spécialisés vise à faire d'un civil un militaire, de ce militaire un soldat de l'armée de Terre, de ce soldat un professionnel de sa fonction opérationnelle (cavalier, fantassin, artilleur, sapeur, etc.) apte à travailler en groupe, en équipage, dans sa section ou son peloton puis apte à travailler avec les autres fonctions opérationnelles dans un ensemble interarmes puis interarmées et enfin, spécifiquement préparé à la mission à accomplir (de deux semaines

pour Vigipirate jusqu'à plusieurs mois pour les engagements planifiés les plus exigeants comme le Mali ou l'Afghanistan). Deux facteurs de succès, mis en exergue en Afghanistan et rappelés au Mali doivent être conservés à l'esprit pour le futur : pour tous, les fondamentaux que représentent l'aguerrissement, l'instruction sur le tir de combat et le secourisme de combat ; pour les chefs, l'apprentissage de l'autorité et la prise de responsabilité. Enfin, cette préparation opérationnelle de qualité s'applique sur un substrat quotidien en garnison : le vivre ensemble, source de confiance, d'adhésion et *in fine*, d'attachement, pour qui meurt-on ? Dans ce registre, les quatre axes d'effort sont la rigueur dans la pratique du métier, l'enthousiasme, la volonté et la camaraderie qui unissent et fortifient la cohésion et l'esprit de corps.

Le dernier facteur, plus difficilement maîtrisable, réside dans l'entretien de l'expérience opérationnelle. Nous avons pu obtenir de beaux succès lors de l'opération *Serval* parce qu'à peine rentrées d'Afghanistan, nos unités aéroterrestres avaient l'expérience du feu, du combat interarmes, de l'emploi des appuis interarmées et un solide degré d'aguerrissement physique, mental et moral. Cette ressource ne s'avère cependant pas inusable. Elle doit pouvoir se régénérer, en permettant à nos hommes de récupérer de leurs missions précédentes, de suivre les indispensables formations continues, d'agréger les nouveaux venus, de retravailler tous les savoir-faire, enfin de se mettre dans l'esprit de la nouvelle mission. Dans ce cycle, les à-coups répétés conduisent inévitablement à l'usure de nos hommes, à terme à des non-renouvellements de contrats et donc à une perte d'expérience et à des efforts coûteux de recrutement et de formation pour renouveler nos unités. C'est un équilibre bien évidemment difficile à préserver, mais il s'agit de ne pas obérer l'avenir, d'autant plus lorsque l'on s'engage sur des théâtres éprouvants, comme en Afghanistan ou au Mali. En interne il faut aussi une lucidité professionnelle de l'encadrement de contact pour ne pas insulter l'avenir et avoir ce petit courage du temps de paix pour savoir dire à un bon soldat : *« tu ne pars pas en opération demain avec nous car tu dois suivre une formation indispensable pour l'opération d'après-demain avec mon successeur »*. Pas facile à dire et pas simple à se l'entendre dire. En interne comme en externe, il existe une nécessité impérieuse d'acceptation par tous les niveaux de décision de ce cycle de respiration de nos soldats et du système des forces terrestres.

Tels sont les facteurs de succès auxquels il convient de porter la plus grande attention. Plutôt que prévoir les engagements futurs, il faut s'attacher humblement et simplement à les permettre. Enfin, en dépit de notre investissement significatif, nécessaire, dans la connaissance et l'anticipation, il est probable que nous resterons encore parfois surpris. Par voie de conséquence, il nous appartient donc de tout mettre en œuvre pour ne jamais être démunis. C'est bien là la finalité quotidienne de la préparation opérationnelle des forces terrestres. Je vous remercie de votre attention.



Z.BONCOURRE©armée de Terre

Comment le chef tactique combine les facteurs de succès en fonction de la réalité du terrain et de l'adversaire ?

Général Bernard BARRERA, directeur adjoint de la Délégation à l'information et à la communication de Défense (DICOD), ancien commandant de la 3e Brigade mécanisée (3e BM) et de la Brigade *Serval*

PREMIÈRE TABLE RONDE

Je vous expliquerai la façon dont les états-majors et la Brigade ont essayé de profiter au mieux des capacités disponibles pour mener cette campagne avec succès, en fonction du terrain et de l'ennemi.

Nous avons toujours suivi une approche, un raisonnement capacitaire, méthodique, refusant la prise de risque inconsidérée, les impasses et la mise en danger inutile de nos soldats. En ce sens, nous avons combattu comme nous nous sommes entraînés, conformément aux principes de la doctrine même si les distances et les conditions d'engagement différaient de celles de l'Afghanistan ou des camps de l'Est de la France. La Brigade était composée de modules différents, principalement armés par la 3e Brigade qui formait deux bataillons sur quatre, et renforcés par des modules adaptés (brigades de parachutistes, renseignement, unités de combat et de commandement, unités aéromobiles). Tous se sont révélés complémentaires et nous les avons employés là où ils s'avéraient les plus adaptés à la nature du terrain. Nous avons toujours considéré l'ennemi comme des djihadistes non comme des rebelles africains. Cette tournure d'esprit nous a permis de ne pas être surpris par l'ampleur de la réaction ennemie et d'utiliser les modes d'action les plus adéquats.

En matière de commandement, nous nous sommes appuyés d'emblée sur une doctrine d'emploi privilégiant la combinaison interarmées et interarmes au plus bas niveau, la manœuvre, en s'appuyant sur le feu. Cette doctrine évolue sans cesse et se nourrit des retours d'expérience. Elle tient compte de l'évolution des équipements dont l'adaptation réactive constitue d'ailleurs une plus-value permanente. Nos officiers d'état-major ont appliqué scrupuleusement la MEDO, la méthode enseignée dans nos écoles d'état-major et nos écoles de guerre. Pour commander au plus près les unités de tête sans fragiliser le commandement, nous avons cherché à stabiliser le PC principal de la Brigade

J.R. DRAHI © armée de Terre

« Nous avons combattu comme nous nous sommes entraînés, [...] même si les distances et les conditions d'engagement différaient de celles de l'Afghanistan ou des camps de l'Est de la France ».

"We fought just like we trained, [...] even if the distances and the conditions of the commitment were different to those in Afghanistan or the training camps in eastern France".

J.R. DRAHI © armée de Terre

QRF du 92e RI assistée des FAMA lors des combats de Gao (février 2013).

QRF of the 92nd RI assisted by FAMa (Malian armed forces) during fighting in Gao (February 2013).

– je parle toujours au niveau tactique, à Bamako puis à Gao, avec ce devoir d'anticipation dû aux élongations, tout en mettant sur pied la manœuvre des PC légers. Un PC tactique est parti à Tombouctou et un PC de circonstance a été implanté à Gao puis Tessalit pendant qu'un PC Harpon assurait le commandement, permettant au PC arrière de rejoindre Gao. Les ordres étaient tous validés par le chef tactique. J'avais demandé à valider tous les ordres de la Brigade, me considérant comme le seul responsable de la cohérence d'ensemble et de la vie de mes hommes. J'avais, à l'inverse, fait le choix de responsabiliser mes colonels dans l'exécution. Il revenait ainsi aux chefs de corps d'atteindre l'effet à obtenir dans des délais fixés, avec des moyens connus. Ils disposaient également d'une subsidiarité dans l'emploi des appuis qui a représenté l'une des clés du succès. La fluidité de l'information constitue un autre facteur clé. Une boucle très courte entre les capteurs et les effecteurs permet de faciliter la destruction. À plusieurs reprises, nous sommes parvenus, grâce à nos moyens de renseignement tactique, à déceler l'ennemi au plus près et concentrer les feux pour le détruire en quelques minutes. Enfin, nous avons surtout respecté les principes du combat, valables du chef de groupe au général : pas un pas sans renseignement, sans liaison, sans appui, sans renfort possible, sans logistique. Ces principes nous ont servis de guide permanent.

Après tant d'années de combats statiques, nous avons retrouvé la possibilité de manœuvrer sur de grands espaces, d'effectuer des raids blindés, de faire preuve d'audace et d'imagination à tous les niveaux pour chercher et détruire l'ennemi, éviter d'attendre ses réactions et donc subir son tempo. Nous sommes allés chercher cet ennemi dans ses zones refuges mais nous avons également su réagir dans l'urgence à ses incursions régulières en zone urbaine, à Gao ou Tombouctou. Le Tigre, le VBCI, le CAESAR ont fait la différence et ont épargné la vie de nos soldats. Pour autant, nous n'avons pas tout misé sur la technologie. Renseignées principalement par les propres moyens de renseignement tactiques de la Brigade, les unités sont allées localiser les terroristes au fond des oueds, dans la région de Gao et dans l'Adrar, au contact, en véhicule ou à pied, en les surprenant par la manœuvre et en les détruisant par le feu. Nos actions étaient combinées quotidiennement et utilement avec celles de nos alliés tchadiens. Je tiens à leur rendre hommage ainsi qu'aux soldats maliens qui sont montés au feu dans les combats de Gao. Les soldats africains ont commencé à prendre le relais durant le premier mandat, à Tombouctou et Ménaka. Enfin, les capacités n'existent que par les hommes qui les servent. Les forces terrestres font la guerre depuis vingt ans. Des crises ininterrompues ont forgé nos PC, aguerri nos unités. Bien formé en école,

bien entraîné en centre et en garnison, le soldat français est un soldat courageux qui n'a pas peur du feu. La préparation opérationnelle constitue notre meilleure garantie voire notre assurance vie au même titre que les équipements.

Tout a été dit sur la logistique. Elle s'est révélée tendue à l'extrême. Réduite au début au strict minimum, elle s'est appuyée sur les ressources des unités. La rapidité de la manœuvre, les élongations et la dureté du climat comme du terrain nous ont contraints à faire des choix. Le soutien de l'homme s'est avéré très sommaire. Pour avancer et combattre, sans perdre inutilement des hommes, aucune impasse n'a en revanche été faite sur le soutien santé. Je tiens ici à saluer le professionnalisme de nos médecins. Le maillage des postes santé et des moyens d'évacuation était ainsi pensé avant chaque opération. Nous n'avons perdu aucun homme arrivé sur ces antennes chirurgicales. L'eau (10 litres par jour et par homme), le carburant, les pièces détachées et les munitions constituaient mes priorités quotidiennes. Les unités de maintenance terrestres et aéromobiles, les unités du bataillon logistique ont suivi le rythme des unités, au contact, changeant des moteurs de nuit, les approvisionnant sur les bases principales et secondaires. Nous sommes parvenus à cela grâce à nos hommes, rustiques, guidés par la volonté de victoire et qui excellent dans leur métier.

Au cours de cette campagne, la Brigade a imposé son rythme à l'adversaire par des actions continues et simultanées, par des manœuvres lointaines, toujours inter-armées et interarmes. L'application méthodique des principes tactiques nous a guidés et nous a évité les prises de risque inconsidéré, sans pour autant brider l'imagination et la surprise. Cette opération n'a pas été remportée par des génies militaires mais par des chefs et des états-majors qui ont respecté la doctrine d'emploi des forces aéroterrestres, les principes tactiques élémentaires et des règles de fonctionnement simples et adaptées à la situation, en favorisant la manœuvre appuyée par le feu, l'audace et l'imagination. Cette victoire, nous l'avons également remportée grâce aux chefs qui ont développé une culture de la prise de risque « judicieuse » et parce que nous avons combattu dans un climat de confiance permanente. Les unités de tous horizons ont fait preuve d'un grand professionnalisme. La mise en place de bonnes capacités, au bon endroit et au bon moment, les équipements servis par des unités entraînées et motivées, tout cela a concouru à notre succès.

Nous avons tout simplement appliqué ce que nous avons appris et ce que nous nous sommes entraînés à faire durant de nombreuses années. J'ai eu la chance de commander des hommes exceptionnels et, pour reprendre les termes du général de Monsabert[1] qui disait *« Si le 4e RTT a pris Belvédère, c'est que la France était derrière lui »*, je peux dire que si la Brigade *Serval* a libéré le Mali, c'est aussi parce que la France était derrière elle. Le soutien des élus et du pouvoir exécutif en témoigne.

J.R. DRAHI © armée de Terre

Opération *SERVAL* au Mali. Des mécaniciens du Régiment d'infanterie chars de marine (RICM) effectuent de nuit une dépose moteur d'AMX 10 RC sur le camp de l'aéroport de Gao.

Operation SERVAL in Mali. Mechanics from the marine infantry tank battalion (RICM) deliver an AMX 10 RC engine to the camp at Gao airport by night.

1 Notes de Guerre, Général de Montsabert, Editions Jean Curutchet. Le général de Monsabert a contribué à la libération de l'Italie en 1943 et de la Provence en 1944.

La coordination forces conventionnelles – forces spéciales

Général Didier BROUSSE,
sous-chef opérations aéroterrestre de l'État-major de l'armée de Terre, ancien commandant de la Brigade des forces spéciales Terre

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Les forces spéciales constituent un sujet particulièrement sensible. Je n'entrerai pas dans le détail des opérations qui doivent, par nature, rester confidentielles. J'en citerai certaines qui me semblent emblématiques de cette relation entre les forces spéciales et les forces conventionnelles, tout en restant volontairement générique. Je me présente devant vous comme sous-chef opérations de l'État-major de l'armée de Terre, évoquant la manœuvre aéroterrestre dans un colloque de l'armée de Terre. Pour autant, les opérations spéciales sont par essence interarmées, placées sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées, planifiées et conduites par le Commandement des opérations spéciales, lui-même organisme interarmées. Je requiers donc l'indulgence de mes camarades des autres armées pour le prisme terro-terrestre qui sera le mien lors de cette intervention.

Dans mes responsabilités précédentes à la tête de la Brigade des forces spéciales Terre, j'évoquais régulièrement ce que j'avais improprement baptisé le « syndrome Rumsfeld[1] » ou cette propension à voir dans les forces spéciales la solution miracle à tous les défis opérationnels rencontrés par les Nations modernes. Nous savons aujourd'hui au travers de l'expérience américaine et de nos engagements que la solution réside dans la complémentarité de nos forces. Preuve en est l'opération *Serval* où forces spéciales et conventionnelles ont partagé le même théâtre, concourant à un objectif stratégique commun mais agissant dans un référentiel de mission et de partenariat souvent différent. Cette campagne témoigne également de l'importance que revêtent aujourd'hui les forces spéciales dans le traitement des crises et a sans doute établi un nouveau paradigme en la matière.

Pourtant, ce sujet de la coordination entre les forces spéciales et conventionnelles n'est pas nouveau, tant dans la réalité des opérations que sur le plan doctrinal, puisque pendant longtemps les opérations spéciales ont été classées en deux catégories, les opérations autonomes et les opérations adaptées se déroulant dans un environnement conventionnel, montrant bien l'importance de cette problématique. J'en veux pour preuve les nombreux engagements de notre histoire militaire récente, qui ont vu la combinaison de ces deux types de forces. Dans les Balkans, les forces spéciales se sont concentrées sur la recherche des criminels de guerre dans des pays en cours de stabilisation par nos forces. Dans les micro-conflits africains, nos forces spéciales ont offert des capacités de réaction et des moyens complémentaires aux forces conventionnelles pour la sauvegarde de nos ressortissants mais aussi des actions multiformes allant du conseil et de la

1 Tout technologique, tout force spéciale.

formation de troupes étrangères jusqu'à l'action coercitive. Ce fut le cas en République démocratique du Congo lors de l'opération *Artémis* ou plus récemment en République de Côte d'Ivoire. Encore plus proche de nous, l'Afghanistan a représenté un véritable laboratoire de cette relation, explorant des voies d'intégration au plus petit niveau de capacités rares au sein de nos armées – module de guerre électronique, moyens du Génie, détachement de cynotechnie. Cette riche période opérationnelle, même si elle a souvent tiré les forces spéciales vers le niveau tactique, peut-être au détriment de l'emploi stratégique, a donné lieu à une publication interarmées particulière, la PIA 3.5, traitant spécifiquement des actions conjointes forces terrestres/forces spéciales.

Les mieux informés observeront assez logiquement que cette intégration de moyens *ad hoc* ne représente que la mise en œuvre de la conception originelle du Commandement des opérations spéciales (COS) de 1992, un COS dimensionné au plus juste, sur son cœur de métier commando, mais pouvant agréger des moyens complémentaires des armées autant que de besoin. Dans ce contexte, la nécessaire coordination avec les forces conventionnelles est bien inscrite dans les gènes des forces spéciales.

L'opération *Serval* est devenue un nouveau paradigme de cette relation souvent complexe. Elle a vu se jouer tous les cas de figure d'engagement des forces spéciales. Les opérations autonomes en début de campagne ont permis, avec l'appui de frappes aériennes dans la profondeur, de bloquer la progression djihadiste vers Bamako. Elles ont été durement payées par la mort au combat du commandant Damien Boiteux, chef de bord expérimenté du 4e Régiment d'hélicoptères des forces spéciales. Nos hommes bénéficiaient surtout du retour d'expérience de plusieurs années de déploiement à Sévaré et de la cohérence d'un détachement aux capacités opérationnelles très larges, autorisant des modes d'action très diversifiés. C'est cette agilité et le bénéfice de moyens aériens et hélicoptères dédiés qui leur ont permis de se réengager très rapidement vers le Nord et de conquérir Gao, Kidal et Tessalit.

Au fil de la montée française vers le Nord, ces opérations spéciales sont devenues de moins en moins autonomes et de plus en plus adaptées aux forces conventionnelles, pour différentes raisons. La première réside dans la bascule de commandement progressive d'un niveau stratégique parisien, privilégiant le contrôle direct des forces spéciales, au profit du niveau opératif, conduisant à une meilleure coordination et intégration locale du COS. La deuxième raison repose sur la logique de moyens. Eu égard au faible nombre d'opérateurs présents et face aux nombreuses missions placées sous leur responsabilité, l'appel aux forces conventionnelles comme complément capacitaire s'est rapidement imposé, d'autant plus quand ces moyens n'existaient pas au sein des unités spéciales des trois armées. Je pense notamment aux moyens aéro-largables de remise en état des pistes d'aviation du 17e Régiment du génie parachutiste ou aux unités de combat comme la compagnie du 1er Régiment de chasseurs parachutistes qui a sécurisé les emprises stratégiques pour le COS. Il en est de même des hélicoptères de l'ALAT et des moyens logistiques qui ont assuré l'appui et le soutien des opérations sociales. Rappelons qu'encore aujourd'hui 70 % des flux logistiques partant de Gao vers le Nord le sont au profit des forces spéciales.

L'opération *Serval* a également mis en exergue, au niveau opératif et tactique, des complémentarités dans l'acquisition et l'exploitation du renseignement. L'information utile est souvent de nature différente entre forces spéciales et forces conventionnelles. Le renseignement « FS » s'apparentant plus à du ciblage diverge sensiblement des préoccupations tactiques d'une force bien plus liée aux réalités physiques et humaines des zones de parcours et de déploiement ainsi qu'à la nature de son ennemi direct. Ce renseignement très particulier, généralement à fin d'action, ne recouvre donc que partiellement les besoins des forces conventionnelles. Le partage d'information entre les forces spéciales françaises et leurs homologues étrangers présente également une incidence directe. En effet, de par son appartenance à une « communauté forces spéciales » et sa capacité à gérer des informations stratégiques et sensibles pour la sécurité des opérations, le COS participe généralement aux plates-formes de partage du renseignement avec nos principaux alliés et services, en restreignant d'autant l'accès aux extérieurs de ce cercle pour des raisons légitimes de fiabilisation des partenariats.

Progressivement, forces spéciales et conventionnelles ont été amenées à travailler plus étroitement ensemble. Pour autant, les missions autonomes perdurent, liées à la recherche des cibles à haute valeur mais aussi aux reconnaissances profondes dans les intervalles du dispositif de la force *Serval*. Ainsi, l'opération *Taoudéni* révélée par l'État-major des armées en avril dernier a

conduit un détachement mixte héliporté et motorisé de forces spéciales aux confins septentrionaux du Mali. Il s'agit néanmoins de cas de figure de plus en plus rares. Le quotidien de nos forces est aujourd'hui marqué par une coordination bien plus ténue qui se manifeste de différentes manières. Muni de points GPS fournis par les forces spéciales, le Groupement tactique interarmes (GTIA) Désert s'engage dans une zone d'intérêt particulière et, faisant bouger l'adversaire, le dévoile aux forces spéciales qui traitent ensuite ces nouveaux objectifs décelés. A contrario, à l'issue d'une action ciblée des forces spéciales dans une zone donnée, les forces conventionnelles peuvent assurer le « service après-vente », occuper le terrain et recueillir auprès de la population l'évaluation de cette action pour en exploiter le renseignement.

Au-delà de ces opérations complémentaires de double lame qui évitent la superposition des moyens, le laboratoire *Serval* génère aujourd'hui bien plus de synergies que par le passé. Au simple prêt de matériels entre les deux entités se substituent de plus en plus des renforcements capacitaires ponctuels. Hier, le groupement aéromobile prêtait l'un de ses Tigre au détachement Sabre pour des raisons de disponibilité technique. Aujourd'hui, c'est l'un des modules du groupement aéromobile qui peut, ponctuellement, assurer l'appui des forces spéciales. Tel fut le cas de l'opération qui, en octobre dernier, a permis la neutralisation de groupes armés terroristes au Nord de Tombouctou. L'engagement de moyens conventionnels encapsulés au sein même de l'opération de forces spéciales, sous la forme d'actions de couverture, *d'encagement*, de sécurisation voire de contrôle d'objectifs intermédiaires, favorise en outre la concentration des efforts des forces spéciales. Il en fut ainsi au cours de l'opération *Dragon* menée à la fin du mois de septembre. Dans cette complexité, l'opération *Serval* fut le catalyseur d'une double évolution, celle d'une relation à sens unique vers une relation plus équilibrée et celle d'une simple juxtaposition des actions vers la complémentarité de celles-ci.

Au moment où l'on affirme que les forces spéciales représentent un facteur normatif de la puissance militaire, il convient de créer les conditions optimales de leur engagement. La qualité de leurs relations avec les forces conventionnelles constitue un élément déterminant qui doit se traduire *in fine* par la réussite opérationnelle ensemble sur le terrain. Elle s'avère néanmoins indissociable d'un certain nombre de conditions en amont. La première tient à la communauté d'intérêts qui lie les forces spéciales à leur armée d'appartenance. Elles en retirent leur compétence de milieu et en partagent le fond culturel. Qui mieux qu'un opérateur des forces spéciales de l'armée de Terre peut traiter et s'intégrer dans un environnement à dominante aéroterrestre ? Ceci est bien sûr transposable aux autres composantes Marine et Air. Ce partage culturel, acquis dans une première vie militaire, dans les mêmes écoles voire les mêmes unités, demeure pour moi le premier facteur de succès.

G.GESQUIERE © armée de Terre

« Les hélicoptères de l'armée de Terre constituent un trait d'union naturel entre les différents éléments déployés en opération ».

"Army helicopters are the natural link between the different elements deployed in operations".

La deuxième condition tient à l'interopérabilité technique entre forces spéciales et forces conventionnelles. Dans les faits, chaque armée abonde sa composante spéciale des équipements majeurs nécessaires à son engagement dans son milieu spécifique. Il s'agit principalement pour l'armée de Terre des hélicoptères, des vecteurs de mobilité terrestre, des moyens de commandement et des systèmes d'information. Ces matériels, généralement proches de ceux qui équipent les unités conventionnelles, constituent donc le trait d'union naturel entre les différents éléments déployés en opération. Pour autant, le Commandement des opérations spéciales a besoin d'harmoniser les équipements entre les composantes et d'y ajouter de la cohérence opérationnelle. Ce rôle de fédérateur du COS dans le domaine des équipements devient donc primordial pour étendre cette interopérabilité à l'ensemble de ses détachements.

Enfin, s'engager ensemble de manière fluide sur le terrain nécessite au préalable de s'entraîner ensemble. Il ne s'agit donc plus simplement de prendre au dernier moment, sous contrôle opérationnel, telle ou telle capacité des forces conventionnelles mais bien de préparer et acculturer celles-ci en amont pour augmenter d'emblée l'efficacité sur le terrain. L'enjeu de cette thématique se révèle bien plus large qu'une simple question de préparation opérationnelle ; il touche à la problématique du renforcement capacitaire des forces spéciales et à l'équilibre fragile entre leur cœur de métier et le partage de capacités rares, nécessaires également aux forces conventionnelles. C'est notamment le cas de l'aérocombat, de l'appui à la guerre électronique ou NRBC ainsi que de bien d'autres modules démultiplicateurs d'efficacité. Dans ce cadre, les études actuelles sur le renforcement des forces spéciales, décidées par le Livre blanc et la Loi de programmation militaire, me semblent déterminantes pour fixer le niveau de coordination et sa qualité au regard des nouveaux partenariats en cours de création avec les forces conventionnelles. Il en va de notre capacité à intégrer dans le processus d'adaptation de la force opérationnelle terrestre la souplesse, la modularité et l'inventivité qui caractérisent les forces spéciales.

Témoignage d'un chef de corps engagé dans l'opération *Serval*

Colonel François-Marie GOUGEON, auditeur au Centre des hautes études militaires (CHEM), ancien chef de corps du 1er Régiment d'infanterie de Marine et commandant du Groupement tactique interarmes n° 3 lors de l'opération *Serval*

Z.BONCOURRE © armée de Terre

J'ai commandé le 1er Régiment d'infanterie de marine (1er RIMa) de juillet 2011 à juillet 2013 et participé à l'opération *Serval* comme commandant du Groupement tactique interarmes (GTIA) n° 3 de début février à fin avril 2013. Cette phase a correspondu à la reconquête du Nord du territoire malien, de la boucle du Niger jusqu'à la frontière algérienne, ainsi qu'à la destruction des groupes terroristes dans les zones refuges, en particulier dans l'Adrar des Ifoghas. Je vous livrerai un aperçu de la réalité de cette opération et des facteurs de succès tels que j'ai pu les observer de ma simple position de chef tactique sur le terrain, à un endroit et un moment donné de la manœuvre.

Le GTIA constitue une structure désormais classique en opération. Chaque régiment en métropole est articulé autour d'une spécialité. Le GTIA combine ces différentes spécialités sur un théâtre d'opérations en confiant un noyau clé à un régiment, qui fournit généralement les éléments de commandement et une spécialité combat, en y agrégeant autour des unités de différentes spécialités, en fonction des besoins opérationnels. Le GTIA n° 3 était composé d'un élément de commandement, d'un escadron AMX10RC et d'un échelon de soutien du 1er RIMa, complété par des éléments de combat, d'appui (une compagnie d'infanterie sur VAB du 2e RIMa, ultérieurement une compagnie d'infanterie sur VAB du 126e RI, une compagnie de combat du génie du 6e RG, un groupe d'artillerie à 2 pièces CAESAR et une section d'appui mortier 120 mm du 11e RAMa) pour la plupart issus du Guépard. À ces éléments classiques s'ajoutaient des renforts moins traditionnels pour accroître les capacités de soutien et de commandement, renforcer notre autonomie et notre mobilité tactique sur le terrain : des transmissions satellitaires, des camions-citernes, des drones DRAC, des moyens d'écoute et d'interception et une équipe de l'armée de l'Air pour assurer le dialogue avec l'ensemble des aéronefs de la zone et mener des actions aéroterrestres.

Au total, ce GTIA n° 3, fort de 250 véhicules et de 830 hommes a constitué une « colonne blindée nomade » qui a agi durant trois mois. Cet ensemble se révélait par nature hétérogène, comme il l'est en métropole puisque chacun s'entraîne dans sa spécialité. L'efficacité opérationnelle d'un tel outil réside dans l'intégration interarmes, c'est-à-dire la capacité de chaque composante à agir dans un but commun avec les autres. Lorsque j'étais capitaine, cette intégration interarmes s'opérait au niveau du chef de corps. Voilà quelques années, elle se réalisait au niveau du capitaine. Elle intervient aujourd'hui au niveau du lieutenant voire plus bas. Nos lieutenants et nos capitaines disposent désormais d'un éventail de capacités et doivent savoir en combiner les effets, ce qui suppose un bon niveau de maîtrise interarmes.

Cet ensemble repose ainsi avant tout sur les hommes et sur la qualité de leur préparation opérationnelle, réalisée au quotidien dans les régiments et de manière interarmes dans les centres d'entraînement, deux éléments indispensables à l'efficacité d'un outil comme

celui-ci. L'objectif vise bien à combattre comme l'on s'entraîne. D'ailleurs, si la quasi-totalité des unités de ce GTIA était d'alerte Guépard et avait donc achevé un cycle opérationnel normal de l'armée de Terre, aucune n'avait suivi une préparation opérationnelle spécifique à l'engagement au Mali, comme cela avait pu être le cas pour l'Afghanistan. Toutes ces unités se sont remarquablement comportées. J'y vois le signe d'une véritable maturité opérationnelle de la préparation et de l'intégration interarmes. Cet aspect est entretenu grâce aux opérations et à un système d'entraînement performant. Il reste néanmoins fragile car la rotation et l'évaporation progressive du personnel engendrent une perte rapide de ce savoir-faire.

J'évoquerai brièvement les opérations menées par le GTIA n° 3. En dehors de quelques pistes, le Mali ne possède pas d'infrastructures routières. Après une projection par avion fin janvier, une première phase de trois semaines s'est ouverte pour conquérir des points d'appui, la plate-forme aéroportuaire de Gao et celle de Tessalit, par une succession de deux raids blindés de 500 kilomètres, en moins de 36 heures pour le premier et moins de 30 heures pour le second, la plupart du temps hors des pistes balisées, parfois en tout-terrain et en grande partie de nuit, pour surprendre l'ennemi. Nous avons ensuite effectué une reconnaissance Nord-Sud de la transsaharienne, qui allait devenir un axe logistique très important entre Gao et Tessalit, en moins de trois jours. Ces séquences ont été à chaque fois assez courtes, très mobiles et intenses. Le 20 février, nous sommes repartis de Gao vers la zone de l'Adrar des Ifoghas à la suite de la détection d'indices de présence ennemie, afin de participer à la réduction de ce sanctuaire.

À cette première phase a succédé une deuxième tout aussi dynamique, sur des distances moins importantes, centrée sur l'Adrar des Ifoghas, un massif montagneux de 80 kilomètres par 40, présentant une élévation de 50 à 100 mètres et comprenant très peu de couloirs de mobilité. Cette phase s'est étendue sur six semaines, du 20 février à début avril. Elle a consisté, pour mon GTIA, en une succession de reconnaissances des différentes vallées de l'Adrar des Ifoghas et des zones où pouvaient être stationnés les groupes terroristes. Le GTIA n° 3 a d'abord participé à la conquête de la vallée d'Ametetaï en progressant d'Ouest en Est (le GTIA TAP agissant à pied du Nord au Sud et le bataillon tchadien avançant d'Est en Ouest de l'autre côté du massif) avant de mener une série de reconnaissances successives des vallées de l'Adrar, du Nord vers le Sud et, simultanément, des raids d'une portée de 200 à 500 kilomètres jusqu'à la frontière, jusqu'à son désengagement fin avril.

Durant ces six semaines, le GTIA a mené dix opérations majeures, agissant en continu. Hormis une courte pause technique de 48 heures à Tessalit pour profiter de l'arrivée de pièces détachées et remettre en condition les véhicules, le GTIA est resté en zone d'opérations, à proximité ou au contact direct de l'ennemi, sans retour à la base, sans pause technique, sans remise en condition. Chaque véhicule a, en moyenne, parcouru entre 2 500 et 5 000 kilomètres en tout-terrain, hors route, hors-piste, sur un terrain extrêmement accidenté, rocailleux, abrasif, qui a largement éprouvé son potentiel. Nous avons connu, tous les jours durant six semaines, des conditions d'engagement dures en raison d'abord des températures (de 60 à 65 °C sur les lignes de crête). Les fantassins portaient 30 à 50 kg sur le dos, sur des élévations de 50 à 100 mètres. Il fallait des hommes préparés, entraînés et sélectionnés pour tenir cette exigence dans la durée, sur un terrain qui donnait l'impression de se réveiller chaque

Source : infographie parue dans la revue Armée d'aujourd'hui n° 379, AVRIL 2013

matin sur la Lune, face à un ennemi déterminé à se battre jusqu'à la mort et à causer le maximum de pertes.

Comme mes camarades des autres GTIA, j'ai fait le choix d'utiliser au maximum mes atouts : la puissance de feu et les capacités de détection pour repérer et détruire l'ennemi avant d'arriver à portée de ses armes. En conséquence, les engagements ont eu lieu à toutes les distances, de quelques mètres à plusieurs dizaines de kilomètres. Nous avons utilisé toutes les armes et tous les moyens alloués, profitant de la décentralisation qui m'avait été conférée par mes chefs dans le choix des armements. Ces engagements, durs, brutaux, menés de jour comme de nuit, ont également sollicité à un degré élevé la résistance physique et morale des hommes.

Toutes les composantes présentes au sein du GTIA se sont révélées indispensables à son action :

- les fantassins pour conquérir le terrain ;
- les blindés pour se déplacer rapidement d'un point à un autre et traiter en tir direct les objectifs à longue distance ;
- l'artillerie pour traiter les objectifs dans ma zone, détruire à distance en participant aux actions de ciblage (25 kilomètres pour le CAESAR), appuyer les GTIA voisins parachutistes et Tchadiens et, compte tenu de la précision, de la rapidité de mise en œuvre et de l'efficacité du CAESAR, détruire des objectifs localisés par des moyens ISR aériens ;
- le génie pour contrer les IED et les mines qui ont détruit, pour mon GTIA, un VBL et deux 10 RC ;
- les moyens logistiques et santé indispensables pour entretenir la mobilité d'un bataillon blindé riche en véhicules tout en traitant ou en évacuant les blessés.

Tous ces moyens ont été indispensables et l'absence de n'importe lequel aurait sévèrement affecté notre capacité à remplir la mission. Malgré des combats d'intensité comparable, cet engagement prolongé de six semaines s'est avéré plus dur que l'Afghanistan car ses conditions d'engagement et sa durée ont fortement sollicité la résistance des hommes comme des matériels.
Les facteurs de succès de l'opération ont été évoqués par mes prédécesseurs. Je les rappellerai brièvement sans m'en attribuer une quelconque exclusivité : le succès tactique a été partagé par tous les acteurs et chacun a apporté une part du résultat final.

Premier facteur clé : la complémentarité des capacités des GTIA. La particularité d'un bataillon blindé mobile, sur ce type de théâtre, face à ce type d'ennemi est d'être le seul à pouvoir projeter rapidement à n'importe quel point de la zone d'action un volume de force et une puissance de feu capables d'emporter la décision face à tout ennemi, même bien préparé, d'imposer son rythme à l'adversaire et de détruire ses capacités de combat, tout en tenant chaque fois que nécessaire le terrain dans la durée et en garantissant une bonne protection des combattants.

Arnaud ROINE © ECPAD

« Utilisation de la puissance de feu et des capacités de détection pour repérer et détruire l'ennemi avant d'arriver à portée de ses armes ».
"Using firepower and detection capabilities to locate and destroy the enemy before entering the reach of his weapons".

Deuxième facteur clé, les efforts réalisés depuis plusieurs années sur l'aguerrissement ont payé. La capacité à durer et à endurer des conditions extrêmement rudimentaires garantit la force morale des unités, la cohésion collective et la force morale des individus. Cet effort de longue durée a été réalisé sur les théâtres d'opérations où nos hommes ont servi ces dernières années, mais également lors des projections, des missions dans les forces pré-positionnées, lors des séjours en centres nationaux et jusque dans les régiments où la qualité de l'entraînement a très significativement progressé en quelques années. Il s'agit d'un effort complet et durable mais qui paie. L'effort sur la formation des cadres a également payé. Dans ce type d'environnement, face à ce type d'ennemi, il faut des chefs capables à la fois de jugement, d'initiative, de force morale et de *leadership* dans toutes les situations.

Dernier facteur, la qualité des équipements et leur rusticité alliée à de la haute technologie ont permis de conserver un rythme élevé de la manœuvre sans rencontrer d'obstacle technique majeur, tout en offrant un large éventail de solutions tactiques.

Un regret et une inquiétude. Nous aurions pu nous montrer encore plus efficaces si l'interopérabilité de nos systèmes d'information avait permis d'accélérer la boucle de décision. Ce progrès est en cours de réalisation. Nous sommes parvenus à une bonne maîtrise de la numérisation à chaque niveau tactique (peloton, compagnie, GTIA) et la culture de ces outils est désormais répandue dans toutes les unités, mais l'intégration verticale de ces différents niveaux pour en faire un système de commandement véritablement cohérent et efficace se heurte encore à l'incompatibilité de différents systèmes qui ne parviennent pas à communiquer entre eux. Nous sommes en passe de franchir cette étape technologique indispensable.
Une inquiétude : certains des matériels majeurs que nous avons utilisés sont quasiment « à bout de souffle » (VAB, AMX10RC) et leurs performances atteignent un niveau parfois préoccupant qui rend leur remplacement indispensable pour continuer d'opérer dans des engagements de ce niveau d'exigence.

G.GESQUIERE © armée de Terre

« La capacité à durer et à endurer des conditions extrêmement rudimentaires garantit la force morale des unités, la cohésion collective et la force morale des individus ».

"The ability to withstand and endure extremely rudimentary conditions maintains force morale, group cohesion and the positive spirit of each soldier".

Z.BONCOURRE © armée de Terre

De la salle

Le chef d'État-major des armées évoquait le fait que cet engagement s'était accompagné de prises de risque et d'intervalles. Quels ont-ils été pour l'armée de Terre ?

Général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée, commandant les forces terrestres

Je pense que le général de Saint-Quentin, qui commandait l'opération au niveau du théâtre, pourrait répondre mieux que moi. Cependant, j'ai été frappé par la fulgurance et ses conséquences. Lorsque nous sommes partis de Bamako pour remonter vers la boucle du Niger, il me semble que le GTIA Nord s'est retrouvé étiré sur une élongation de près de 500 kilomètres quand les livres de doctrine y auraient placé une division voire un corps d'armée. Je pense néanmoins que les chefs ont cherché sans cesse à diminuer cette vulnérabilité logistique.

Général de division Grégoire de Saint-Quentin, commandant les opérations spéciales

La sauvegarde a constitué leur première réaction. Nous avons rapidement constaté qu'aucun ennemi ne pouvait submerger une section de VBCI et que nous pouvions étirer les dispositifs. Le véritable problème résidait dans le déséquilibre logistique. Comme nous souhaitions maintenir une pression sur l'adversaire pour l'empêcher de se réorganiser et tirer avantage de toute la surprise stratégique, nous avons mené de front une offensive et une opération d'entrée en premier avec la projection de 20 000 tonnes en moins de quatre semaines à Bamako et toute la réorganisation que cela nécessite, la logistique n'ayant pas la priorité sur les moyens tactiques. Nous avons cherché en permanence à trouver un équilibre. Pour les combats préparant la deuxième phase, nous avons spécifié la force en fonction de nos capacités logistiques de soutien. 1 800 hommes à Tessalit ou dans les Adrar, à 1 800 kilomètres de Bamako, exigent 20 tonnes d'eau par jour. Il nous fallait 7 jours pour assurer la boucle logistique depuis Bamako, aéroport d'arrivée des moyens stratégiques et 3 heures de plus en avion de transport tactique pour assurer le transport de la logistique. C'est sur cet élément que nous avons joué dans la première phase.

Général Bernard BARRERA, ancien commandant de la brigade *Serval*

Tous les convois logistiques qui partaient dans le désert de Gao et sur Tessalit avec 50-60 véhicules constituaient un risque. Même si des hélicoptères assuraient un appui, nous aurions pu subir des attaques. Nous avons veillé en permanence à l'équilibre dans le combat. Dans la région de Gao, des unités VBCI engagées sur des grands espaces pour des raids blindés ont été attaquées autour du PC et du TC2. Les combats ont duré pendant 8 heures, commençant à 800 mètres et se terminant au pistolet à 10 mètres. Nous avons essuyé des combats très violents dans cette région et nous aurions pu subir des pertes humaines importantes. C'est la raison pour laquelle nous placions en permanence un rapport de force favorable. Des hélicoptères et des CAESAR restaient à proximité et ont pu écraser l'ennemi au plus près. Les principes que nous avons évoqués sur les appuis revêtent ici toute leur importance.

Général de corps d'armée Bertrand CLÉMENT-BOLLÉE, commandant les forces terrestres

Lors du coup d'arrêt initial dans la région de Sévaré, une trentaine d'opérateurs, bénéficiant des appuis de l'armée de l'Air dans la profondeur, ont bloqué durant une semaine l'avancée des djihadistes aux côtés de l'armée malienne. Ces opérations ont constitué une prise de risque relativement importante.

De la salle

En tant que Malien, je rends hommage à la mémoire de ceux qui sont tombés pour défendre notre patrie et lutter contre l'obscurantisme. Dans cette conception, quelle place avez-vous donné à la population ? Vous interveniez en effet sur un terrain favorable. De Kona aux portes de Kidal, l'armée malienne est montée en avant pour la reconquête progressive. Le changement stratégique impliquant d'autres forces a-t-il joué dans la phase de conquête de l'Adrar des Ifoghas ?

Général Bernard BARRERA, ancien commandant de la brigade *Serval*

La population malienne s'est montrée très favorable à cette opération. Il ne s'agissait absolument pas d'une guerre religieuse. Des centaines de Maliens musulmans ont applaudi les soldats français pour la libération de ce pays. Les unités maliennes sont entrées en premier dans Tombouctou et dans les grandes villes de la boucle du Niger. Nous avons travaillé avec ces unités au quotidien. Nous tenions des réunions quotidiennement avec leur commandement pour se répartir les zones et les missions, dans une coopération allant en grandissant et qui va devenir de plus en plus importante maintenant que l'EUTM va former des bataillons.

Colonel BLAQUIERE, attaché de Défense près de l'Ambassade des Pays-Bas

Je tenais à vous remercier et vous féliciter pour votre action au Mali au nom de tous mes compatriotes néerlandais. Dans les écoles militaires, nous apprenons de longs processus de planification opérationnelle. Avez-vous pu planifier toutes les missions ? Comment avez-vous vécu la mise en pratique de la théorie en matière de planification ?

Général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée, commandant les forces terrestres

Au-delà de la planification opérationnelle, il existe une planification générale de l'emploi des forces terrestres régulièrement actualisée au niveau du CFT. Elle constitue l'agenda entre aujourd'hui et 2015-2016 voire 2017. Nous nous inscrivons dans un cycle de programmation régulièrement actualisée qui permet de connaître le positionnement de chacun dans la chaîne que j'évoquais et les théâtres sur lesquels les acteurs de cette planification sont engagés. Cela nous permet de réagir. Sans ce dispositif, nous aurions été dans l'incapacité d'assumer à la fois cette opération et tout le reste (*Pamir, Daman, Trident, Licorne, Harpie, etc.*).

Général Bernard BARRERA, ancien commandant de la brigade *Serval*

Au niveau tactique, la planification s'est opérée à partir des effets majeurs, des intentions, des ordres reçus du niveau opératif. Nous avons ensuite planifié les missions que nous devions mener, en fonction de l'ennemi, du terrain, des moyens, etc. J'étais chaque jour en discussion avec mon chef d'état-major qui échangeait avec ce niveau opératif. Pendant qu'une cellule conduisait les opérations, une autre réfléchissait aux opérations futures. Nous échangions sur une planification lissée jusqu'à un mois, avec une visibilité sur les capacités des GTIA. L'exercice s'est avéré complexe puisque ces GTIA ont eux-mêmes évolué, passant d'un seul en début d'opération à quatre puis de nouveau à un. Il fallait planifier les opérations en tenant compte du repli des GTIA au cours du premier mandat. Cette opération s'est révélée très complète et très fluide à tous les niveaux. Le système de Brigade m'a donné entière satisfaction.

Général de division Grégoire de Saint-Quentin, commandant les opérations spéciales

La planification constitue une matrice. La force des armées réside dans leur capacité à s'approprier un sujet à partir d'une planification et développer une réponse à une question en général complexe. La planification doit être appliquée. Elle s'est avérée utile. Nous avons été surpris par l'ampleur de la réponse que nous avons dû donner à cette opération. De nombreux ordres ont également été donnés en conduite, à partir d'une connaissance du théâtre et de l'adversaire depuis maintenant deux ou trois ans, qui nous a permis de construire quelque chose de façon assez rapide. Une fois le théâtre stabilisé, nous sommes entrés dans un cycle de planification beaucoup plus élaboré et répétitif.

Général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée, commandant les forces terrestres

Veillons dans ce genre d'opérations « hors normes » à ne pas être attirés dans un souci de réactivité par la rédaction d'ordres de conduite sur le capot de la jeep ! Il faut systématiquement s'attacher à entrer dans le cycle de planification. La raison en est simple : planifier c'est prévoir un scénario en toute connaissance de cause et imaginer les cas non conformes, et si nous n'agirons pas toujours exactement comme nous l'avons prévu, nous n'effectuerons jamais dans l'urgence ce que nous n'avons pas prévu.

Harold HYMAN, journaliste sur BFM TV

Avez-vous appréhendé le bilan qu'a tiré l'ennemi de l'opération *Serval* ?
S'est-il réorganisé ? Comment a-t-il interprété l'opération *Serval* ?

Général Bernard BARRERA, ancien commandant de la brigade *Serval*

L'ennemi ne s'attendait pas à ce que nous allions si loin sur le terrain et dans la destruction. Installé depuis dix ans, il n'imaginait pas qu'une armée de haute technologie puisse manier à la fois des modes d'action à l'ancienne et des matériels de haute technologie. Quant à son attitude à l'avenir, nous pouvons tout imaginer. Notre mission s'avérait claire. Il ne s'agissait pas de contenir mais de détruire. Nous avons tout entrepris pour cela. Je ne pense pas qu'il soit capable aujourd'hui d'agir de façon coordonnée comme avant l'opération. Pour autant, il continuera d'agir. Nous n'avons pas la prétention d'affirmer qu'il a été détruit.

Nicolas COURTIN, Agence française de développement

En termes de RETEX, disposez-vous d'une meilleure vue sur les tactiques de combat de ces groupes armés vis-à-vis des forces françaises engagées au Mali ?

Général de corps d'armée Bertrand CLÉMENT-BOLLÉE, commandant les forces terrestres

Pour répondre concrètement à votre question, la menace IED, très présente en Afghanistan, est apparue durant l'engagement *Serval*. En Afghanistan, nous avons rencontré une première génération d'IED. Au fil de l'opération, les IED ont évolué. Au Mali, instantanément, toute la panoplie de la technologie IED a été découverte sur l'ensemble du théâtre, démontrant l'adaptation réactive des djihadistes.

Général Bernard BARRERA, ancien Commandant de la Brigade *Serval*

Nous avons connu au Mali une sorte de *« Woodstock »* terroriste. Les djihadistes étaient parfaitement équipés, de la fabrication d'IED aux hôpitaux en passant par des garages de campagne et jusqu'aux centres de formation. Nous avons découvert ces éléments tant au Nord qu'au Sud. Il était temps de rendre le pays à l'État malien. Au Nord étaient installés des membres d'Al-Qaïda alors que le Sud était plutôt occupé par des organisations régionales. Les centres de formation étaient logés dans le Nord, dans une zone devenue incontrôlée. Nous avons découvert notamment plus de 200 tonnes de munitions.

Allocution de M. Claude BARTOLONE, Président de l'Assemblée nationale

Z.BONCOURRE ©armée de Terre

Madame la Présidente de la Commission de la défense,
Madam Chair of the Defense Committee,
Ms. Patricia Adam,
Mesdames et Messieurs les députés,
Members of the National Assembly
Mon Général,
General,
Mesdames, Messieurs,
Ladies and Gentlemen,

C'est avec plaisir que je participe cette année encore au colloque annuel de doctrine de l'armée de Terre mis en œuvre par le Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF) et la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) dont je salue le professionnalisme.

L'année dernière, vous aviez échangé sur l'action de l'armée de Terre pour la sauvegarde des populations. Dès son début, l'année 2013 a été marquée au Mali par la sauvegarde des populations, de l'État malien et la sécurité de toute la zone sahélienne.

Il était donc naturel que vos travaux portent sur ce retour d'expérience, sachant que vos analyses restent un sujet d'actualité puisque l'opération au Mali prend aujourd'hui une autre forme et que nous allons, sous mandat de l'ONU, participer à la sauvegarde de l'État centrafricain qui est menacé dans son existence même. C'est dire si la manœuvre aéroterrestre dans la profondeur est un sujet d'actualité permanente.

L'opération *Serval* a été déclenchée sur le terrain quelques heures après qu'à Paris le Président de la République a pris sa décision. Disons-le clairement, il n'y a pas une demi-douzaine de pays dans le monde capable de réaliser une telle opération. Certes, nous avons eu besoin d'aide logistique et de la coopération de renseignement de nos alliés, mais cela ne peut estomper ni le courage de la France, ni la performance de nos armées et principalement de l'armée de Terre.

It is my pleasure to participate again this year in the annual Army doctrine conference organized by the Forces Employment Doctrine Center (CDEF) and the European Strategic Intelligence Agency (*Compagnie européenne d'intelligence stratégique: CEIS*) whom I would like to congratulate for their professionalism.
Last year, you exchanged views on the Army's activities concerning population protection. 2013 began with population protection in Mali, the safeguard of the Malian State and the securing of the entire Sahel area.

It was therefore a natural transition to look at the Lessons Learned from those activities, as those analyses remain relevant, with the operations in Mali now assuming a different shape. Moreover, France, under UN mandate, will contribute to the safeguard of the Central African Republic State, whose very existence is being threatened. This is clear evidence that the deep air-land maneuver continues to be a topical subject.

Operation *Serval* was launched in the field a few hours after the French President made his decision in Paris. Let's be frank: there are fewer than half a dozen countries in the world capable of carrying out such an operation. It is true that we needed logistical assistance and cooperation from our allies in terms of intelligence, but this cannot detract from French courageousness or from the achievement of our armed forces, in particular of the French Army.

I had the opportunity to travel to Gao a few days after its liberation, and I was able to see the achievements, both technical and physical, of our troops. I was shown the technical communications, detection and projection system, which corresponded perfectly to our needs. I was given details about the remarkable accomplishments of our logisticians who have to transport across the desert the equipment, POL and above all the thousands of liters of water – a crucial element – which a permanent convoy of tankers brought to our soldiers. But I was above all impressed by the stories recounted by these men, who told me that in the end, the deciding moments occurred within a few yards from their opponents; close enough to look them directly in the eye.

This is the quintessential nature of the Army. Neither sea battles nor air combat, and even less cyber warfare, bring men and their weapons face to face with their adversaries. Not that the others are less brave; the first *Serval* killed in action was a helicopter pilot, but ground combat operations are unique; they are direct, physical actions, in a word they are human. This is what I have in mind, General, when paying tribute to your soldiers.

Today this phase of Operation *Serval* has been completed, the phase that restored the sovereignty of the Malian state. Presidential and parliamentary elections have been organized with a satisfactory degree of freedom. Progress is being made despite the difficult dialogue necessary to organize the State authorities and find a fine balance between the local powers.

Now we need to support the African peacekeeping troops in their combat against terrorist attacks which, although often are merely symbolic, can generate anxiety among the people.

This mission, even if it is of a different nature to *Serval,* is also complex because it involves battling clandestine forces that use the element of surprise and often suicide attacks. Here again, the Army is playing a crucial and difficult role. How many armies in the world have failed in this type of operation? The key to success lies in the fact that terrorists should be cut off from the population. It is the image of our forces among the populace which will maintain the divide between jihadists and all the others.

O.DEBES©armée de Terre

« Le combat au sol est singulier, il est direct, physique, en un mot humain ».

"Combat on the ground is unique: it is direct, it is physical, it is human".

J'ai eu l'occasion d'aller à Gao quelques jours après sa libération et j'ai pu apprécier les performances à la fois techniques et physiques de nos hommes. On m'a présenté le dispositif technique de communication, de détection, de projection tout à fait pertinent ; on m'a décrit les extraordinaires prouesses de nos logisticiens qui doivent acheminer à travers le désert le matériel, les carburants et surtout ces milliers de litres d'eau si précieuse qu'une noria de citernes apportait à nos combattants. Mais j'ai été tout aussi impressionné par le récit de ces hommes qui me relataient qu'à la fin, les choses se terminaient à quelques mètres des combattants opposés ; qu'ils rencontraient le regard de leur adversaire.

C'est la spécificité fondamentale de l'armée de Terre. Ni la bataille navale, ni le combat aérien et a fortiori la cyberguerre ne mettent directement en présence les hommes et leurs armes. Ce n'est pas que les autres aient moins de courage ; le premier mort de *Serval* fut un pilote d'hélicoptère, mais le combat au sol est singulier, il est direct, physique, en un mot humain. C'est cela, mon général, que j'ai en tête quand je rends hommage à vos hommes.

Cette phase de l'opération *Serval* est aujourd'hui terminée. Elle était la phase de rétablissement de l'État malien dans sa souveraineté. Des élections présidentielles et législatives ont eu lieu dans des conditions de liberté satisfaisantes. Un dialogue difficile, mais qui progresse a lieu pour organiser l'État et les équilibres de pouvoirs locaux.

Il s'agit maintenant de soutenir les forces africaines de maintien de la paix contre les attaques terroristes qui, si elles sont souvent symboliques, peuvent créer un climat anxiogène dans la population. Cette action, différente dans sa nature que *Serval*, est également délicate puisque menée par des forces clandestines, utilisant la surprise et assumant souvent le suicide de leurs acteurs. Là encore l'armée de Terre joue un

rôle essentiel et difficile. Combien d'armées au monde ont-elles échoué dans ce type d'opérations ? La clef du succès réside dans le fait que les terroristes restent coupés de la population.
C'est la façon dont nos forces sont perçues par cette population qui maintiendra cette fracture entre les djihadistes et tous les autres. C'est certainement ce qui est le plus difficile, mais c'est à notre portée, nos forces reçoivent l'entraînement qui convient. En tout cas, au Mali, personne aujourd'hui ne voudrait revenir à la situation antérieure.

Vos travaux sur la coordination des forces conventionnelles et des forces spéciales, sur l'interaction des forces aériennes et terrestres, sur la coordination avec nos partenaires africains et européens sont d'une importance capitale. En effet, tout porte à penser que *Serval* et *Hydre* ne sont pas les dernières du genre, même si aucune opération ne ressemble jamais à la précédente.

Certes, les potentialités conflictuelles sont prévisibles, mais le moment, la forme et l'intensité du combat ne le sont pas. Ce n'est que par un entraînement où toutes les hypothèses sont systématiquement testées que la surprise est ramenée à son seuil minimum. En visitant, en septembre, les forces spéciales à Pau, je voyais à l'entraînement les mêmes hommes que j'ai revus deux mois plus tard au Mali, ils reproduisaient les gestes maintes fois répétés avec tant de précision que je me demande si, à Pau, ils ne pensaient pas déjà au Mali.

This is certainly the most difficult task, but it is within our reach; our forces are being given the right kind of training. In any case, nobody in Mali today would like a return to the previous situation.

Your work on the coordination of conventional forces and the special forces, on the interaction of air and land forces, and on coordination with our African and European partners, is of crucial importance. Everything suggests that the "*Serval*" and "*Hydre*" operations will not be the last of their kind, even if no operation is ever like the one before.

It is true that potential conflicts are predictable, but the time, their shape, and intensity of combat, are not. Surprise effects are reduced only through training that will test all assumptions in all cases. When I visited the special forces units in Pau last September, I could observe the training of the same men that I saw again in Mali two months later; they were repeating the same gestures that had been rehearsed many times with such accuracy that I wonder if, when in Pau, they were not already anticipating the operation in Mali.

H.GILLOT © armée de Terre

Université d'été de la Défense à Pau en 2013 : démonstration des savoir-faire d'un groupe du 3e RPIMa débarquant d'un Puma et appuyé par un Tigre.

Defense Summer Conference at Pau, south-west France, in 2013: skills demonstration of a group from the 3rd RPIMa disembarking from a Puma and supported by a Tigre.

Ladies and gentlemen, everyone can sense that in central Africa, which is entering the 21st century and is about to undergo huge sociological, cultural and geopolitical changes, pan-African forces will have to intervene in order to prevent slaughter and genocide. They will request assistance from the UN which in turn will often call on France, who will then of course call on its Army. Again geography will influence history. Let us only hope that Europe will become aware that here, its basic security interests are at stake, and that trying to escape our history would be disastrous; there is no question but that history would easily catch up on us, in uncontrollable conditions.

Last week in the National Assembly, while listening to its members discussing the military program bill, I could not help thinking that when I was a young member of Parliament in the 80's (I was thirty!), the defense budget accounted for 3% of the GDP, and there were 500,000 troops serving. All this is a thing of the past! Today the defense budget is 1.5% of the GDP, and we have less than 200,000 troops thanks to a remarkable revolution in technology performance and cost: one Rafale does the job of 6 or 7 Jaguars; one Leclerc MBT the job of 7 or 8 AMX 30B2s; nuclear submarines are so silent and stealthy that they can collide accidentally underwater; our satellites can detect very faint signs of activity from remote deserts in all weather; our missiles are accurate to a few inches, and without collateral damage achieve better results than dozens of conventional projectiles; above all, our soldiers are equipped with the "Félin" system and night-vision goggles, and consequently are 3 or 4 times as efficient as soldiers 10 years ago. What a long way we have come! There have been tremendous changes and revolutions in the environment and in our way of thinking.

We need well-equipped, well-trained, well-protected, well-informed soldiers, who can communicate within a joint organization system. All this determines the volume of our forces, and not the other way round. Sometimes, with the benefit of hindsight, it is quite interesting to remember past strategic debates. In the mid-thirties, some blamed Colonel de Gaulle for suggesting we reduce the number of horses in the French Army: he was "weakening our disposition". In fact, he was merely envisioning the preparation for the future large-scale tank battle. Today, we are again in an era when concepts should be re-examined.

General, I think it was a good thing that the first half of this conference was lessons-learned oriented, and the second future-oriented. This is exactly the right approach to take. I want you to know that here, at the National Assembly, there are Members of Parliament willing to help you in this task.
Thank you.

Mesdames et Messieurs, chacun pressent que dans une Afrique centrale qui change de siècle et qui s'apprête à vivre de gigantesques mutations sociologiques, culturelles, géopolitiques, les forces panafricaines auront à intervenir pour éviter massacres et génocides. Elles demanderont l'aide de l'ONU qui fera sans doute souvent appel à la France, qui elle-même utilisera naturellement son armée de Terre. La géographie va à nouveau diriger l'Histoire. Espérons simplement que l'Europe prenne conscience qu'il s'agit là de ses intérêts fondamentaux de sécurité et qu'il serait tragique que notre continent tente de sortir de l'Histoire ; à n'en pas douter celle-ci la rattraperait rapidement dans des conditions non maîtrisables.

La semaine dernière, à l'Assemblée nationale, en écoutant les orateurs qui discutaient de la Loi de programmation militaire, je ne pouvais m'empêcher de penser que quand j'étais jeune parlementaire, dans les années quatre-vingt, j'avais 30 ans, le budget de la Défense représentait plus de 3 % du PIB et il y avait 500 000 hommes sous les drapeaux. Autre monde ! Aujourd'hui, nous sommes à 1,5 % du PIB et il y a moins de 200 000 militaires avec une révolution de la performance et du coût des technologies tout à fait considérable : un Rafale fait le travail de 6 à 7 Jaguar, le Leclerc de 7 à 8 AMX 30B2, les sous-marins nucléaires sont tellement silencieux et furtifs qu'ils peuvent se heurter sous l'eau, nos satellites détectent de très faibles signaux d'activité au fond du désert par tous les temps, nos missiles ont une précision décimétrique et obtiennent sans dommages collatéraux un meilleur résultat que des dizaines et des dizaines de projectiles classiques et surtout nos soldats équipés de Félin et de lunettes de vision nocturne sont 3 ou 4 fois plus efficaces que ne l'étaient leurs camarades il y a 10 ans. Quel chemin parcouru ! Quelle mutation ! Quelle révolution du paysage et de la pensée !

Il nous faut des soldats bien armés, bien entraînés, bien protégés, bien renseignés, capables de communiquer dans un ensemble interarmées. C'est cet ensemble qui détermine le volume de nos forces et non l'inverse. Quelquefois, il est intéressant de se remémorer, avec l'aide du recul, des débats stratégiques anciens. Au milieu des années trente, certains reprochaient au colonel de Gaulle de vouloir diminuer le nombre de chevaux de l'armée française : « il affaiblissait le dispositif ». En fait, en visionnaire, il pensait à la préparation de la future grande bataille de chars. Aujourd'hui encore, nous sommes dans une période où il nous faut revisiter les concepts.

J'ai apprécié, mon général, que la première moitié du colloque porte sur l'expérience, la seconde sur la prospective. C'est exactement ce qu'il faut faire. Sachez qu'ici à l'Assemblée nationale, vous trouverez des parlementaires motivés pour vous aider dans cette tâche.

Le défi de la maîtrise du temps opérationnel

Général Patrick BRETHOUS,
commandant le Centre de planification et de conduite des opérations

Z.BONCOURRE © armée de Terre

La maîtrise du temps opérationnel – on peut dire aussi du tempo - constitue un facteur clé de l'opération *Serval*. Cette opération représente d'abord un coup d'arrêt initial mené principalement par les forces spéciales et, dans la profondeur, conduit par les forces aériennes. Elle s'apparente ensuite à une chevauchée fantastique, frapper fort et vite, dans tout le pays. Elle s'est soldée par des combats âpres et localisés dans Gao et autour des Adrars. Aujourd'hui, elle devient une longue traque centrée autour de l'acquisition du renseignement et d'une capacité de frappe ponctuelle et à temps. *Serval* constitue une opération vivante qui poursuit aujourd'hui son combat. Pour parvenir à maîtriser ce tempo, il faut répondre aux exigences de nos décideurs politiques qui imposent le rythme et nous demandent des résultats, de surprendre l'ennemi qui va lui-même très vite pour le détruire et donc adapter notre manœuvre et l'organisation de la force à ce tempo. *Serval* s'y emploie depuis janvier 2013.

Comment y parvenir ? Cela débute par un dialogue politico-militaire étroit et permanent. Au niveau stratégique, je garantis ce tempo par le système français particulier du Conseil de défense ou du conseil restreint de défense où le chef d'état-major des armées propose directement au Président de la République et au Ministre de la défense les options militaires stratégiques pouvant déboucher sur une décision. Tel fut le cas pour l'opération *Serval*. Nous faisons ainsi valoir notre appréciation militaire de la crise et proposons au Président de la République des options militaires en réponse à cette crise. Parmi les critères conditionnant cette prise de décision figurent :

- la clarté de l'objectif politique, en l'occurrence détruire les Groupes armés, libérer le Mali et passer le relais à la mission des Nations unies et aux forces maliennes ;
- le coût humain, avec une prise de risque expliquée et acceptable, comme lorsque, grâce à notre effort particulier sur le soutien santé, nous nous sommes emparés de la ville de Tombouctou, à la fin du mois de janvier, alors que nous étions à flux tendu et que nous éprouvions des doutes sur le volume de l'ennemi ;
- le coût financier, qui, sans être décisif en début d'opération, doit impérativement être intégré au fil de celle-ci (par exemple, une rotation d'avion de transport stratégique représente 500 000 euros ; la projection stratégique globale de *Serval* durant l'hiver dernier a coûté près de 200 millions d'euros) ;
- le coût politique et l'acceptabilité de l'opération, avec le rythme global de cette opération qui ne doit pas s'enliser.

Pour l'opération *Serval*, la conjonction d'une résolution des Nations unies existante, d'une demande du Président Touré et d'une attaque des GAD vers le Sud a entraîné la décision du Président de la République et, immédiatement après, le déclenchement de l'opération. Plus de 4 000 hommes ont été déployés en quelques semaines. Dans la durée, ce tempo est maintenu grâce à un dialogue permanent entre l'État-major des armées, le cabinet du Ministre de la défense, l'état-major particulier de la Présidence de la République

N-N.RICHARD © armée de l'Air

« Le coût financier, qui, sans être décisif en début d'opération, doit impérativement être intégré au fil de celle-ci ». Exemple : le coût des rotations d'avions de transport stratégique.

"The financial cost, which, without being a determining factor at the start of the operation, must be taken into account as the operation unfolds". For example, the turnaround cost for strategic airlift.

et, pour *Serval*, une étroite relation avec le Ministère des affaires étrangères qui a constitué un partenaire décisif puisque la manœuvre militaire s'accompagne systématiquement d'une manœuvre politico-diplomatique. Le CPCO, organe de commandement du chef d'état-major des armées, doit appréhender le tempo politique pour lui adapter le tempo opérationnel.

La maîtrise du temps opérationnel repose aussi sur la capacité d'anticipation et de réaction. Le Groupe d'anticipation stratégique de l'Etat-major des armées nous offre une vision à deux ans de l'évolution des menaces en s'appuyant sur les lignes stratégiques décrites par le Livre blanc, lignes déclinées autour de trois axes : opérationnel, renseignement et relations internationales. Grâce à ce temps d'avance, nous possédions déjà, pour la bande Sahélo-saharienne, un plan stratégique Sahel élaboré en 2009 ainsi que des planifications à froid. Par exemple, l'EMO Terre avait ainsi bâti en 2010 un plan Requin prévoyant l'engagement d'un GTIA renforcé dans les Adrars. Nous bénéficions aussi du pré-positionnement d'un groupement de forces spéciales dans la région depuis plusieurs années, qui connaissait le terrain, l'ensemble des acteurs et disposait déjà d'une vision de l'adversaire.

Ces éléments d'anticipation nous permettent de développer une bonne capacité de réaction.

Nous avions également pris quelques mesures de précaution. Nous avons réalisé plusieurs exercices de projection de moyens de chasse et de moyens de renseignement et mené des raids aériens depuis la France, survolant des objectifs au Mali avant de se poser au Tchad. Nous avons effectué des exercices d'entraînement à l'identification de GAT avec des unités terrestres au sol qui pouvaient guider le tir des avions de chasse. Tout ceci a été répété plusieurs fois en 2011 et 2012. Nous avons conduit des nomadisations du groupement Épervier dans le Nord du Tchad et nous avions déjà décrit, adossé au PCIAT des forces françaises au Sénégal, un PC de niveau opératif, pré-désignant un certain nombre d'officiers devant armer cet état-major en cas de déclenchement d'une opération. Les forces pré-positionnées ont joué un rôle capital grâce à leur acclimatation, leur connaissance du milieu, de l'adversaire et des acteurs locaux.

Cette capacité de réaction relève de la culture expéditionnaire : on part avec l'esprit de la mission, la lettre suivra. Elle repose aussi sur la capacité remarquable du soldat français de s'adapter aux conditions les plus rustiques de déploiement tout en mettant en œuvre les équipements les plus modernes et les plus pointus. À cela il convient d'ajouter les dispositifs d'alerte, Guépard, Rapace ou Tarpon. La brigade du général Barrera a mené, dans le cadre de son Guépard préparatoire, une manœuvre dans la profondeur avec des relèves successives de PC, comme à l'époque de la guerre froide. Il a agi de même lors de son engagement au Mali.

L'anticipation, la réactivité et l'esprit du soldat français permettent de maîtriser le temps opérationnel. Dans la manœuvre, nous disposions déjà d'un groupement de forces spéciales, du dispositif aérien et de son système de commandement adossé à Lyon Mont Verdun et à Épervier et d'un PCIAT en cours de développement au Sénégal auquel nous devions intégrer une composante Terre. Du fait de la soudaineté du déclenchement, cette composante a été déployée successivement alors que les opérations de combat étaient déjà en cours. Nous avons projeté un GTIA puis un groupement aéromobile,

puis le PC de la brigade avec ses moyens SIC, puis les appuis et tout ou partie de la logistique. Ces composantes ont d'abord été commandées par le CPCO, au niveau stratégique, avant de basculer aux ordres de la brigade. Avant son départ, le général Barrera est venu au CPCO. Nous lui avons donné l'esprit de la mission et les premiers ordres. À son arrivée, il a pris en compte les moyens tactiques, noué un dialogue avec le CPCO et le PC opératif du général de Saint-Quentin jusqu'à la prise du Niger et la reprise par le PC opératif du commandement direct de la composante terrestre. Dans la maîtrise de cette manœuvre, une coordination étroite s'est nouée entre le groupement de forces spéciales Sabre et les unités terrestres et aériennes au niveau de la cellule de crise du CPCO. Tout cela a permis de tenir le rythme qui nous était imposé.

En matière de commandement, il faut s'adosser à la DIA 3 en vigueur mais aussi faire preuve de pragmatisme. Il existe en principe trois niveaux, stratégique, opératif et tactique. Pour des raisons opérationnelles concrètes, nous avons écrasé ces niveaux, le CPCO assurant initialement des opérations tactiques avant de basculer cette responsabilité au niveau opératif. Cette bascule a concerné successivement la conduite, le renseignement, la logistique et enfin le ciblage, en parallèle des opérations. Les forces françaises présentes au Sénégal ont joué un rôle capital. Demain, en Centrafrique, nous nous adosserons de la même façon aux forces présentes au Gabon. Les dossiers d'objectif avaient été préparés à l'avance au niveau stratégique. Le traitement de ces dossiers d'objectifs a contribué à la production d'un effet sur l'ennemi donnant au niveau opératif le temps de monter en puissance et contribuant à la maîtrise du temps opérationnel. La mise en place de structures adaptées (JFAC à Lyon, CAOC à N'Djamena) avec tous les moyens de coordination nécessaires jusqu'au niveau du GTIA et des architectures SIC *ad hoc* nous a permis de réagir aussi rapidement que l'ennemi.

Le temps opérationnel peut être maîtrisé par la manœuvre et l'anticipation. Le tempo de la manœuvre s'avérait simple : agir vite, taper fort et aller le plus loin possible. Il nous fallait notamment conquérir la boucle du Niger au plus tôt. Après la quasi-unité de lieu de l'opération en Afghanistan, le retour de la manœuvre offensive rythmée caractérise l'opération *Serval*. Après le coup d'arrêt des premiers jours, une action coordonnée a été conduite dans deux fuseaux : le groupement de forces spéciales au Sud, vers Gao, avec l'appui d'éléments du GTIA, le renfort de Tigre du groupement aéromobile et l'appui de la chasse ; et au Nord la brigade *Serval* se dirigeant vers Tombouctou, appuyée par l'aviation et un bataillon de parachutistes. Cette affaire a été commandée à partir de la cellule de crise du CPCO. Alors que le général Barrera montait vers le Nord, il lui manquait un troisième pion de manœuvre pour s'emparer de Tombouctou. Nous avons donc animé au niveau stratégique un groupe de planification d'une opération aéroportée pour boucler le dispositif dans la profondeur. Ce groupe, renforcé par le PC projetable de la bridage parachutiste et les aviateurs du CDAOA, a proposé à la brigade la projection du bataillon de parachutistes pour cloisonner le Nord de Tombouctou. Ce bataillon, avec ses deux mois de campagne, constitue d'ailleurs un bon exemple de la flexibilité d'une opération qui vit, s'adapte en permanence aux besoins opérationnels, au terrain et à l'ennemi.

Le tempo nécessite également l'anticipation et la planification du temps suivant. En parallèle de la conduite des opérations au Mali, nous avons envisagé la régionalisation de *Serval*. Les GAT s'enfuyaient vers le Niger, la Libye et le Nord. Il nous fallait donc dégager une vision globale. Ce plan de campagne régional a été établi dès l'hiver dernier et présenté à tous les

O.DEBES © armée de Terre

Construction d'un pont Bailey par les sapeurs du 31e RG à Tassiga, région de Gao (mai 2013).
Construction of a Bailey bridge by the sappers of the 31st RG in Tassiga, near Gao (May 2013).

chefs d'état-major des armées régionales (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) le 13 juillet dernier par le chef d'état-major des armées à Paris. Celui qui observera, orientera, décidera et agira plus vite que l'adversaire possédera toujours l'ascendant car il aura conservé l'essentiel : l'initiative.

La maîtrise du temps opérationnel s'opère enfin par l'intégration des contraintes logistiques. Le défi que nous devions relever consistait à déployer plus de 4 000 hommes au Mali, dans un pays excessivement hostile, enclavé, avec un réseau routier dégradé, cinq ponts seulement, une chaîne des acheminements stratégiques devant gérer une cinquantaine de vols de passagers, 360 gros porteurs et 4 navires en six semaines pour acheminer tous ces hommes et 20 000 tonnes de fret. En trois semaines, nous avons dû transporter 10 000 tonnes, soit l'équivalent de ce que nous avons retiré d'Afghanistan en un an. Pour respecter le tempo de l'opération, nous avons impérativement dû intégrer les contraintes logistiques dans l'opération, donc arbitrer constamment entre les capacités à projeter et les besoins immédiats sur le terrain.

Nos capacités patrimoniales ont été dépassées et grâce à la souplesse des contrats d'affrètement que nous avions conclus pour le désengagement de Pamir, nous avons pu basculer l'effort vers *Serval*. Nos camarades alliés américains, canadiens, britanniques, allemands, danois ou belges ont réalisé plus du quart de l'acheminement stratégique et ont grandement facilité les acheminements opératifs. Compte tenu du rythme imposé, nous avons retrouvé une logistique extrêmement mobile comme à l'époque de la guerre froide. Cette mobilité a entraîné un étirement du dispositif au maximum de nos possibilités et en limite de rupture durant quelques semaines, notamment dans les domaines les plus sensibles du carburant et de la santé. Ces risques ont été évalués et assumés grâce à un processus décisionnel en boucle courte. Ce n'est donc pas seulement l'ennemi qui a dicté notre manœuvre, c'est aussi la logistique, qui a su accomplir des miracles, s'adapter en agissant autrement et en brisant un certain nombre d'habitudes.
De mon point de vue, les clés de notre aptitude à faire la différence tiennent à une boucle décisionnelle rapide avec une prise de risque acceptée ; une capacité d'anticipation qui nécessite d'effectuer des choix ; un dispositif judicieux mixant pré-positionnement et alerte en France, héritage de notre histoire et de notre culture expéditionnaire ; enfin des forces prêtes à un combat générique mais aussi capables de s'adapter. Là est le maître mot. Une force aéroterrestre doit vivre en opération. Elle doit consentir un effort logistique initial, être capable de s'engager d'emblée en acceptant certaines lacunes temporaires, de s'intégrer dans la boucle du ciblage, de se coordonner et de combiner ses actions avec les forces spéciales et de mener du combat interarmées avec l'appui de la chasse jusqu'au plus bas niveau. Elle doit être capable de faire évoluer ses capacités dans le temps de la manœuvre, de mener une manœuvre au niveau de la section renforcée, dispositif plus léger, plus mobile et plus facilement soutenable, et de conduire des opérations guidées par le renseignement. Enfin, elle doit maîtriser parfaitement la force, sans causer de dommage collatéral parmi les civils, comme dans l'opération *Serval*.
Pour tout cela, il nous faut penser et agir différemment, savoir avec l'intelligence de situation, sortir de schémas tactiques et organisationnels, changer ses habitudes pour s'adapter à la réalité de l'opération du jour, qui n'est pas celle de l'opération précédente. De l'Afghanistan au Mali en passant par la Libye, nous en avons une frappante illustration. Je vous remercie.

O.DEBES © armée de Terre

Départ du Service des essences des armées en convoi logistique vers le nord du Mali (mars 2013).

Departure of the armed forces POL service in logistics convoys towards the north of Mali (March 2013).

Le défi de l'interaction forces aériennes - forces terrestres

Général de corps aérien
Thierry CASPAR-FILLE-LAMBIE,
commandant la défense aérienne
et les opérations

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Au cours de *Serval*, le cœur des aviateurs a battu au même rythme que le cœur de vos terriens. Cette opération soulevait toutefois quelques défis pour la force aérienne. L'opération *Serval* se révèle en effet unique dans notre histoire militaire : elle a mis en œuvre toutes les capacités air, sous un commandement français en intégrant des aéronefs alliés. Nous nous sommes engagés auprès de deux composantes, les forces terrestres et les forces spéciales, avec une très forte interaction, ce qui constitue un véritable progrès. Ensuite, nous avons connu une très forte concentration d'aéronefs : jusqu' à 74 ont été placés sous nos ordres. Et c'est la première fois que l'armée de l'Air organise et met en œuvre une chaîne de commandement et de contrôle C2 air pour des opérations aussi complexes, avec ses uniques moyens. La décision de planifier et de conduire à partir de Lyon a offert beaucoup de réactivité au dispositif aérien ; cela nous permet également de tenir aujourd'hui dans la durée.

L'opération *Serval* constitue également un modèle du point de vue offensif. Sur 250 bombes, 50 sont venues en appui aérien direct (CAS). Les autres ont été consacrées à réduire les risques, en attaquant les centres stratégiques de l'adversaire et ses forces vives, réduisant leurs capacités. Cette campagne aérienne a donc ainsi concouru à l'acquisition de la supériorité terrestre de nos forces. Jusqu'à onze ATT ont été utilisés chaque jour pour soutenir l'opération dans l'Adrar des Ifoghas, dont deux pour l'eau, et 47 % de ces aéronefs ont été fournis par nos alliés. Jusqu'à huit ravitailleurs, dont la moitié alliés, ont permis d'assurer, au plus fort de la bataille de l'Adrar des Ifoghas, environ 20 heures de CAS. Sans eux, nous aurions été incapables d'agir avec la même sécurité pour nos forces terrestres. Au total, 13 000 tonnes ont été transportées par les airs durant le premier mois. L'A400M arrive aujourd'hui dans nos forces : il nous aurait permis d'accélérer encore le tempo, en se posant non pas à Bamako mais à Gao, Sévaré et sur tous les terrains pratiqués par les C130.

J.J. CHATARD © DICOD

L'A400M, livré le 30 septembre 2013 à la BA 123 d'Orléans, aurait permis d'accélérer le tempo de la manœuvre en se posant sur tous les terrains pratiqués par les C130.

The A400M, delivered on 30th September 2013 to the BA 123 of Orleans, would have sped up the tempo of the maneuver by setting down on all terrains practicable by C130s.

Je souhaite évoquer à présent les défis de l'interaction entre nos forces aériennes et terrestres. Nous avons déjà réalisé de véritables avancées mais je pense que nous avons encore des marges de progression. Il nous faut pour cela penser ensemble, planifier, conduire, opérer et préparer l'avenir ensemble.

La première condition pour réussir ces défis réside dans notre capacité à mettre en place un C2 Air unique, connecté aux autres C2. Le théâtre, vu de la force aérienne, s'étend au-delà des frontières du Mali. Un Rafale qui décolle de N'Djamena pour se rendre dans l'Adrar des Ifoghas doit parcourir à peu près la même distance qu'entre Istanbul et le Nord de l'Allemagne, soit 5 heures aller-retour, pour un total de 9 heures de vol et six ravitaillements, requérant une adaptation exceptionnelle du pilote en raison des changements de missions en vol. Telle est ce que j'appellerai la « tyrannie des distances », qui est identique pour les avions de transport. Ce C2 Air unique permet, en permanence, d'optimiser l'emploi et de coordonner *a minima* les moyens des différentes composantes sur l'ensemble des engagements (chasse, transport, renseignement). Notre JFACC constitue le chef d'orchestre de ces moyens. Il doit se montrer capable de gérer l'ensemble des capteurs de renseignement, œuvrant pour différents bénéficiaires, mais aussi des manœuvres aériennes complexes, avec la volonté d'injecter ce renseignement directement dans le cycle temps réel des opérations. Un C2 Air unique permet de tirer la quintessence des moyens aériens offensifs, et de faire travailler un aéronef sur plusieurs phases de l'opération interarmées au cours d'une même mission.

Dès le 13 janvier au matin, nous avons pris conscience que nous devions faire voler 70 aéronefs sans radar, y compris des aéronefs américains. Et c'est la première fois dans l'histoire que les Américains plaçaient leurs moyens sous le contrôle opérationnel d'une autre Nation. Ils avaient exigé pour cela certaines garanties en termes d'organisation et nous tirons une certaine fierté de ce savoir-faire, attesté par la présence des Américains. Nous avons su combiner les actions de deux ou trois composantes au niveau opératif, pour les faire exécuter par des aéronefs décollant de terrains éloignés de plusieurs milliers de kilomètres, via un C2 unique centralisé. La doctrine interarmées rappelle que si « l'emploi des forces dans le milieu aérien n'est pas l'apanage de l'armée de l'Air, dans tous les cas, l'emploi de l'ensemble des forces dans le milieu aérien doit être coordonné, sous l'autorité du COMANFOR par le COMJFAC désigné ». Cette coordination permet de conjuguer l'efficacité maximale, par la marge d'autonomie accordée à chaque niveau de responsabilité, et de sécurité, en réduisant notamment les risques de fratricide et d'abordage. Ce C2 travaille parfois sous des autorités différentes, sans rien retirer aux responsabilités de chacune de ces autorités.

Penser ensemble consiste à optimiser les moyens, dès la planification et la projection stratégique. Il faut bien comprendre que la faiblesse de la composante Air influe directement sur la performance de la composante terrestre. Le choix des terrains de déploiement se révèle également stratégique. Plus ils sont éloignés, plus nous perdons notre capacité à soutenir, dans le tempo des opérations, et plus nous devons donc augmenter le nombre d'aéronefs à engager. Nous avons donc tenté d'opérer une gestion dynamique au fil du déplacement de l'opération du Sud vers le Nord du Mali, en fonction de la capacité d'accueil des terrains. Enfin, la gestion des mouvements intra-théâtres doit être maîtrisée pour une meilleure efficacité : depuis sa création, le commandement de composante aérienne, le JFACC AFCO (pour Afrique centrale et de l'Ouest), se révèle extrêmement pertinent, eu égard à la faiblesse des moyens et à l'ampleur des besoins, qui nous ont conduits à faire des choix opératifs.

En second lieu, nous devons planifier et conduire ensemble, avec ou sans le niveau opératif. Au départ, ce dernier était absent, mais les trois composantes ont dû se connecter ensemble. Une campagne terrestre ne se planifie pas en y agrégeant ensuite les appuis provenant de la composante aérienne : il faut combiner et séquencer les effets de deux ou trois composantes. Je me permettrai de vous proposer une vision un peu différente en termes de concept, concernant la conquête de la boucle du Niger. La véritable entrée en premier correspond pour moi à la prise de Gao et Tombouctou, qui constitue une seule et même opération dans laquelle nous avons conjugué les effets de trois composantes, en prenant ce que chaque composante apportait de meilleur. Cette conduite air, parfaitement connectée aux autres C2 opératifs et stratégiques, a fait en sorte que les effets choisis soient appliqués au bon moment, avec une capacité de réversibilité jusqu'à la fin. L'opération *Adrar Fever* a quant à elle marqué l'entrée en premier dans l'Adrar des Ifoghas. Nous avions planifié et conduit une frappe de

G.GESQUIERE©armée de Terre

Déployé sur l'aéroport de Gao, le radar GIRAFFE permet d'optimiser et de coordonner tous les mouvements aériens, civils et militaires, dans un cylindre de 7 850 km².

Deployed at Gao airport, the GIRAFE radar optimizes and coordinates all air movement, both civilian and military, in a cylindrical area of 7,850 km².

Rafale et Mirage 2000 en une minute sur une vingtaine d'objectifs, et au dernier moment, nous avons pu en supprimer un, grâce à notre C2.

Le troisième défi consiste à opérer ensemble. Dans l'espace de bataille aéroterrestre, il ne s'agit pas de conjuguer les effets de deux ou trois composantes : il faut plutôt combiner l'action d'acteurs issus de différentes composantes dans l'engagement d'une composante, terrestre en l'occurrence. Cette étape demande un degré d'intégration encore plus fort : là encore, nous devons prendre ce que chacun fait de mieux dans son métier. Car la bataille aéroterrestre constitue le lieu de cette combinaison d'acteurs en vue d'obtenir un effet unique, sous une autorité unique, mais avec des moyens provenant de différentes composantes. Dans cet espace, notre défi commun consiste à faire en sorte que les atouts de l'arme aérienne, notamment en termes de réactivité et de fulgurance, soient toujours valorisés par notre capacité à œuvrer ensemble. Pour prendre l'adversaire de vitesse, il nous faut raccourcir au maximum le temps qui s'écoule entre la détection d'une information, son traitement, son interprétation, sa vérification, la décision qui en découle et son intégration dans les différents systèmes d'arme.

Ce défi nécessite des outils et un langage commun. Cette cohérence exige donc une approche interarmées. Il convient également de connecter les acteurs entre eux grâce à des outils communs. Au Mali, nous avons mis en place, pour la première fois, un réseau de liaison 16 qui, même aujourd'hui où nous n'y consacrons plus un AWACS en permanence, permet de donner des ordres aux avions, de rapporter certaines situations terrestres, et de partager l'ensemble de ces informations. Dans le cadre de *l'Air-Land Intégration*, des outils développés notamment sous l'impulsion du COS et des forces spéciales Air, permettent à tous les niveaux de partager une vision globale de la manœuvre aéroterrestre. Ces outils ne peuvent être utilisés indépendamment, d'où la nécessité de concepts interarmées. Ils nous offrent la possibilité d'accélérer la boucle d'engagement, d'éviter les tirs fratricides, de faciliter les communications en coalition pour peu que nous les utilisions de la même manière, avec un langage commun. Le danger majeur de ces outils réside dans le micro-management : nous devons donc répartir très clairement les responsabilités et les processus de travail au sein du C2 afin que chacun connaisse parfaitement son rôle. Et l'emploi de ces outils communs nécessite une rigueur et une discipline

qui ne peuvent s'acquérir qu'en s'entraînant ensemble : il me semble à cet égard que tout exercice déconnecté du C2 devient un non-sens.

Défi suivant : préparer l'avenir ensemble, ce qui nécessite de s'appuyer sur les concepts et doctrines. Il existe selon moi deux temps : celui où l'on applique la doctrine et celui où on la fait évoluer. Notre C2 unique nous permet de procéder à cette évolution au cours de l'opération. Ces doctrines doivent être améliorées par le retour d'expérience, dans une vision d'emploi commune des outils : une vision forcément interarmées. La dynamique actuelle sur le concept d'*Air-Land Integration* devrait permettre de porter la réflexion sur ce point. Pratiquer la langue exige de s'entraîner ensemble, non seulement lors de grands exercices réalisés tous les trois ans, mais surtout à chaque moment, pour tous les exercices de composante. Nos outils nous permettent aujourd'hui d'allier exercice réel et simulation, notamment dans nos C2 : nous devons tendre vers la simulation distribuée. Nous pouvons remporter ce défi. Nous avons déjà beaucoup travaillé ensemble. Il nous faut atteindre avec nos propres composantes l'interopérabilité et le niveau de confiance que nous parvenons à obtenir avec nos alliés.

Au moment où nous nous engageons en Centrafrique, je souhaite que nous instillions cette confiance dès le début, sans attendre que nos terriens, nos aviateurs et nos marins se connaissent mieux. C'est à nous que ce défi est posé. L'interaction de nos composantes doit constituer un multiplicateur de force, en conjuguant ce que chacun, terrien, aviateur et marin, sait faire de mieux.

Le défi de l'interaction avec les partenaires européens

Z.BONCOURRE©armée de Terre

Général François LECOINTRE, adjoint Synthèse auprès du sous-chef d'état-major Performance Synthèse de l'État-major de l'armée de Terre, ancien chef de mission de l'*European Union Training Mission*

Je vous conterai l'histoire originelle de cette opération malienne vue du côté franco-européen, qui s'est réalisée d'une manière inédite. Malgré ce changement brutal de scénario, l'Union européenne a su procéder à une adaptation rapide et pertinente du concept d'engagement de l'opération EUTM-Mali.

Le scénario originel, depuis l'automne dernier, était fondé sur l'idée, développée par la France, d'une intervention de libération du Nord du Mali par les Maliens eux-mêmes, appuyés par une force interafricaine. La France avait considéré qu'il faudrait pour cela former l'armée malienne. Nous avions imaginé une opération à l'automne 2013 pour éviter la trop forte chaleur et prendre le temps de former un nombre de bataillons suffisants. Nous avions alors estimé que former quatre bataillons maliens suffirait pour, avançant deux bataillons par fuseau, l'un vers Tombouctou, l'autre vers Gao, réussir cette reconquête, appuyée par la force interafricaine pour laquelle la France avait initié le vote d'une résolution de l'ONU, en décembre dernier.

Lorsque j'ai reçu ma mission, je sentais certaines hésitations et quelques doutes à l'État-major des armées quant à la capacité de l'Union européenne à former réellement ces quatre bataillons. L'État-major estimait qu'une opération française se révélerait plus efficace mais le Ministre souhaitait intégrer l'Union européenne dans la démarche. Je devais faire en sorte que le processus démarre le plus rapidement possible. Après avoir mis en place un groupe de planification à Bruxelles, les événements se sont précipités en janvier et la réaction immédiate de la France a créé une sorte de traumatisme politique et une prise de conscience très forte en Europe de l'urgence d'arrêter les islamistes et de se tenir aux côtés des Français pour témoigner de la solidarité européenne. La mission EUTM est ainsi devenue un objet politique par lequel nos alliés européens voyaient la possibilité de manifester leur bonne volonté et leur appui spontané à la France.

Dès le 17 janvier, les Européens ont décidé d'établir la mission EUTM-Mali, court-circuitant toutes les procédures normales d'élaboration des ordres de l'Union européenne qui sont relativement longues. La mission a donc pu être lancée dès le 18 février. Autre effet de la volonté européenne, j'ai bénéficié tout de suite d'un montant de référence de 12,5 millions d'euros me permettant de lancer les travaux et de passer les premiers marchés pour mettre sur pied un premier camp d'entraînement et de formation des bataillons à 60 kilomètres de Bamako au camp de Koulikoro. Les processus européens ménagent une certaine souplesse et laissent aux chefs militaires une très grande latitude. En l'absence d'un chef d'état-major de l'Union européenne chargé de la planification opérative, le chef militaire désigné est directement au contact des ambassadeurs du comité politique et de sécurité. Il se fixe lui-même ses lignes de conduite, rend compte de l'exécution des ordres qu'il a lui-même élaborés avant de les faire valider par le comité militaire de l'Union européenne (aspect technique) puis par le comité politique et de sécurité. Il ne rencontre pas ensuite de difficultés majeures ou de limitations dans l'exécution de sa mission voire dans l'élargissement de son périmètre.

Au Mali, il est très vite apparu qu'il ne s'agissait pas seulement d'entraîner quatre bataillons mais de reconstruire entièrement l'armée malienne. Alors que nous étions en phase de finalisation du processus de validation des ordres que mon groupe de planification élaborait, j'ai pu les modifier au gré des reconnaissances effectuées au Mali et les faire valider au fur et à mesure aux ambassadeurs du comité de politique et de sécurité. Très rapidement, grâce à cette souplesse et à cette forte volonté politique, nous avons pu engager une mission de reconstruction fondée sur une équipe d'audit qui examinait la totalité des champs de la défense malienne et sur la constitution d'un bataillon de formateurs multinational pour intégrer et former les forces maliennes. Dans cette mécanique européenne, la multinationalité engendre malgré tout une certaine complexité. 22 États membres souhaitaient participer à cette mission ; or former des Maliens avec des militaires parlant 22 langues différentes et agissant selon 22 doctrines différentes constituait un véritable défi. J'ai très vite senti que la volonté politique forte me contraindrait à une multinationalisation à l'excès de ma mission, augmentant les difficultés linguistiques et doctrinales. Nous avons toutefois su surmonter cette complexité grâce à un cœur de mission formé par la brigade que je commandais. J'ai confié à l'un des régiments de cette brigade la mission de théoriser l'ensemble des cours, prenant pour prétexte la nécessité de dispenser ces cours en français, imposant d'une certaine manière notre doctrine à l'ensemble des formateurs de la mission EUTM-Mali. Dans ce genre d'opérations, la complexité de la multinationalité s'avère inévitable mais peut être contrebalancée par la désignation d'une nation-cadre qui fournit le cœur de la mission dès lors que cette nation-cadre fournit elle-même un cœur de contingent fortement structuré et homogène.

La coopération avec les Maliens représentait en soi un sujet politique. À l'époque, le capitaine Sanogo était en place et son ombre planait sur le monde politique malien. Nos alliés européens s'attachaient à ce que le travail de reconstruction de l'armée malienne auquel nous devions nous atteler ne vienne pas renforcer la position de Sanogo, qui avait été désigné Président du comité de restructuration des armées maliennes. Tout en collaborant avec les ministres maliens, nous devions marquer très clairement notre refus de coopérer avec lui et notre volonté de permettre à l'armée malienne de se libérer de sa tutelle. Cette relation avec les autorités maliennes a été facilitée par le traumatisme du commandement lié à l'effondrement complet de leur armée. Notre audit, extrêmement sévère, et un constat partagé sur les lacunes de l'armée malienne ont rencontré leur volonté très forte de faire reconstruire une armée différente servant de base à la refondation d'un Etat malien stable et démocratique. Ceci a fait naître une entente immédiate et permis à la mission de s'engager sur une base très saine. Puisqu'elle vise à reconstruire l'armée malienne, et partant de là, reconstruire le secteur de sécurité du Mali en général, cette mission s'est nécessairement inscrite dans la durée, alternant les phases de formation proprement dite, d'accompagnement des unités au combat dans le Nord du Mali et d'audit général dans la durée du secteur de sécurité et de défense malien.

Cette opération EUTM-Mali, qui s'est déroulée dans un tempo et avec un objectif final très différent du plan originel, doit aujourd'hui nous servir d'inspiration. Ces opérations, qui n'impliquent pas l'usage de la force et ne réunissent pas des partenaires militaires de pays européens régis par des constitutions très différentes dans un engagement guerrier face à un ennemi, bénéficient d'un fort degré d'acceptabilité chez nos partenaires européens et permettent d'entraîner ceux-ci dans une action durable en Afrique. Autre intérêt majeur, ces opérations contraignent les militaires que nous sommes à aborder la situation d'une manière globale. Aujourd'hui, personne n'imagine comment nous allons reconstruire demain le secteur de sécurité centrafricain et même l'ensemble de l'État.

Même si les actions restent imparfaites, elles affichent une forte acceptabilité de nos partenaires européens. Lorsque la volonté politique est là, les processus les plus lents et alambiqués peuvent être mis à profit pour provoquer des décisions rapides et importantes. L'Europe, parce que nos partenaires développent des approches différentes des nôtres, nous contraindra nous-mêmes à une vision plus politique et plus globale demain en Centrafrique et plus tard dans toutes les occasions où nous devrons intervenir.

Ouverture prospective

M. Etienne de DURAND,
directeur des études de sécurité du Laboratoire de recherche sur la défense de l'Institut français des relations internationales

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Je vous présenterai un bilan nécessairement personnel des leçons immédiates et à plus long terme à tirer de l'opération *Serval*.

Commençons par les leçons immédiates et stratégiques. L'opération *Serval* a balayé quelques idées reçues et autres jugements définitifs. Nous évoquions voilà peu la fin des interventions terrestres, le coût disproportionné des forces pré-positionnées en Afrique, la prévalence du multilatéral ou les progrès de l'Europe de la défense. L'opération *Serval* est restée essentiellement nationale tandis que les Américains, pour le renseignement et le soutien, et les Tchadiens, au sol, ont constitué nos meilleurs alliés. Rappel salutaire, l'opération *Serval* est intervenue au moment même où des décisions très importantes pour l'avenir de la Défense française devaient être prises. Incidemment, cette opération a bénéficié d'un très large soutien de la population, au contraire des opérations en coalition qui suscitent souvent quelques incompréhensions. Dans les sondages, l'opération *Serval* a bénéficié du plus fort taux d'approbation de toutes les opérations conduites par la France ces vingt dernières années. Sur un autre plan, l'opération *Serval* a également crédibilisé la France auprès de nos grands alliés et en particulier des États-Unis, sans doute davantage que l'opération *Harmattan*, puisque nous avons assumé toutes les opérations les plus dures et la majeure partie des coûts.

Du point de vue tactique, et du point de vue extérieur qui est celui d'un expert, nous ne pouvons que constater l'excellente réactivité des unités engagées, notre réelle capacité à la conduite des opérations, enfin le retour de la manœuvre dans la profondeur, aux antipodes de la contre-insurrection statique menée durant de nombreuses années en Afghanistan et des seules opérations de ciblage et de frappe à partir des forces aériennes et navales. De façon plus détaillée, l'analyse doit également relever l'excellente coopération entre les forces terrestres et aériennes, la capacité à gérer des boucles courtes, les innovations tactiques comme l'utilisation des Atlantique 2 pour opérer des frappes, le retour des opérations aéroportées, enfin la qualité et la rusticité de nos matériels, adaptés à ces missions, soutenables et, de ce point de vue, sans doute préférables à d'autres matériels qui reposeraient davantage sur la course à la technologie.

Je terminerai ce bilan à court terme par quelques mises en garde. L'opération *Serval* se déroulait en terrain connu et favorable pour la France. Nous possédons avec ce pays, certes grand mais relativement proche, des relations historiques. Nous y étions favorablement attendus. L'adversaire était certes motivé mais modeste, c'est-à-dire à notre échelle. Enfin, l'opération *Serval* résulte de l'entraînement accumulé comme des matériels existants, c'est-à-dire du passé. Nous devons aujourd'hui appréhender les conséquences dans l'avenir des décisions que nous sommes en train de prendre. L'opération a quand même mis en lumière une fois de plus nos carences capacitaires en matière de transport stratégique, de ravitaillement en vol ou de moyens persistants de renseignement. Elle a également souligné la vétusté de nos matériels, qui ont parfois deux fois l'âge de ceux qui les servent. Nous devrions donc rapidement arriver au terme de cette rusticité. Enfin, la crise malienne est loin d'être résolue, y compris dans sa dimension sécuritaire. N'oublions pas le syndrome Georges W. Bush déclarant « *mission accomplished* » après l'invasion de l'Irak.

J.J. CHATARD © DICOD

« L'opération a également souligné la vétusté de nos matériels, qui ont parfois deux fois l'âge de ceux qui les servent. »

"The operation also highlighted how old our equipment is, sometimes twice as old as those operating it. "

À plus long terme, il convient de se poser deux questions. Serons-nous toujours capables de réaliser l'opération *Serval* dans cinq à dix ans ? Les opérations *Serval* ou *Harmattan* n'ont-elles pas constitué le chant du cygne ? Selon les contrats opérationnels annoncés dans le Livre Blanc 2013, la réponse semble clairement positive. Le Livre blanc nous a même recentrés sur des opérations de type *Serval* , dans notre environnement géographique, et sur des missions qu'il nous faudrait accomplir seuls ou avec peu de soutien. L'attention politique portée à des situations comme celle du Mali a donc été renforcée. Toutefois, quelques doutes se font jour. La réduction continue des forces opérationnelles terrestres jusqu'à 66 ooo hommes devrait nous pousser jusqu'à nos limites. Nos carences capacitaires ne sont toujours pas résolues, en particulier le programme Scorpion ou les ravitailleurs en vol. La Loi de programmation militaire est construite de manière extrêmement tendue du point de vue budgétaire et des gels de crédits sont d'ores et déjà évoqués. Or, le modèle tel qu'il a été élaboré ne supportera pas de nouvelles réductions budgétaires qui, si elles se réalisent, remettraient nécessairement en cause notre capacité à conduire une nouvelle opération *Serval* dans cinq à dix ans.

Qu'en sera-t-il demain face à un adversaire plus lointain ou mieux armé ? Nous serions, me semble-t-il, confrontés à de véritables difficultés. Le niveau de compétence et d'armement des adversaires potentiels s'élève, comme le montrent la prolifération et la diffusion des armements sophistiqués. Or, dans le même temps, nous déclinons lentement. Dans la durée, cela ne suffira pas. Il faudra bien que les budgets augmentent un jour ou l'autre si nous souhaitons conserver les capacités que nous avons utilisées pour conduire avec succès cette opération.

Au final, l'opération *Serval* constitue-t-elle un modèle stratégique pour l'avenir ? Pour les opérations militaires, elle l'est sans doute, même si nous entrons aujourd'hui dans une période différente qui devrait être marquée par la fin de l'interventionnisme systématique, des engagements longs et coûteux financièrement comme politiquement. Seront donc privilégiées les opérations « à faible empreinte »[1] politique. Il s'agira d'obtenir des résultats décisifs dans une première phase très rapide pour éviter l'enlisement. Il faudra ensuite assurer une transition également très rapide vers une seconde phase de faible visibilité, ce qui suppose des relais locaux et une présence avoisinante, comme nous le voyons aujourd'hui au Mali. Enfin, les armées françaises et alliées devront continuer à innover et mettre en réseau un mélange de matériels très nouveaux et très anciens. Les scénarios de haute intensité n'appartiennent toutefois pas au passé. Il ne faudrait donc pas tirer des conclusions capacitaires hâtives et très dangereuses, en considérant par exemple que l'opération *Serval* constitue le seul modèle d'avenir.

Serval constitue d'abord un modèle au niveau politico-stratégique, et c'est là que cette opération annonce l'avenir, qui devrait en effet être marqué à mon sens par le désengagement partiel mais tout à fait réel des États-Unis. Ceux-ci interviendront désormais en deuxième rideau, indispensables dans la fourniture du renseignement voire de la logistique mais se gardant d'une présence massive, au sol en particulier, sauf si leurs intérêts vitaux sont menacés. Nous devrions également être confrontés à une frilosité européenne et une incapacité à dégager une vision commune, incapacité politique s'ajoutant à la démilitarisation en cours. Ces éléments marqueront le retour à une relative solitude stratégique, que nous devons absolument prendre en compte dans notre planification de long terme. Enfin, émergera la nécessité de tenir compte des problèmes de sécurité de notre environnement régional défini de façon large (Méditerranée, Maghreb, Sahel, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Proche-Orient).

Nous sommes tous fiers du succès de l'opération et du rôle de nos armées, de l'armée de Terre en particulier. Je souhaite que cette opération ne constitue pas un chant du cygne, et qu'en conséquence elle serve d'appel à la vigilance – vigilance budgétaire à court terme et vigilance stratégique à plus long terme.

1 *Lightfoot print operations.*

Z.BONCOURRE©armée de Terre

De la salle

La coopération internationale dans le cadre de l'*Air-Land Integration* ou d'EUTM s'est-elle traduite, lors de l'opération *Serval*, par de véritables avancées, une redynamisation ou la mise en place de groupes de travail spécifiques au sein des organisations internationales que sont l'Union européenne ou l'OTAN ?

Général François LECOINTRE, ancien chef de mission de l'*European Union Training Mission*

Au sein de l'Union européenne, une étude du cas EUTM a conduit à faire évoluer cette mission et à l'utiliser pour en conduire d'autres du même type. Ne pas se limiter à la formation mais œuvrer à la reconstruction globale du secteur de la défense constituait une nouveauté. Elle permettra de faire évoluer l'implication des Européens dans la durée. Nous pourrions ainsi imaginer des certifications d'armées africaines par des missions européennes dérivées de l'EUTM. L'Europe mène donc bien une réflexion constante. Pour l'OTAN, en revanche, je l'ignore. Pour autant, je ne suis pas persuadé que nous saurons faire de même en Centrafrique mais la France proposera sans doute une même mission.

Anne CAMILLERI, professeur de droit des Universités

Vous avez suscité ma curiosité en évoquant la doctrine de l'Union européenne. La spécialiste que je suis en PSDC a bien compris que vous ne souhaitiez pas aborder les difficultés de doctrine que vous avez pu rencontrer au sein de l'Union européenne. Existe-t-il des points communs de doctrine entre les militaires au sein de l'EUTM ?

Général François LECOINTRE, ancien chef de mission de l'*European Union Training Mission*

Le fantassin français ne réagit pas comme le fantassin allemand et le cavalier britannique ne fonctionne pas comme le cavalier espagnol. Dans ce type d'opérations, l'une des difficultés consiste à faire en sorte d'apprendre une seule doctrine, issue d'une seule nation, à nos amis maliens ou à faire admettre à nos partenaires et alliés qu'ils se rapprochent de la doctrine de la nation cadre pour réaliser cette instruction. Nos alliés ont accepté d'agir ainsi car les Maliens parlent français et éprouvent une plus grande facilité à apprendre la doctrine française, même si l'Allemagne a noué une collaboration importante avec le Mali pour le génie, notamment la partie franchissement. Une nation dominante doit faire adhérer les autres à une forme de doctrine, historiquement pratiquée par le pays en question. C'est la raison pour laquelle je pense que la France peut jouer un rôle d'entraînement des alliés européens dans ce type de missions pour les pays de l'ancienne Afrique française. Nous devons néanmoins être capables de nous rapprocher. Ces missions permettent de gommer les différences qui peuvent exister entre nous.

Général Jean-François PARLANTI, directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces

Nous participons activement à l'élaboration de la doctrine otanienne tout en poursuivant nos travaux sur le plan de la doctrine nationale, parce que l'OTAN ne couvre pas la totalité du périmètre, en particulier au niveau tactique. Dernièrement est paru un document sur l'utilisation du *battle group* de l'Union européenne sur lequel nous avons également travaillé dans le cadre du groupe FINABEL.

Colonel Chris PLATT, officier de liaison britannique au CESA

Nous faisons également en sorte, dans notre pays, de nous rapprocher des doctrines de l'OTAN pour être plus proches de nos alliés. Cette démarche est demandée par notre chef d'état-major.

Alain MARTY, député de Moselle, membre de la Commission de la défense

Vous avez évoqué l'importance de la formation des bataillons maliens et la nécessité de reconstituer un Etat malien. Les premiers bataillons ont été formés. Comment sont-ils utilisés ? L'objectif de formation a-t-il été atteint ?

Général François LECOINTRE, ancien chef de mission de l'*European Union Training Mission*

La mission EUTM a été prolongée de plus de deux ans, signe que l'Union européenne a admis la nécessité de s'engager sur le long terme dans la reconstruction de l'armée malienne. Nous nous heurtons néanmoins à un problème de doctrine : il est probable que l'emploi de cette armée ne se limitera pas au champ strictement militaire au sens où nous l'entendons. Quelles sont les missions d'une armée dans un pays comme le Mali ? La situation peut-elle se révéler aussi simple et différenciée qu'en France entre les armées, la gendarmerie et la police ? Je ne le crois pas. Nous devons encore conduire un vrai travail de conviction auprès de nos partenaires européens pour leur expliquer que les forces armées peuvent, dans les pays africains, être employées dans un usage qui se place entre les forces de l'ordre et les forces armées. Un tel usage se révèle dangereux. Nous avons intérêt à distinguer l'emploi délibéré de la force et l'emploi de la force limité à la légitime défense. Ce sujet est devant nous. Les Européens y restent très attentifs. Concrètement, nous veillons à ce que ces bataillons ne commettent pas d'exactions à l'encontre des populations civiles. Rien ne dit que des problèmes n'apparaîtront pas à l'avenir avec des bataillons du Sud engagés dans le Nord touareg. Nous avons pris un certain nombre de précautions pour faire face à cela, en composant notamment des unités mixtes regroupant des Maliens du Sud et du Nord. Des détachements d'assistance opérationnelle français accompagnent ces bataillons pour vérifier, après la formation initiale, qu'ils continuent de s'améliorer sur le plan opérationnel et adoptent un comportement éthique et moral conforme aux règles que nous fixons. Les Européens refusent néanmoins de fournir des unités pour procéder à cet accompagnement. La France agit seule dans ce cadre. Nous devons donc réaliser un travail de pédagogie vis-à-vis de nos partenaires. J'ai bon espoir qu'ils comprennent la nécessité d'accompagner dans la durée la reconstruction de l'armée malienne et verront l'intérêt de s'engager en Afrique aux côtés des Français.

Général Thierry CASPAR-FILLE-LAMBIE, commandant la défense aérienne et les opérations aériennes

J'ai eu la chance, dans ma carrière, de commander les forces françaises à Djibouti, et de porter EUTM Somalia, qui a formé de nombreux Somaliens afin de mettre sur pied leur force de sécurité. Aujourd'hui, cette force de sécurité somalienne commence à porter ses fruits, grâce à cette mission soutenue au départ par la France.

Général François LECOINTRE, ancien chef de mission de *l'European Union Training Mission*

Lorsque vous reconstruisez une armée, vous reconstruisez une cohésion nationale. Je pense que cela pourrait inspirer nos politiques. Lorsque vous déconstruisez une armée, peut-être déconstruisez-vous aussi une cohésion nationale. Nous avons senti toutes les difficultés culturelles profondes. Cette armée ne se reconstruira pas en deux mois et je pense que nous devrons assurer un accompagnement long et durable mais je suis persuadé que l'État malien se reconstruira d'abord par son armée.

Allocution de clôture

Z.BONCOURRE © armée de Terre

Général d'armée Bertrand RACT MADOUX, chef d'état-major de l'armée de Terre

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale
Mr. Speaker, French National Assembly,
Madame la Présidente de la Commission de la défense nationale,
Madam Chaiperson of the National and Armed Forces Committee,
Mesdames et Messieurs les députés,
Members of the National Assembly,
Mesdames, Messieurs,
Ladies and Gentlemen,

I would like to begin by expressing warmest thanks to each of you for accepting, in such great numbers, the joint invitation from the French Army and the Chairperson of the National Defense Committee, Ms. Patricia Adam. Your presence is clear evidence of your consideration for our missions. It is also evidence of the interest that continues to be shown, over eleven months after its launch, for the intervention in Mali and the Sahel.

I would also like to congratulate the CDEF on the success of this year's edition of the now traditional Army conference. I would like to thank the speakers for sharing their thoughts and experiences with us. The quality of our debates, the liveliness of the exchanges, the freedom of tone all show the vivid interest that the topics raised.

I believe it is also the perfect moment to pay tribute to our soldiers, European soldiers, soldiers of Mali, Chad and all who have fought for months and continue to fight today in order to bring to this part of the world some security and allow this friendly nation, a magnificent and beautiful country, to develop again.

The French Army is preparing to conduct a phase of transformation. It is essential that we draw lessons from our operations and think about the nature of our most likely future engagements.

Je souhaiterais tout d'abord remercier très chaleureusement chacun d'entre vous d'avoir répondu favorablement, en aussi grand nombre, à l'invitation conjointe de l'armée de Terre et de la présidente de la Commission de la Défense nationale, M^me^ Patricia Adam. Votre présence manifeste toute l'attention que vous portez à nos missions. Elle montre également l'attrait que continue de susciter, plus de onze mois après son déclenchement, l'intervention au Mali et au Sahel.

Je tiens également à dire au CDEF combien cette nouvelle édition du désormais traditionnel colloque de l'armée de Terre est une belle réussite. Je souhaiterais remercier les intervenants pour avoir partagé avec nous leurs réflexions et leurs expériences. La qualité des débats, la vivacité des échanges, la liberté de ton ; tout ceci démontre bien le vif intérêt qu'ont suscité leurs propos.

Il me semble enfin légitime de rendre hommage à nos soldats, aux soldats européens, maliens, tchadiens, à tous ceux qui se sont battus durant des mois et se battent encore aujourd'hui afin de ramener dans cette partie du monde un peu de sécurité et permettre à ce pays ami, magnifique et plein de charme, de se développer à nouveau.

L'armée de Terre se trouve aujourd'hui à l'aube d'une nouvelle transformation. Il importe évidemment de tirer les enseignements de nos opérations et de s'interroger sur les caractéristiques de

nos engagements futurs les plus probables. Ce colloque concourt directement à cette démarche. En éclairant la réflexion à la lueur du passé récent, il aidera l'armée de Terre à orienter son effort d'adaptation doctrinale et capacitaire et il lui permettra de mieux identifier les défis à relever à l'avenir.

Je souhaiterais donc conclure vos travaux en vous livrant ma perception sur certains facteurs de succès de l'opération *Serval* et sur les caractéristiques dominantes des engagements de demain.

En prenant l'initiative sur le dossier malien, la France a montré qu'elle disposait de la volonté politique pour assumer ses responsabilités. Je crois que notre pays peut être fier d'avoir le courage d'engager ses soldats pour défendre ses valeurs et d'être prêt à payer le prix du sang pour cela. Nous pouvons également nous féliciter de disposer des capacités militaires capables de soutenir cette volonté politique. La réaction de la France, exprimée en toute légitimité, a suscité de fait un large soutien au sein de la communauté internationale et a déclenché une forte mobilisation. De ce point de vue, l'engagement de moyens militaires au sol et au contact direct de l'adversaire constitue un signal politique fort du niveau de détermination de notre pays, dont il ne faut pas sous-estimer la portée stratégique. Dans le cas malien, il a très certainement encouragé nos partenaires européens et nos amis africains à combattre à nos côtés.

This conference plays an important part in that approach. By feeding our reflection with the lessons learned from recent operations in the Sahel, it will guide the army in its efforts to adapt its doctrine and capacities, and will enable it to better identify the future challenges to be met.

As such, I would like to bring your work to a close by describing the way I see a number of factors of success in Operation *Serval*, as well as the main features of tomorrow's engagements.
By taking the initiative on the Malian issue, France has shown that it possesses the political will to assume its responsibilities. I think our country can be proud of its courage to commit its soldiers to defend its values and of being ready to pay the human cost. We may also be proud that we have the military capabilities to support that political will. France's response, expressed quite legitimately, gave rise to substantial support from the international community, and triggered strong approval. From that point of view, the commitment of military assets, on the ground and in direct contact with the opponent, was a strong political signal of the degree of determination of our country; its strategic scope should not be underestimated. In the Malian case, it undoubtedly encouraged our European and African partners to fight alongside our forces.

G.GESQUIERE © armée de Terre

Déclenchement de l'alerte Guépard, opération *Serval*. Les fantassins du 92e RI perçoivent des VBCI du parc d'alerte du 13e Groupement multitechnique (13e GMT) de la 5e Base de soutien du matériel (5e BSMAT) à Carpiagne.

Activation of the Guépard alert, Operation Serval. The infantrymen of the 92nd RI receive VBCIs from the alert fleet of the 13e Groupement multitechnique (13th GMT) of the 5th materiel support base (5e BSMAT) in Carpiagne.

Arnaud ROINE © ECPAD

« Dans le Nord et l'Est du Mali, nos soldats ont mené des combats acharnés et ont supporté des chocs psychologiques importants. » Combat de Gao (ci-dessus) et combat dans l'Adrar des Ifoghas (ci-contre).

" In the north and east of Mali, our soldiers fought hard and withstood significant psychological trauma."
Fighting in GAO (above) and in the Adrar des Ifoghas (below).

One of the main features of the intervention in Mali is the lightning speed with which it was launched and accomplished. Without that swiftness, the French response, which was launched within hours of the Jihadist attack, would not have produced such strategic effects, which were exploited later at tactical level. Our own decision-making process obviously plays a determining role in this rapid response. Our operational and strategic C2 system also allows us to transform the decisions taken at the political level to a reality on the ground. As such, I would like to thank the Joint Chief of Defense Staff, his CPCO (center for operational planning and conduct) commander and other significant speakers from the joint field for coming today and providing insight on our work.

The specifically French political-military decision-making process obviously played a major role in that responsiveness, by facilitating the political decision made. Furthermore, our strategic and operational command system makes it possible to turn decision into effects in the field, and to monitor the developments with accuracy. But speed also depends on the capacity to mobilize the adequate assets immediately. Within that scope our forward deployed forces play a major part by making it possible to deploy a first echelon for intervention, and by providing tailored command and logistics structures.

Une des principales caractéristiques de l'intervention au Mali repose sur la fulgurance. Sans elle, la réponse française, déclenchée dans les heures qui ont suivi l'attaque djihadiste, n'aurait sans doute pas produit ces effets stratégiques exploités ultérieurement au niveau tactique. Notre circuit décisionnel propre prend évidemment une part déterminante dans cette réactivité. Notre système de commandement opératif et stratégique permet en outre de traduire rapidement sur le terrain les décisions prises au niveau politique. Je remercie à ce titre le chef d'état-major des armées, son chef du CPCO et d'autres intervenants importants du monde interarmées d'être venus éclairer nos travaux.

La vitesse repose également sur la capacité à mobiliser sans délai des moyens adaptés. Nos forces pré-positionnées jouent dans ce cadre un rôle majeur en autorisant le déploiement d'un premier échelon d'intervention et en fournissant les structures de commandement et de logistique *ad hoc*. En outre, grâce au concept de Guépard nouvelle génération, les forces terrestres disposent en permanence de l'équivalent d'une brigade interarmes en alerte, en mesure de s'engager de façon inopinée. Le Livre blanc interarmise d'ailleurs ce concept à travers la Force interarmées de réaction immédiate (FIRI).

À la lumière des opérations conduites ces vingt dernières années, je retiens que l'engagement de troupes terrestres dans un cadre interarmées s'impose comme un profond dénominateur commun. Au Mali, l'action combinée des forces spéciales, des forces

aériennes et des forces terrestres conventionnelles, avec un fort appui renseignement interarmées, interservices et interalliés constitue un facteur de succès qu'il est indispensable de pérenniser et donc de travailler dès le temps de paix, dans le cadre de la préparation opérationnelle. À l'échelle de l'armée de Terre, c'est la complémentarité de capacités différenciées qui garantit l'efficacité du combat interarmes et permet d'emporter la décision. Ce constat conforte les choix visant à préserver un juste équilibre entre forces légères, médianes et blindées. Cet ensemble de moyens de combat complémentaires garantit en outre à la France une certaine autonomie de décision dans la conduite des opérations, d'autant plus capitale que l'opération au Mali a montré que si certaines capacités sont facilement mutualisables, la mutualisation des risques posait quant à elle plus de difficultés à plusieurs de nos partenaires.

Cette opération a surtout confirmé le retour aux fondamentaux de la manœuvre aéroterrestre, tranchant avec les opérations en Afghanistan qui s'étaient progressivement cristallisées sur un espace réduit. Au Mali, les principes suivants se sont appliqués :

- rapidité d'exécution et recherche de la surprise ;
- primauté de la manœuvre, combinant le feu et le mouvement ;
- recherche systématique de la supériorité, notamment par le renseignement et les appuis ;
- reconnaissance d'un nouveau trinôme de mêlée – infanterie-arme blindée/cavalerie-hélicoptères de combat et les appuis associés permettant d'agir dans un cadre interarmées ;
- et enfin robustesse et continuité de la chaîne logistique durement mise à l'épreuve dans un théâtre aux caractéristiques hors du commun.

Arnaud ROINE © ECPAD

Moreover, thanks to the new-generation Guépard concept, land forces permanently have the equivalent of a combined-arms brigade, a quick-reaction force on alert and which can be committed on a contingency basis. The White Paper has actually made it a joint concept through the Joint immediate response force.

Looking back at the operations conducted over the last twenty years, I can see that the commitment of the land forces within a joint framework is a fundamental common denominator. In Mali, the combined action of the special forces, the air forces and conventional land forces, together with strong joint and allied intelligence support, which was a factor for success that we must never omit. This must be worked on in times of peace as part of readiness training. Lessons learned, in particular in Afghanistan, in the areas of joint coordination were clearly factors for success that must be retained.

At army level, differentiated but complementary capabilities ensure the efficiency of combined-arms combat and allow us to prevail. This observation gives credence to the decision to maintain a balance between light, medium and armored forces. Moreover, that array of complementary combat assets guarantees France a certain degree of autonomy in decision-making in the conduct of operations; this is all the more crucial because the Mali operation demonstrated that even if some capabilities can be pooled, the pooling of risks proved to be more problematic to several of our partners.

This operation confirmed, above all, a return to the basic principles of the air-land maneuver, in strong contrast to operations in Afghanistan which gradually took shape in a small area. In Mali, the following principles were applied:

- Swiftness in execution and endeavor to achieve surprise;
- Primordial role of the maneuver, combining fires and movement;
- Constant effort to achieve superiority, in particular through intelligence and combat support;
- Recognition of a new trio of maneuver arms: infantry – armor – army aviation with combat support elements which enable the force to act in a joint context;
- Robustness and continuity of the logistical chain, which was put to the test in a theater where the terrain features are not well-known.

The evidence of this return to the air-land maneuver is even clearer because the nature of the engagements confirms they are getting tougher; this is partly due to the ideological radicalization of our opponents, and to the courses of action they most often use. In the North and East of Mali, our soldiers fought very hard and were exposed to strong psychological shocks. This should encourage us to make all possible efforts to achieve the highest level of training and equipment for our forces. In my opinion, what will be at stake in the years to come will be the intelligent use of limited resources that the Nation devotes to its defense tool, in order to make sure that the capabilities most often employed are also the most carefully prepared. This is one of the implementations of the differentiation principle adopted by the White Paper.

Lastly, past experience shows us that it takes time to achieve reconciliation among the warring parties, to rebuild a fallen state as well as to lay the foundations of a lasting development after a general collapse. The presence of a sufficient number of troops on the ground over a long period is still indispensable to help the long-term transitions. The troops alone can associate their activities with those of international and humanitarian agencies within a comprehensive approach that combines strengthened security, restoration of governance and economic development. They alone can maintain a secure atmosphere by putting an end to crises arising inevitably during that transformation process which can take a very long time. Before they withdraw, they stand as a reassuring and impartial presence which assists in the last phases of recovery.

All this does not necessarily mean that these missions must be accomplished by the first responder. Accompanying missions do not necessarily mean becoming bogged down in the conflict. The Malian case, after Afghanistan, shows all the advantages to be expected from a comprehensive strategy which on the one hand aims to mobilize partner troops to operate, and on the other hand to train and assist local forces in the field; these forces will then – as is their vocation – take over the defense and security of their own country on an autonomous basis. In this area the French army has acquired an old and sound experience that it has used to its advantage since 2002 in support of the Afghan national army and in Mali with the EUTM training mission.

Ce constat du retour de la manœuvre aéroterrestre est d'autant plus vrai que la nature des engagements confirme leur durcissement, en partie lié à la radicalisation idéologique de nos adversaires et aux modes d'action qu'ils privilégient. Dans le Nord et l'Est du Mali, nos soldats ont mené des combats acharnés et ont supporté des chocs psychologiques importants. Ceci doit donc nous inviter à ne pas compter nos efforts pour entraîner et équiper nos forces au meilleur niveau. L'enjeu des prochaines années consistera à utiliser à bon escient les ressources comptées que la Nation consacre à son outil de défense afin de s'assurer que les capacités les plus utilisées soient les mieux préparées. Il s'agit d'une des applications du principe de différenciation adopté dans le Livre blanc.

Enfin, l'expérience nous montre combien le temps est nécessaire pour réconcilier des belligérants, reconstruire un Etat déliquescent et poser les fondements d'un développement durable après un effondrement général. La présence de troupes au sol en nombre suffisant et dans la durée reste indispensable pour accompagner ces lentes transitions. Elles seules peuvent intégrer leur action avec celle des organisations internationales et des agences humanitaires dans une approche globale, combinant le renforcement de la sécurité, la restauration de la gouvernance et le développement économique. Elles seules peuvent maintenir un climat sécurisant en éteignant les crises aiguës qui surgissent inévitablement au cours de ces processus, parfois très longs, de transformation. Elles maintiennent en effet, avant de se retirer, une présence rassurante et impartiale, permettant d'accompagner les ultimes étapes du redressement.

Cela ne signifie d'ailleurs pas que ces opérations incombent d'autorité au primo intervenant. L'accompagnement ne rime pas nécessairement avec l'enlisement. Le cas malien, après celui de l'Afghanistan, montre tous les bénéfices que l'on peut attendre d'une stratégie globale visant d'une part à mobiliser des troupes partenaires pour agir et d'autre part à former puis à accompagner sur le terrain des forces locales ayant vocation à assumer de façon autonome la défense et la sécurité de leur propre pays. L'armée de Terre dispose dans ce domaine d'une expérience ancienne et solide qu'elle a à nouveau mobilisé depuis 2002 au profit de l'armée nationale afghane aux côtés de ses alliés et au Mali, dans le cadre de la mission EUTM.

Pour conclure, j'observe que depuis les années 1990, la résurgence de crises et de conflits que la guerre froide avait contribué à geler repousse inexorablement les perspectives d'engranger les dividendes d'une paix mondiale qui confirme plus que jamais son caractère improbable. Le Livre blanc rappelle d'ailleurs que les capacités d'intervention à l'extérieur du territoire national, qui confèrent à la sécurité de la France sa profondeur stratégique, confortent également la crédibilité de sa dissuasion. La portée de cet enjeu de nature existentielle pour notre pays nous invite donc à raisonner la contribution des forces terrestres à la défense de la France de façon globale et à l'adapter aux enjeux de sécurité les plus probables.

To conclude, I have noticed that since the 1980s, the recurrence of crises and conflicts which the Cold War had helped to "freeze" have inexorably postponed the prospects of delivering the dividends of a global peace that is becoming increasingly unlikely. The White Paper reminds us that the capacity for intervention outside the homeland provides strategic depth to France's security, and strengthens the credibility of our deterrence. Thus the scope of that issue, which pertains to the very existence of our country, requires that we should take a comprehensive approach when reflecting on the contribution of the land forces to French Defense, and adapt it to the most probable security challenges.

G.GESQUIERE © armée de Terre

Cours EUTM à Koulikoro. Exercice de synthèse pour le bataillon "Sigui" des forces armées maliennes sous le contrôle des instructeurs du 1er RI et du 1er RS. L'exercice consiste à investir le village "Ghost City", à en déloger les djihadistes et à libérer les otages.

EUTM class in Koulikoro. Synthesis exercise for the "Sigui" battalion of the Malian armed forces under the control of instructors from the 1st RI and the 1st RS. The exercise consists in surrounding the "Ghost City" training site, dislodging the jihadists and freeing the hostages.

Général Jean-François PARLANTI

A la tête du Centre de doctrine d'emploi des forces depuis le 1er novembre 2013, le général Jean-François Parlanti intègre l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1981 puis choisit les Troupes de Marine. Il commande le Régiment d'infanterie de marine Pacifique Nouvelle-Calédonie (RIMAP NC) de 2004 à 2006, exerce des fonctions en administration centrale, tant à l'Etat-major de l'armée de Terre qu'à l'Etat-major des armées (notamment à la tête de la division Maîtrise des armements), avant de prendre le commandement des Forces armées de la Nouvelle-Calédonie (FANC) en 2011. Breveté de l'enseignement militaire supérieur américain (*Fort Leavenworth*) et auditeur de la 59e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale italien, le général Parlanti a également participé à plusieurs opérations extérieures (Liban, Bosnie Herzégovine).

Madame la députée Patricia ADAM

Députée de la seconde circonscription du Finistère, Patricia Adam a débuté sa carrière politique en qualité d'adjointe au Maire de Brest en 1989 jusqu'à son élection parlementaire en 2002. Elle a occupé les fonctions de vice-présidente du Conseil Général du Finistère (1998 à 2008) et été membre du Conseil supérieur de la réserve militaire (jusqu'au 19 juin 2012). Auditrice de la 55e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, membre, à deux reprises, en 2007 puis en 2012, de la Commission chargée de préparer le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, présidente de la Délégation parlementaire au renseignement en 2012, Mme Adam préside la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale depuis le 28 juin 2012.

Amiral Edouard GUILLAUD

Chef d'état-major des armées depuis le 25 février 2010, l'amiral Edouard Guillaud sert successivement sur différents types de bâtiments de la Marine nationale et commande notamment le porte-avions Charles de Gaulle de 1999 à 2001. Auditeur du Centre des hautes études militaires et de la 54e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, il prend les fonctions d'adjoint à l'état-major particulier du Président de la république en 2002. Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord de 2004 à 2006, il a exercé les fonctions de chef d'état-major particulier du président de la république de 2006 à 2010.

Monsieur le député Philippe NAUCHE

Député de la Corrèze, maire de Brive-la-Gaillarde et président de la Communauté d'agglomération de Brive depuis 2008, Philippe Nauche est vice-président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Médecin anesthésiste-réanimateur de formation, il est également membre de la délégation parlementaire au renseignement, membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et président du groupe d'amitié France-Afghanistan.

Général de corps d'armée Bertrand CLÉMENT-BOLLÉE

Commandant les forces terrestres depuis 2012, le général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée intègre l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1977 et choisit l'arme blindée cavalerie. Après une première partie de carrière dans la Légion Etrangère, il commande le 1er Régiment étranger de cavalerie

de 1999 à 2001 ainsi que la 6e Brigade légère blindée de 2006 à 2008. Il participe à plusieurs opérations extérieures (Centrafrique, Tchad) et est notamment engagé comme général adjoint opérations (Licorne - Côte d'Ivoire), puis comme commandant de la *Task force* multinationale Nord (Trident - Kosovo). Ayant occupé différents postes en administration centrale, il assume les fonctions de sous-chef d'état-major « emploi-soutien » à l'Etat-major de l'armée de Terre de 2008 à 2010, avant de rejoindre le Commandement des Forces Terrestres (CFT) à Lille.

Général Bernard BARRERA

Directeur adjoint de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense depuis 2013, le général Bernard Barrera a participé à plusieurs opérations extérieures (Bosnie, Kosovo, Tchad, Côte d'Ivoire, Mali), commandé le 16e Bataillon de chasseurs (16e BC) de 2004 à 2006 et la 3e Brigade mécanisée (3e BM) de 2011 à 2013. Auditeur de la 58e session du Centre des hautes études militaires et de la 61e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, il a également exercé la fonction d'adjoint Terre au cabinet militaire du Premier ministre de 2009 à 2011.

Général Didier BROUSSE

Sous-chef opérations aéroterrestres à l'Etat-major de l'armée de Terre depuis 2013, le général Didier Brousse intègre l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1980 et choisit les Troupes de marine. Il commande le 8e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine de 2003 à 2005, effectue de nombreuses opérations extérieures (Liban, Côte d'Ivoire, Bosnie, Macédoine, Kosovo) avant de prendre le commandement de la Brigade des forces spéciales Terre de 2011 à 2013. Auditeur de la 56e session du Centre des hautes études militaires et de la 59e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, il a été affecté au bureau réservé du cabinet du ministre de la Défense de 2008 à 2010 avant d'être nommé général adjoint et directeur de l'enseignement de l'Ecole de Guerre.

Colonel Francois-Marie GOUGEON

Saint-Cyrien, le colonel François-Marie Gougeon a effectué ses temps de commandement dans les Troupes de Marine (blindés). Breveté de l'Ecole de Guerre du corps des *Marines* des Etats-Unis de Quantico (2005), il a servi ensuite trois ans au commandement allié pour la transformation de l'OTAN à Norfolk. De retour en France, il sert trois ans au cabinet du chef d'état-major des armées jusqu'en 2011. A la tête du 1er Régiment d'infanterie de Marine de 2011 à 2013, il participe avec son régiment au premier mandat de l'opération Serval. Il est actuellement auditeur au Centre des hautes études militaires.

Monsieur le président Claude BARTOLONE

Président de l'Assemblée nationale depuis le 26 juin 2012, Claude Bartolone est député de Seine-Saint-Denis depuis 1981. Il a successivement occupé les postes de maire du Pré-Saint-Gervais (1995-1998), de ministre délégué à la ville (1998-2002) puis de président du conseil général de la Seine-Saint- Denis (2008-2012). Il a assumé les fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale (du 2 avril 1992 au 1er avril 1993) puis de Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (du 17 juin 1997 au 1er avril 1998).

Monsieur le député Christophe GUILLOTEAU

Député de la 10e circonscription du Rhône depuis 2003, Conseiller général du Canton de Saint Genis Laval et Vice-président du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Rhône, il occupait dans le précédent mandat, le poste de Secrétaire de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée Nationale ; il occupe désormais celui de WHIP pour le groupe UMP de cette même commission. Il est Président du groupe d'étude sur l'industrie de Défense ainsi que secrétaire de la section française de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Christophe Guilloteau est auditeur de la 65e session nationale de l'Institut des hautes études de la défense nationale et capitaine de vaisseau dans la réserve citoyenne de la Marine.

Général Patrick BRETHOUS

Chef du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) de l'Etat-major des armées depuis 2013, saint-cyrien, le général Patrick Brethous effectue ses temps de troupe au sein des Régiments de l'Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) et commande le Détachement ALAT des opérations spéciales (DAOS, devenu le 4e Régiment d'hélicoptères des forces spéciales). Il a effectué de nombreuses opérations extérieures (Guerre du Golfe, Somalie, Bosnie, Congo). Il dirige l'Etat-major opérationnel Terre (EMO-T) de 2009 à 2011 avant de prendre les fonctions de chef conduite du Centre de planification et de conduite des opérations de l'Etat-major des armées de 2011 à 2013.

Général de corps aérien Thierry CASPAR FILLE-LAMBIE

Commandant en second puis commandant la Défense aérienne et les opérations aériennes (COMDAOA) depuis 2011, le général de corps aérien Thierry Caspar Fille-Lambie a commandé l'E/T 01.164 Bearn à Evreux ainsi que la base aérienne 123 à Orléans. Il a également été affecté en qualité de chef de la division emploi à l'Inspection de l'armée de l'Air et en tant que vice-président du Conseil permanent de la sécurité aérienne de 2000 à 2002 avant de rejoindre le Centre de planification et de conduite des opérations en tant qu'adjoint Air de 2002 à 2004. Auditeur de la 56e session du Centre des hautes études militaires et de la 59e session nationale de l'Institut des hautes études de la défense nationale, il a été chef d'état-major du commandement des forces aériennes avant de prendre le commandement des forces françaises stationnées à Djibouti où il était, également, attaché de défense auprès de l'ambassade de France de 2008 à 2011.

Général François LECOINTRE

Officier général Synthèse à l'Etat-major de l'armée de Terre depuis 2013, saint-cyrien, le général François Lecointre effectue l'essentiel de ses temps de troupes au sein du 3e Régiment d'infanterie de Marine dont il a été chef de corps de 2005 à 2007. Il a commandé la 9e Brigade d'infanterie de marine de 2011 à 2013. Il effectue de nombreuses opérations extérieures (Irak, Somalie, Rwanda, Bosnie, Côte d'Ivoire, Mali) et sert en administration centrale, notamment en qualité d'adjoint Terre au Cabinet du ministre de la Défense. Il a été auditeur de la 57e session du Centre des hautes études militaires et de la 60e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale.

Monsieur Etienne DE DURAND

Spécialiste des questions stratégiques et militaires, Etienne de Durand est directeur du centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et professeur à l'IEP de Paris et à l'Ecole de Guerre. Il a enseigné à l'université Lyon III, ainsi qu'à Saint-Cyr Coëtquidan. Il est régulièrement appelé à intervenir au profit des ministères de la Défense et des Affaires étrangères sur les politiques de défense française et américaine (« transformation » des appareils militaires, interventions militaires, contre-insurrection). Il a publié de nombreux articles et monographies sur toutes ces questions et dirige deux collections électroniques de l'IFRI, *Proliferation Papers* et *Focus stratégique*.

Général d'armée Bertrand RACT MADOUX

Chef d'état-major de l'armée de Terre depuis septembre 2011, le général d'armée Bertrand Ract Madoux sert successivement en régiment et en état-major, dans une grande variété de spécialités. Auditeur du Centre des hautes études militaires et de la 52e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, il devient, à l'été 2000, adjoint au chef du bureau « Etudes et stratégie militaire » de l'Etat-major des armées avant de prendre la tête de la 2e Brigade blindée en 2002. Adjoint au major général de l'EMA et chef de la division « Etudes, stratégie militaire générale et pilotage » à partir de 2004, il occupe ensuite le poste de directeur du cabinet du directeur général de la sécurité extérieure. Le général d'armée Ract Madoux a participé à l'IFOR en Bosnie et à l'opération *Licorne* en Côte d'Ivoire.

Directeur de la publication : Général (2S) Philippe Boone
Rédactrice en chef : Capitaine Gwenaëlle Denonin ☎ : 01 44 42.35 91 - PNIA : 821.753.35.91
Traductions : UBIQUS - Commandant Aleksandar Stefanovic ☎: 01 44 42 44 30 - PNIA : 821.753.44 30
Maquette : Christine Villey ☎ : 01 44 42 59 86 - PNIA : 821.753.59.86
Schémas : Nanci Fauquet - **Crédits photos** : 1ère de couverture : © armée de Terre - **Montage :** Nanci Fauquet
4ème de couverture : © armée de Terre & ECPAD
Diffusion & relations avec les abonnés : Major Claudine Vacquier ☎ : 01 44 42 43 18 - PNIA : 821.753.35.18
Impression & Diffusion : EDIACA ST-ETIENNE 76 rue de la Talaudière BP 508 42007 ST-ETIENNE cédex 01
Tirage : 3 000 exemplaires - **Dépôt légal :** à parution ISSN : 2110-7394 - Tous droits de reproduction réservés. **Revue « Réflexions Tactiques Numéro Spécial »** Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à Réflexions Tactiques a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDEF. Centre de Doctrine d'Emploi des Forces 1 place Joffre, Case 53 75700 PARIS SP 07
Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr - **Mel :** pub-dad.cdef@terre-net.defense.gouv.fr

RÉFLEXIONS TACTIQUES

« COLLOQUE DE L'ARMÉE DE TERRE 2013 » « EN IMAGES »

C.D.E.F
Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Armée de Terre